le poing et la rose

10, rue Solférino, Paris – Organe du Parti Socialiste – Mensuel – N° 115 – novembre 1985 – 6 F

Le Congrès de Toulouse

11, 12 et 13 octobre 1985

Coll. Fondation Jean Jaurès

AU SOMMAIRE

- Motion nationale d'orientation
- Compte rendu du Congrès
- Organismes centraux du P.S.

SOMMAIRE

- L'éditorial de Lionel Jospin 3
- Le Message du Président de la République . 3
- Le déroulement des travaux 4
- La Motion nationale d'orientation ..... 5 à 17
- Discours de bienvenue d'Alex Raymond..... 18
- Discours de bienvenue de Tony Briançon ... 18
- Les délégations françaises invitées au congrès 19
- Les délégations étrangères invitées au congrès ..... 18 et 19
- Rapport de la Commission de vérification des mandats présenté par Yannick Bodin 19
- Les votes des fédérations 20
- Le rapport d'activité de Jean Poperen..... 21 et 22
- Commission des résolutions 23
- Interventions de :

Robert Chapuis 22
Gaston Defferre..... 23
Roger Fajardie 23
Alain Clays 23
Robert Le Foll 24
Michel Debout 24
Daniel Chambon 24
Martin Malvy 24
Jacques Huntzinger 24
Alfred Recours..... 24
Jacques Roger-Machart..... 24
Lionel Jospin ..... 25 à 28
André Laignel..... 28
Didier Motchane 28
Michel Rocard 29
Louis Mermaz 29
Françoise Gaspard 29
Pierre Bérégovoy..... 30
Gérard Collomb 30
Georges Sarre 30
Louis Le Pensec 30
Laurent Fabius..... 31
Jean-Paul Bachy 32
Marcel Debarge..... 32
Gérard Bapt 32
Jeanine Parent..... 32
Claude Saunier 32
Michel Yoyo 33
Christian Pierret..... 33
Yvette Roudy 33
Jean Laborde 33
André Billardon 33
Michel Loubet 34
Henri Saby 34
Michel Charzat 34
Jean-Marie Cambacérès 34
Marie-Thérèse Mutin 34
Alain Barreau..... 34
Jean-Pierre Chevènement..... 35
Robert Badinter 36
Marie-Andrée Jaubert..... 36
Alain Billon 36
Pierre Mauroy..... 37
Dominique Strauss-Kahn..... 37
Jean-Claude Boulard..... 37
Umberto Battist..... 38
Annette Chépy-Léger..... 38
Marie-Noëlle Lienemann 38

- Rapport de la commission des résolutions ; motion d'orientation : Luc Soubré..... 38
- Le rapport sur les élections de Jean Poperen 39
- La résolution adoptée par le congrès, concernant les élections de mars 1986..... 40
- Le rapport de Daniel Vaillant sur les contentieux et les réformes statutaires 40
- Michel Rocard 41
- Didier Motchane 41
- Jean Le Garrec 42
- **Le discours de clôture de Lionel Jospin** ... 43 à 45
- Le bureau exécutif..... 46
- Le secrétariat national..... 46
- La commission nationale de contrôle 46
- La commission nationale des conflits..... 46
- Les membres du comité directeur..... 47
- Appel aux Français..... 47 et 48

Fondation Jean Jaurès

Le congrès de notre Parti, que nous venons de tenir à Toulouse a constitué un très grand succès. Les socialistes y ont prouvé une fois encore leur capacité à débattre, à se rassembler, à parler à l'opinion. Avec la synthèse réalisée, l'une des conditions du succès lors des prochaines échéances se trouve ainsi réalisée : nous nous adresserons aux Français réunis autour d'orientations politiques communes.

Six mois avant les élections, c'est un message politique sans ambiguïté que nous avons voulu ainsi élaborer : celui de la fierté dans notre bilan, celui de la clarté de notre stratégie, celui de la fidélité à nos convictions. Il incombe désormais à chacun d'utiliser cette dynamique pour susciter la mobilisation c'est-à-dire pour préparer le succès en 1986.

Lionel Jospin

Message du président de la République, François Mitterrand

« Chers amis, vous voici réunis à Toulouse pour un nouveau congrès, le troisième depuis notre victoire de 81. Toulouse peut et doit être le point de départ d'un nouvel élan. Tout est possible si vous vous en donnez les moyens. J'en vois pour ma part quatre principaux :

Soyez unis. Votre diversité fait votre richesse, vos débats prouvent votre vitalité, votre unité fait votre force : sachez la préserver.

Soyez fidèles à vos valeurs. En quatre ans et quatre mois, nous avons réalisé dans cette fidélité les plus grands changements de l'histoire de la République. Nous avons encore beaucoup à faire.

Soyez fiers de ce qui a été accompli. Bien entendu de nombreuses imperfections subsistent. Mais votre bilan considérable vous invite à proposer un projet pour la France.

Soyez ouverts au monde, à la société, à leurs évolutions, à leurs transformations tout en restant vous-mêmes. C'est comme cela que vous préparerez l'avenir.

Chers Camarades, je vous assure de mes amicales pensées, de ma gratitude pour votre soutien, de ma confiance dans votre action. »

François Mitterrand.

Collection Parti Socialiste

Laurent FABIUS – Lionel JOSPIN

vendredi 29 novembre

Héliport de Paris

18 heures

métro Balard **sous chapiteau**

Le déroulement des travaux

Vendredi 11 octobre

Le congrès est déclaré ouvert par Alex Raymond, *président du Conseil régional Midi-Pyrénées, qui prononce une allocution de bienvenue, suivi de Tony Briançon, premier secrétaire de la fédération de la Haute-Garonne.*

Jean Poperen présente ensuite le rapport d'activité de la direction sortante qui est adopté à l'unanimité moins une voix contre et une abstention.

Le débat est entamé par Alfred Recours (Eure), suivi de Jacques Roger-Machard (Haute-Garonne), Robert Chapuis (Ardèche), Gaston Defferre (Bouches-du-Rhône), Alain Claeys (Haute-Vienne), Roger Fajardie (Cher), Robert Le Foll (délégué aux D.O.M.-T.O.M.), Daniel Vaillant (Paris).

L'après-midi interviennent sous la présidence de Jean-Pierre Cot, *Michel Debout (Loire), Daniel Chambon (Seine-et-Marne), Martin Malvy (Lot), et le secrétaire chargé des Relations internationales, Jacques Huntzinger.*

Le premier secrétaire Lionel Jospin prend alors la parole.

La présidence est ensuite assurée par Georges Sarre *qui après l'intervention de Michel Rocard (Yvelines) lit le message adressé au congrès par François Mitterrand. Lui succèdent les interventions de Louis Mermaz (Isère), Françoise Gaspard (Eure-et-Loir), André Laignel (Indre), et Didier Motchane (Paris).*

Puis Yannick Bodin présente le rapport de la commission de vérification des mandats et le président donne lecture de la liste des membres de la commission des résolutions avant de donner la parole au ministre de l'Économie, Pierre Bérégovoy.

Samedi 12 octobre

La séance du matin est placée sous la présidence de Nicole Péry *qui donne la parole successivement à Gérard Collomb (Rhône), Claude Saunier (Côtes-du-Nord), Georges Sarre (Paris), Louis Le Pensec (Finistère), Jean-Paul Bachy (Ardennes), Marcel Debarge (Seine-Saint-Denis), Janine Parent (Commission nationale Entreprises), Gérard Bapt (Haute-Garonne).*

Intervient alors le Premier ministre Laurent Fabius.

Celui-ci est suivi à la tribune par Michel Loubet (Haute-Garonne), Henri Saby (président de la délégation socialiste française au Parlement européen), Michel Charzat (Paris), Michel Yoyo (Martinique) et Jean-Marie Cambacérès (Gard).

L'après-midi interviennent, sous la présidence de Roger Fajardie : *Marie-Thérèse Mutin (Côte-d'Or), Alain Barrau, Secrétaire national à la Jeunesse, Christian Pierret (Vosges), Jean Laborde (Gers), Yvette Roudy, ministre des Droits de la femme, André Billardon, Président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale, Jean-Pierre Chevènement, ministre de l'Éducation nationale, Marie-Andrée Jaubert (Réunion), Robert Badinter, ministre de la Justice, et Pierre Mauroy (Nord). Puis sous la présidence de* Louis Le Pensec : *Alain Billon (Paris), Umberto Battist (Pas-de-Calais), Dominique Strauss-Kahn, Secrétaire national aux Études, Jean-Claude Boulard (Sarthe), Annette Chépy-Léger (Marne), Marie-Noëlle. Lienemann (Essonne).*

Dimanche 13 octobre

La séance est placée sous la présidence d'André Billardon. *Luc Soubré présente le rapport de la commission des résolutions. La motion nationale d'orientation du Parti est alors mise aux voix par le président et adoptée par le congrès à l'unanimité moins une abstention.*

Jean Poperen présente ensuite le rapport sur la préparation des élections. Après intervention de Guy Poirier (Manche), le congrès prend les décisions suivantes :

1. Huguette Bouchardeau, Henri Fizsbin, Henri Nallet et Olivier Stirn figureront en bonne place sur les listes du Parti.

2. Henri Fizsbin sera présenté dans les Alpes-Maritimes et Olivier Stirn dans la Manche.

Daniel Vaillant présente le rapport sur le contentieux et les statuts. Sur le contentieux le rapport est approuvé à l'unanimité ; sur les modifications statutaires à l'unanimité moins 3 abstentions.

Françoise Seligmann propose au congrès la liste du Comité directeur qui est adoptée par 732 voix pour et 5 contre.

Après interventions de Michel Rocard, Didier Motchane et Jean Le Garrec, ***le Premier secrétaire conclut le congrès.***

Bureau du congrès

Guy Allouche. Pierre Brana. Pierre Carassus. Bertrand Delanoé. André Mellier. Françoise Seligmann. Luc Soubré.

Commission vérification des mandats

Rémy Blondel. Yannick Bodin. Daniel Cholley. Daniel Frachon. Paul Lussault. Jean-Pierre Moulins. Michel Thauvin.

Commission contentieux

Nicole Bricq. Alain Dreze. Daniel Frachon. Alain Le Vern. Jean-Claude Petitdemange. Jean-Michel Rosenfeld. Daniel Vaillant.

MOTION NATIONALE D'ORIENTATION

Rassembler autour du Parti Socialiste pour réussir la nouvelle étape

I - L'ENJEU DU CONGRÈS DE TOULOUSE
1. Ne pas se cacher les difficultés
2. Mobiliser pour gagner
3. Que doit faire le Parti ?

II - GAGNER LA BATAILLE DES ÉLECTIONS
1. Gagner contre la droite et l'extrême droite
2. Gagner contre la politique de division de la direction communiste
3. Gagner en rassemblant autour des socialistes
- Un bilan gouvernemental important
- Les éléments du choix en 1986

III - FIXER LES ORIENTATIONS POUR LA PROCHAINE LÉGISLATURE
1. Pour une nouvelle croissance
- Les conditions de la croissance
- Les contraintes extérieures
- Un pacte national de croissance
2. Pour une répartition plus équitable
- Organiser l'aménagement du temps de travail
- La protection sociale
- Poursuivre la réforme des prélèvements obligatoires
- Faire un nouvel effort contre les inégalités
3. Améliorer la vie des gens
- Agir sur les lieux de vie
- Mieux vivre ensemble
4. A l'extérieur une politique indépendante et solidaire
- Seuls les socialistes peuvent conduire une politique réellement indépendante.
- Assurer la sécurité du pays
- Construire l'Europe
- Lutter contre l'asphyxie économique et politique du Tiers-Monde
- Défendre partout les droits de l'homme

IV - RASSEMBLER AUTOUR DU PARTI SOCIALISTE
1. Une stratégie claire
2. Un Parti assuré
3. Faire vivre le Parti socialiste

CONCLUSION

I - L'enjeu du Congrès de Toulouse

Le Congrès de Toulouse doit servir de point de départ à une formidable mobilisation et à un immense travail de conviction politique. C'est la condition du succès pour les législatives de 1986. Dans la perspective de 1988, il doit nous permettre de clarifier, pour les socialistes et l'opinion, un certain nombre de questions, de convaincre les Français de la justesse de la politique qui est celle du gouvernement, et de la validité des propositions que nous faisons au pays. Contre la Droite, sa démagogie, ses propositions destructrices et son esprit de revanche, seul le soutien aux socialistes permettra au pays de garder des perspectives d'avenir.

1. Ne pas se cacher les difficultés

Nous ne devons pas nous cacher la réalité des difficultés. Aujourd'hui, l'opinion ne nous est pas, dans sa majorité, favorable. Elle est surprise par la brutalité des rapports de force internationaux et de la compétition économique à laquelle les gouvernements de Droite n'avaient pas préparé le pays. Elle est déçue que des grandes questions comme le chômage et l'insécurité n'aient pas été plus vite en voie de résolution. Inquiète pour l'avenir, elle nous a fait sentir plusieurs fois, lors d'élections intermédiaires, son insatisfaction.

La Droite, battue politiquement en 1981, mobilise sur le terrain économique ses relais les plus actifs. Pourtant, les plus éclairés parmi les chefs d'entreprise savent que le retour au pouvoir d'une Droite revancharde, qui a pour programme de balayer trente ans d'acquis sociaux et pour seule ambition d'agresser le monde du travail, présente un risque majeur de déstabilisation sociale.

Cela n'a pas empêché les dirigeants du CNPF de se comporter en agents des forces conservatrices. Qu'il s'agisse de discréditer les résultats positifs des entreprises publiques, de mener bataille contre les libertés syndicales, de refuser les compromis qu'implique toute négociation paritaire, la stratégie de ce patronat est claire : il s'agit d'utiliser la crise comme prétexte d'une vaste offensive en vue de mettre en cause les acquis sociaux les plus fondamentaux. La Droite n'a qu'une ambition : saper les fondements de la négociation collective et de la protection sociale au bénéfice d'un modèle isolant l'individu dans l'entreprise.

Pour les socialistes, cette démarche est inacceptable. Il est de plus irréaliste de vouloir fonder le redressement de l'économie sur les décombres du droit social. Il existe une relation étroite entre l'élargissement des droits sociaux, la démocratisation de la gestion des entreprises et leur compétitivité.

Cette situation est aggravée par le fait que la direction du Parti communiste, au lieu de tenir sa place dans le combat Gauche-Droite, contribue, par ses critiques systématiques et injustes, à affaiblir notre camp.

2. Mobiliser pour gagner

Apprécier lucidement une situation n'est pas s'y résigner. Nous avons connu dans le passé d'autres moments difficiles que nous avons su maîtriser. Peu nombreux étaient, avant 1981, ceux qui prévoyaient la victoire socialiste et pourtant nous avons gagné.

Nous devons donc aborder ce Congrès et la période qu'il ouvre avec un esprit offensif et mobilisateur.

Nous devons être fiers de notre bilan. La Droite a gouverné dans les temps de la prospérité. Qu'en a-t-elle fait ? Elle nous a laissé un appareil productif insuffisamment modernisé et un pays où s'étaient accumulés privilèges et frustrations. Nous gouvernons au

plus fort de la crise. Qu'avons-nous fait ? Nous avons réduit l'inflation, entrepris la modernisation de l'appareil productif, accompli les réformes que l'État, l'économie et la société attendaient. Les impératifs de la compétitivité nous ont conduits à une politique plus rigoureuse que nous le souhaitions, et certains des nôtres nous le reprochent.

La rigueur n'est pas un objectif mais un moyen au service de nos objectifs et au service du pays.

Pour la première fois dans l'histoire de la Gauche, les socialistes achèvent une législature en ayant, de bout en bout, assumé la responsabilité du gouvernement. Alliant la volonté de réforme et la rigueur de la gestion, ils ont su s'installer dans la durée, en dépit des prophéties de l'opposition. Non seulement ils gèrent mieux que leurs prédécesseurs l'économie d'un pays hautement industrialisé, mais aussi ils ouvrent une voie démocratique au socialisme. La Droite en est consciente. Elle sait combien cela pèsera sur la vie politique et l'histoire du pays. D'où l'acharnement avec lequel elle s'efforce, par la caricature, la démagogie et parfois le faux grossier, de dénaturer notre action et notre bilan. Elle ne veut pas seulement nous battre, elle a besoin de nous disqualifier, car si elle ne parvient pas à nous disqualifier elle n'est pas sûre de nous battre.

En 1986, en demandant aux citoyens un nouveau mandat, nous leur présenterons un pays en ordre de marche et une situation meilleure qu'en 1980, qu'il s'agisse des prix, de la balance des paiements, de la modernisation industrielle des grandes réformes, de la paix sociale, de la diplomatie. Certes, il reste le chômage à vaincre, des progrès à faire pour améliorer la vie quotidienne des gens. Mais « l'apocalypse » annoncée par la Droite pour 1981, ne serait-elle pas plutôt dans ses bagages si elle gagnait en 1986 ? Voilà l'enjeu dont il faut rendre les Français conscients.

En mars prochain, il ne suffira pas de comparer les attentes de 1981 et les résultats de 1986, comme si les élections se résumaient à une confrontation entre les citoyens et le gouvernement, comme si la Droite et son programme n'existaient pas. Non il faudra choisir entre les socialistes et la Droite flanquée de l'extrême Droite, bilan contre bilan, projet contre projet. Il nous reste plusieurs mois pour convaincre les Français de voter socialiste.

3. Que doit faire le Parti ?

Cinq années de gouvernement par la Gauche ont appris aux Français qu'il est des contraintes dont aucun pouvoir, dans une société ouverte et démocratique, ne peut s'affranchir.

Peut-être les Français regrettent-ils d'abord, puisque l'alternance a joué en 1981, de ne plus projeter sur nous le rêve d'un gouvernement qui estomperait les réalités de la crise et dispenserait des efforts qu'elle exige.

La lucidité à l'égard des faits implique que l'on s'attache à les analyser tels qu'ils sont, souvent difficiles en période de mutation, mais parfois aussi porteurs d'espoir.

La société devenue plus complexe et les conditions du débat politique n'ont pu qu'en être affectées. Nous en prenons acte car il serait dangereux d'avoir une pratique politique en discordance avec les attentes du pays.

Mais il nous faut éviter aussi, au nom d'une conformité aux humeurs de l'opinion, d'adhérer aux modes passagères.

Disons-le clairement, nous ne saurions renoncer, ni à mettre en accord notre discours et nos actes, ni à nos choix de société, ni aux valeurs morales, qui sont ceux de notre projet : solidarité et justice sociale, valeurs de la connaissance, valeurs de la raison, du travail et de la création (le refus du malthusianisme), sens de la responsabilité, de la démocratie et de la mémoire collective qui, pour les socialistes donne son sens à l'Histoire de la France.

Nos difficultés avec l'opinion tiennent sans aucun doute d'abord, au décalage inévitable mais réel entre nos actes et les attentes qui étaient celles, notamment, du monde du travail avant 1981. Elles ont pu aussi résulter de l'insuffisance des explications qui ont accompagné la mise en œuvre de la politique de rigueur.

Certes, nous avons adapté ou infléchi un certain nombre de nos actions et de nos priorités : après une relance qui correspondait aux engagements pris devant l'opinion nous avons dû, dans une conjoncture internationale dépressive, veiller davantage aux équilibres ; aux problèmes de la répartition se sont ajoutés ceux de la production ; à ceux de l'emploi, ceux de l'efficacité et de la compétitivité des entreprises ; à l'accent mis sur le changement et les réformes s'est partiellement substitué celui mis sur la gestion et la défense des acquis.

Car l'action d'un gouvernement tient compte des obstacles rencontrés, des résultats enregistrés, des réactions des gens. De ce point de vue, dire sur quoi et en quoi nous avons changé est nécessaire.

Moderniser la France passe par la reconnaissance du double caractère de l'entreprise et, plus particulièrement, de l'entreprise industrielle, unité de production mais aussi terrain d'affrontement entre forces sociales. De ce point de vue, les socialistes ont pris en compte dans leur analyse l'attitude qu'ils ont adoptée à l'égard de l'entreprise dans leur politique gouvernementale. La crise a remis en lumière cette vérité crue : on ne distribue que des revenus qui sont la contrepartie de ce qu'on a pu produire et vendre. Les socialistes ont mieux pris en compte la nécessité de demeurer compétitifs, de dégager des bénéfices pour investir, de contenir les coûts de production. Cette mutation illustre, en réalité, la transformation du Parti socialiste de parti d'opposition en un parti à vocation gouvernementale. Le Parti socialiste a assumé sa fonction de parti de gouvernement. Les socialistes ont pris en compte la réalité du marché tout en réaffirmant la nécessité d'un État qui définit les grandes priorités économiques au travers du Plan, et fixe les règles qui visent à le canaliser et l'empêcher d'être un instrument d'oppression.

Les premiers résultats de notre politique sont patents. Ils montrent que la politique menée dès 1981 a engagé la France dans la voie du progrès : sur la législature, le taux de croissance est supérieur à la moyenne européenne, le gain du pouvoir d'achat est le plus élevé d'Europe, la réduction des inégalités a été amorcée, l'inflation réduite avec succès, la balance extérieure est en voie d'équilibre.

Qu'il s'agisse de la solidarité vis-à-vis des travailleurs immigrés face à la montée du racisme, ou de la défense du secteur public, le Parti socialiste a tenu bon. Il n'a jamais hésité à réaffirmer ses principes et à développer ses propositions. Il peut se féliciter d'en voir aujourd'hui de nombreuses rentrer dans la réalité. Le monde du travail lui-même a connu une profonde évolution. Si les socialistes ont su adapter leur langage aux faits, ce n'est ni par opportunité, ni par renoncement à leurs propres choix. A l'inverse, si les formules simplificatrices et démagogiques du Parti communiste ne passent plus, c'est que les travailleurs savent qu'elles sont inadaptées.

Nous savons d'où vient l'essentiel de nos difficultés avec l'opinion : de la puissance sociale et politique du conservatisme dans notre pays, de sa mobilisation exacerbée par la perte du pouvoir, de sa capacité à caricaturer notre politique. A cela s'ajoute la poussée de l'extrême Droite, en raison de l'exploitation politique des thèmes sécuritaires ou xénophobes et puis aussi, c'est vrai, la difficulté à avancer vite pour changer les conditions de vie des gens. Il n'est pas facile d'être parti de gouvernement et gouvernement de Gauche en temps de crise. Clamer que nous avons changé ne nous fera pas faire l'économie de ces problèmes, des mesures qu'impose leur solution progressive, de la bataille contre les idées de la Droite, qu'ils exigent de nous.

Les réalités que nous affrontons sont incontournables, la politique du gouvernement est nécessaire, et elle prépare l'avenir. Le pays peut retrouver, par l'effort de tous, dynamisme et espérance. Ni les vieilles théories du libéralisme et de l'inégalité sociale réhabilitées par la Droite, alors qu'elles ont été balayées historiquement par la crise des années trente et deux guerres mondiales, ni le modèle fossilisé du communisme stalinien ne peuvent offrir de perspectives. Le socialisme démocratique est la démarche la mieux adaptée pour un pays comme le nôtre.

Conduire ou subir le changement, tel est, plus que jamais, l'enjeu du combat de la démocratie. Celui qui départagera dans les années qui viennent les socialistes et les tenants du libéralisme économique. Voilà le cadre concret dans lequel doit être replacée l'échéance de mars 1986.

Les tâches du Parti socialiste sont claires :

- préparer les propositions que nous ferons pour obtenir l'adhésion des Français à une politique réaliste mais audacieuse dans la nouvelle législature ;
- rassembler les socialistes sur une stratégie et une conception de parti qui puissent entraîner la victoire ;
- convaincre les hommes et les femmes de Gauche de mener avec nous la bataille politique des élections législatives.

II - Gagner la bataille des élections

Nous devons, nous pouvons gagner la bataille des élections législatives et régionales.

1 - Gagner contre la Droite et l'Extrême Droite

Certains observateurs brodent sur le thème du consensus. Mais les élections de mars 86 seront, comme d'ailleurs la plupart des élections qui les ont précédées en Europe, une bataille politique entre Gauche et Droite. Même si nous ne le voulions pas, la Droite nous l'imposerait.

En dépit des pronostics pessimistes, cette bataille peut être gagnée. Car si la Droite a mobilisé les siens et a su attirer à elle une partie des mécontents, elle n'a pas créé en sa faveur une véritable dynamique. Le souvenir de sa gestion passée, égoïste et à courte vue, n'est pas effacé, les divisions de ses leaders sont un facteur de trouble et sa volonté évidente de revanche sociale inquiète.

La Droite a changé. Elle a rejeté le conservatisme éclairé dont elle se faisait un credo dans les années de croissance. A cette époque, elle pouvait laisser au monde salarial et aux petits producteurs ou distributeurs indépendants une part, même chichement mesurée, de la prospérité. Devenue keynésienne dans sa philosophie économique, encore marquée politiquement par la Résistance, elle gérait à Droite une société dont les fondements avaient été posés par la Gauche et certains des siens en 1945. Les nationalisations, la Sécurité sociale, les lois protectrices du monde du travail, l'idée même d'égalité, voilà ce qu'elle entend désormais remettre en cause. La crise étant venue, la croissance se dérobant, la Droite s'affiche dure et réactionnaire. D'où la complaisance qu'elle manifeste à l'égard des thèmes traditionnels de l'Extrême Droite et les « ponts » qu'elle a lancés vers elle, par des accords électoraux ou en utilisant des petits groupes politiques charnières. Son intention n'est pas de revenir sur 1981 mais à beaucoup d'égards sur 1945.

Nous disposons de tous les éléments pour montrer aux Français les dangers du retour de la Droite au pouvoir. Voilà ce qu'est son programme :

– Régression sociale : licenciements plus faciles, limitation du pouvoir syndical, remise en cause de l'école publique, atteintes à la Sécurité sociale, conservatisme moral.

– Irréalisme économique : dénationalisations massives, réduction de l'intervention de l'État, remise en cause des structures de recherche, croyance à une régulation exclusive par le marché.

– Réaction politique : rejet des idées d'égalité, hostilité aux partis, campagne contre les immigrés, volonté de contrôle des médias.

– Aventurisme néo-colonial : refus des réformes et de l'évolution politique en Nouvelle-Calédonie.

– Désordre institutionnel : refus du respect des institutions et des attributions du président de la République dans l'hypothèse d'un changement de majorité.

– Alignement en politique internationale : approbation du programme reaganien dit de « Guerre des Étoiles », acceptation d'une politique économique et monétaire américaine qui menace les intérêts européens et français ; indifférence croissante aux problèmes pourtant cruciaux du tiers monde.

– Risques d'affrontement dans la société française : idéologie sécuritaire, esprit de revanche sociale, tentations xénophobes.

Voilà la menace que les Français doivent écarter.

Car le « modèle » de la Droite française, on le retrouve en Grande-Bretagne ; et son programme est celui-là même que Mme Thatcher met aujourd'hui en œuvre à coups de dénationalisations et de privatisations.

Les résultats en sont désastreux : une aggravation sévère des inégalités sociales, un chômage record qui touche aujourd'hui 13 % de la population active, soit trois millions de personnes, une répression anti-syndicale jamais égalée, une montée de violence dont témoignent les « hooligans » de ce pays jadis donné en exemple pour sa tradition de civisme.

Le reaganisme même, que la Droite française croyait un temps nous présenter comme un modèle, montre actuellement ses limites. Économiquement, on voit mieux que la reprise intervenue a pour contre-partie le creusement de déficits intérieurs et extérieurs, que seule la position dominante des États-Unis leur permet de financer au détriment de tous les autres pays, et en particulier des pays européens. On peut constater que ce modèle se fonde sur la paupérisation et la marginalisation de pans entiers de la société.

2 - Gagner contre la politique de division de la direction communiste

Depuis quinze ans, la direction du Parti communiste a constamment oscillé entre l'union et la division. Son hésitation à rompre avec le modèle soviétique, sa difficulté à prendre en compte les évolutions de notre société, son refus de changer ses modes de fonctionnement interne, son incapacité à continuer à assurer avec nous les responsabilités du pouvoir l'on conduit à la rupture de juillet 1984, à une nouvelle phase de division et d'isolement et à une nouvelle campagne antisocialiste. Le Parti communiste ne

sortira pas renforcé de la nouvelle épreuve que sa direction lui inflige.

Car, pas plus qu'en 1974-1977, le Parti socialiste n'est responsable de la rupture. Et depuis cette époque, le poids spécifique du Parti communiste s'est singulièrement réduit, au détriment de la Gauche. Si la direction de ce parti spécule sur l'épreuve du pouvoir pour modifier à son profit un rapport de force qu'elle a en grande partie créé par ses erreurs, elle sera démentie par les faits. Sur la base de sa politique actuelle la direction communiste n'enrayera pas le déclin de son parti.

Les positions qu'elle défend sont en effet irréalistes :

- irréalistes sur le plan économique : on voit, dans les pays de l'Est, y compris chez les plus développés, que nulle part on ne « rase gratis » ;
- irréalistes sur le plan politique : la direction du Parti communiste sait qu'elle n'a aucun moyen, hors de l'alliance avec les socialistes désormais plus forts, de faire avancer d'un pas cette politique de changement pour laquelle elle déclare militer. Dans l'isolement, le Parti communiste n'a aucune perspective à offrir ;
- irréaliste sur le plan social : il est absurde, quand on se réclame du monde du travail, de prétendre renvoyer dos à dos les socialistes et la Droite réactionnaire.

Les réformes accomplies depuis 1981, la politique actuelle, ce que l'on sait des programmes de la Droite, rendent invraisemblable un tel amalgame. Les travailleurs pressentent ce que la Droite et l'Extrême Droite leur réservent. Certains d'entre eux peuvent critiquer les socialistes ou parfois perdre courage, mais dans leur masse, ils savent où est leur camp.

La direction du Parti communiste a d'ailleurs le plus grand mal à convaincre. Elle n'entraîne pas les travailleurs dans ses actions minoritaires, surtout quand celles-ci sont dures et aventuristes, en opposition aux traditions syndicales dans notre pays. Sa capacité de mobilisation est rudement atteinte et ses résultats électoraux restent faibles.

Nous devons être clairs : nos positions politiques et stratégiques ne doivent fournir aucun prétexte à la direction du Parti communiste. Nous ne devons pas nous résigner à ce qu'une fraction de l'ancien électorat communiste s'abstienne ou se laisse abuser par la démagogie d'Extrême Droite. Et nous mettrons clairement, dans la campagne électorale et à son issue, les communistes devant le choix suivant : vont-ils travailler pour la Droite ou avec les socialistes ?

3 - Gagner en rassemblant autour des socialistes

Pour le monde du travail, pour les hommes et femmes de Gauche, pour tous ceux que préoccupe l'avenir du pays, les élections de 1986 doivent être l'occasion d'un vote massif pour les candidats présentés par le Parti socialiste.

Certes, nous ne prétendons pas avoir excellé en tout. Écartés longtemps du pouvoir, nous en avons repris l'apprentissage. Surpris par l'ampleur de notre victoire, nous avons sans doute cédé à certaines illusions et à l'excès de confiance. Nous mesurons les limites de notre action : nous n'avons qu'enrayé la montée du chômage ; la rénovation économique en cours, bien qu'indiscutable, est encore fragile ; les conditions de vie de beaucoup de Français restent difficiles.

Cependant, dans les conditions très difficiles dues à la crise, nous sommes un des rares pays à avoir su faire des réformes positives pour le plus grand nombre.

• *Un bilan gouvernemental important*

Sous l'autorité du président de la République, François Mitterrand, la politique menée depuis 1981 par les gouvernements de Pierre Mauroy, puis de Laurent Fabius, a transformé positivement et durablement la vie des Français. La diminution de la durée hebdomadaire du temps de travail, la cinquième semaine de congés payés, la retraite à 60 ans améliorent la qualité de la vie. L'exonération de l'impôt sur le revenu pour 500 000 contribuables, la création de l'impôt sur les grandes fortunes, l'exonération de la taxe d'habitation pour les revenus les plus bas, le plafonnement du quotient familial, le doublement des taux de droit de succession, vont dans le sens d'une réduction des inégalités. Les nationalisations, la décentralisation, la liberté nouvelle d'émettre sur les ondes, l'abolition des juridictions d'exception et de la peine de mort, les progrès dans la reconnaissance concrète de l'égalité des femmes, les nouveaux droits et moyens offerts aux travailleurs et au mouvement associatif, ouvrent autant d'espaces de liberté. La revalorisation de l'enseignement public, l'effort consenti en faveur de la recherche, les nouveaux moyens pour la création et les initiatives multiples en matière culturelle, changent en profondeur l'évolution de notre société et préparent l'avenir.

Aujourd'hui, cet effort continue : la création des TUC, l'indemnisation des chômeurs de longue durée, les mesures nouvelles concernant la loi programme sur la recherche, la communication audiovisuelle, la loi sur l'enseignement technique, le plan de modernisation de la police en témoignent. Il nous faut poursuivre dans la voie de la transformation engagée il y a plus de quatre ans.

Il nous faut gagner en 1986 pour pouvoir la poursuivre. Il nous faut montrer aux Français qu'il existe une dynamique (celle de la nouvelle croissance) et une espérance (celle de la modernisation, mais aussi celle de la justice).

• *Les éléments du choix en 1986*

La politique envisagée par la Droite est une politique d'affrontement et de blocage, celle des socialistes est une politique d'équilibre et d'évolution.

La politique des socialistes est fondée sur la recherche d'équilibres plus avancés : le développement industriel sur la base d'entreprises redevenues compétitives, le progrès pour les travailleurs fondé sur l'efficacité de l'appareil économique, le maintien de la politique agricole commune dans l'intérêt des agriculteurs, l'élargissement des libertés sans contradiction avec la lutte contre l'insécurité par le développement prioritaire de la prévention ; le renforcement du potentiel français au bénéfice d'une Europe plus autonome, le maintien de notre capacité de dissuasion au service du caractère défensif de l'Alliance atlantique. Notre politique recherche des solutions évolutives : c'est le cas par exemple dans l'affaire calédonienne où nous voulons, par le dialogue rapprocher des communautés séparées et dégager un statut nouveau.

Nous avons mis en place des instruments : nationalisation industrielles et bancaires, décentralisation politique et administrative, nouveaux droits pour les travailleurs, réformes dans l'audiovisuel et dans la justice, législature plus favorable aux femmes, offices par produits agricoles, statut d'exploitation agricole à responsabilité limitée, statut des enteprises artisanales. Dans la nouvelle législature, notre objectif doit être de les faire fonctionner mieux au profit des gens, de mettre les citoyens et les acteurs de la vie économique en capacité de s'en servir.

Nous avons besoin de plus de temps pour confirmer le redressement économique et aller plus loin dans le progrès social. Il faut dire clairement aux travailleurs, aux Français, qu'ils doivent poursuivre avec nous pour recueillir le fruit de leurs efforts. La Droite regarde vers le passé et casserait l'évolution en cours. Les socialistes sont tournés vers l'avenir. Ils ont des propositions positives à faire pour leur pays.

III - Fixer les orientations pour la prochaine législature

1 - Pour une nouvelle croissance

Au début des années 70, certaines économies ont commencé à s'adapter à la mutation technologique qui marque la troisième révolution industrielle que nous vivons. La France ne l'a pas fait. A la fin de la décennie, le pari était pratiquement perdu. La menace que la France ne soit plus une grande puissance industrielle à la fin du siècle commençait à devenir une réalité.

Cette résignation à la décadence, explicitement ou implicitement acceptée au cours des années 70, a permis d'éviter l'effort mais a conduit au déclin. Ce n'est pas le choix des socialistes.

En même temps qu'étaient menées des réformes de structure majeures, la France a réussi au cours de la législature qui s'achève, à obtenir la plus forte augmentation de production en Europe ; mais ceci ne signifie pas que le pari de l'adaptation et de la modernisation, perdu en 1980, soit gagné à coup sûr en 1985. Simplement, il est devenu gagnable.

C'est notre pouvoir d'achat et notre emploi de demain qui sont en cause, mais plus encore ceux de nos enfants. Si nous sommes incapables de retrouver la voie d'une nouvelle croissance en France et en Europe, si seuls le Japon et les États-Unis s'adaptent à la nouvelle donne qu'impose la mutation technologique, alors nous serons rapidement surclassés ; c'est la résignation qui l'emportera sur le dynamisme ; c'est l'emploi qui souffrira de cette croissance trop faible ; les équilibres sociaux sur lesquels repose notre société ne sont pas sûrs d'y résister.

La crise n'est pas un simple arrêt de la croissance qu'il suffirait de surmonter. On ne peut se fixer comme perspective le retour aux équilibres d'avant la crise. La vénération d'un prétendu « âge d'or » passé n'ouvre pas les portes de l'avenir. Le monde bouge et il nous faut comprendre celui qui naît. La croissance dans les quinze ans qui viennent sera différente dans son contenu comme dans ses moyens, de celle que nous avons connue. Il nous faut être capables de l'imaginer.

Le primat de la croissance ne se dissocie pas de la priorité à l'emploi qui doit inspirer toute notre politique. Faire le choix de la croissance économique c'est prendre les moyens de créer des emplois durables, c'est faire le choix de la jeunesse, de la créativité dans la société, de notre capacité à tracer l'avenir.

• *Les conditions de la croissance*

Parce qu'elle est le principal lieu de production, c'est d'abord dans l'entreprise que se gagnera la bataille. Le modèle tayloriste d'organisation du travail, fortement hiérarchisé, fondamentalement parcellisé, qui a été mis en place au début du siècle, semble bien aujourd'hui incapable de répondre aux défis. L'entreprise a besoin de l'initiative de ses cadres, ouvriers et employés ; ceci suppose dans nos entreprises françaises une révolution au moins aussi importante que celle qu'elles ont vécue avec la mécanisation il y a un siècle.

Les capitaux qui pourront être dégagés pour la modernisation, les investissements matériels qui pourront être réalisés ne garantiront pas l'adaptation du pays à la mutation technologique si l'organisation du travail continue de laisser de côté les hommes et les femmes qui font l'entreprise. Libérer l'initiative de l'entreprise, c'est aussi et peut-être surtout libérer l'initiative dans l'entreprise.

Pour cette nouvelle génération d'entreprises à l'écoute des besoins de la clientèle comme de la créativité de son personnel, la France a besoin d'une nouvelle génération d'entrepreneurs. La démographie s'y prête puisque la pyramide des âges des chefs d'entreprises français est telle que, dans les années qui viennent, la moitié d'entre eux sera remplacée. Ce sont notamment ces P.M.E. qui porteront le dynamisme de demain.

Ces observations ne limitent en rien le rôle que nous voulons voir jouer par l'État. La Droite alimente une suspicion généralisée à l'égard de l'État dont toutes les initiatives sont a priori suspectes d'être liberticides. Cet « air du temps » est dangereux. Dans un monde où les mutations technologiques et sociales imposent aux nations des changements à des rythmes de plus en plus rapides, le rôle de l'État est décisif. Au Japon comme aux États-Unis qu'on nous donne en exemple, le rôle d'orientation et de soutien de l'économie que joue l'État est considérable. Notre tradition socialiste nous fait parfaitement mesurer les limites d'un État soumis en permanence à des pressions contradictoires et les dangers d'une bureaucratie inapte à résoudre tous les problèmes d'une société de plus en plus complexe et diversifiée. Le projet socialiste n'est pas celui de l'étatisation, mais celui d'un État qui, tout en remplissant ses fonctions propres, crée les conditions d'une meilleure harmonie entre les libertés individuelles et les organisations collectives.

C'est pourquoi notre réponse aux défis économiques passe par le bon fonctionnement d'une économie mixte. Un secteur public fort, compétitif et démocratisé a un rôle décisif à tenir, notamment dans les secteurs de pointe. Il faut pour cela une politique industrielle forte appuyée sur le Plan. Des premiers effets ont déjà été produits par la nationalisation (entreprises sauvées de la faillite ou du démantèlement, efforts de recherche et d'investissement remarquables, redressement financier, fondation des bases de démocratisation). Une plus grande efficacité pourrait être donnée aux entreprises publiques, par une meilleure application des contrats de plan, notamment dans les banques.

Il faut de la souplesse dans la gestion comme dans les financements. Rigidifier le secteur public concurrentiel, ce serait renoncer à toute ambition industrielle et retirer leur signification aux nationalisations. Il faut que les groupes publics puissent, pour les besoins de leur stratégie industrielle, vendre et acheter les entreprises (problème dit de la « respiration »), selon des principes précisés par la loi. Ce qui importe, c'est la taille et l'efficacité du secteur public et non qu'il soit figé dans une comptabilité formelle.

Cette adaptation à la mutation suppose un effort sans précédent de formation et tout particulièrement de formation professionnelle. L'introduction des nouvelles technologies requiert des travailleurs une plus grande responsabilité et une meilleure adaptabilité. Désormais, il sera fréquent de ne plus exercer un seul métier dans la vie, mais d'en pratiquer plusieurs successivement. Les périodes de formation constituant, bien sûr, la clé de cette mobilité accrue. L'accélération du progrès technique doit conduire à l'élévation générale du niveau des qualifications. Cependant les qualifications nouvelles ne consisteront pas seulement en une accumulation de

savoirs ; elles devront aussi permettre d'analyser pour décider, entreprendre et contribuer au dialogue social comme à l'exercice de la solidarité.

Cet objectif ne peut être atteint que si la formation ne se conçoit pas et ne s'effectue pas en vase clos. Il faut, au contraire, former aux emplois futurs en instaurant de nouveaux rapports entre l'école, l'entreprise et le monde du travail et en faisant place à la culture technique au sein de la culture générale.

Enfin, l'effort de recherche doit être poursuivi et sans doute amplifié. Dans la plupart des technologies d'avenir, la France et l'Europe accusent un retard important (par exemple en électronique, en informatique, en bio-technologies et en nouveaux matériaux). La diffusion de l'innovation et la recherche-développement doivent faire l'objet d'un effort particulier.

• *Les contraintes extérieures*

La recherche de la croissance la plus forte possible doit se faire dans le respect de l'équilibre extérieur. Mais tout l'effort de la politique économique doit être de desserrer cette contrainte. Notre marge de manœuvre est étroite pour deux raisons.

La première a trait à la compétitivité de l'économie française tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de nos frontières. La reconstitution de notre potentiel de croissance qui a été engagée par la modernisation de l'appareil productif s'est accompagnée d'une modération des charges qui pèsent sur les entreprises tant dans le domaine salarial que pour ce qui est des prélèvements fiscaux et sociaux. Mais la faible évolution de la part de la France sur le marché américain à la suite des mouvements considérables du dollar depuis cinq ans montre bien que la compétitivité ne repose pas uniquement sur les prix. Les efforts en matière de qualité des produits et des services rendus comme la capacité d'animer les réseaux commerciaux constituent de plus en plus une condition majeure de la conquête des marchés. Ici comme ailleurs, la régulation macro-économique a ses limites ; une croissance nouvelle pour la France repose notamment sur la volonté et la capacité des entreprises à se confronter à l'offre mondiale.

La seconde contrainte est liée au faible développement du tiers monde.

Pour les socialistes, la recherche d'une plus grande prospérité pour les uns ne peut se faire au prix d'une plus grande détresse pour les autres. C'est dans le co-développement entre le Nord et le Sud que la France et l'Europe doivent jouer un rôle autonome par rapport aux États-Unis. Une nouvelle croissance doit reposer sur un monde multipolaire et solidaire. Multipolaire, car aucun pays ne peut aujourd'hui revendiquer un droit à la domination et il faut organiser les rapports cohérents entre les diverses régions du monde. Solidaire, car l'internationalisation des problèmes et l'interdépendance des économies font qu'aucun pays ou même aucune zone du monde ne peut espérer retrouver seul les conditions de la croissance. C'est pourquoi la France devra faire avancer ses propositions sur l'aménagement de la dette des pays en développement et la réforme du système monétaire.

• *Un pacte national de croissance*

La préparation du IXe Plan a été l'occasion d'une confrontation des différentes visions d'avenir qu'ont les partenaires de la vie économique. La grande majorité des salariés a pris au cours des deux dernières années une large part aux contraintes de la rigueur. Par ailleurs, les pouvoirs publics par de multiples dispositifs ont contribué à la reconstitution des marges des entreprises. Les résultats sont là, les statistiques l'attestent.

Mais ces résultats n'auraient pas de sens s'ils ne se traduisaient pas en investissements et en emplois.

En fait, de deux choses l'une : ou bien le patronat essaie maintenant de réduire les acquis sociaux, non seulement de la classe ouvrière, mais même plus généralement de l'ensemble des salariés sans aucune contrepartie, et nous entrons dans une période d'affrontement dangereuse pour l'activité économique et la stabilité politique. Ou bien sont affirmés les termes d'un compromis qui permette aux uns et aux autres d'y trouver avantage et qui garantisse les équilibres dans le pays.

C'est à ce compromis social, où tous devons être associés sur la base d'engagements mutuels, qu'invite le Parti socialistes.

2 - Pour une répartition plus équitable

Les difficultés qui découlent de la mutation technologique et de la politique de rigueur qu'elle entraîne ne peuvent être acceptées que si elles sont équitablement réparties.

Assurant la direction du pays à un moment où celui-ci avait besoin de renouveler son appareil de production, les socialistes au cours de ces cinq ans ont dû consacrer une grande part de leurs efforts au problème de la production. De cette préoccupation constante découle un regard nouveau sur l'entreprise. Mais la politique des socialistes est aussi une politique de la répartition.

• *Organiser l'aménagement du temps de travail*

La réduction du temps de travail est l'une des tendances lourdes des sociétés industrielles. Elle a constitué une des revendications centrales des travailleurs (journée de huit heures, repos dominical, semaine de quarante heures, etc.) et dans les faits une réduction massive s'est opérée au cours des dernières décennies (en 1930 la durée annuelle moyenne de travail était de 2 447 heures, en 1983 elle est de 1 723 heures).

Ce phénomène n'est pas propre à la France. La réduction du temps de travail est un phénomène historique majeur. Le progrès économique et social ne consiste pas seulement à accroître le niveau de vie, c'est aussi se libérer du travail pour se former et avoir des loisirs.

La réduction de la durée du travail n'est pas en elle-même une panacée. On comprendra aisément qu'on ne peut pas appeler le pays à l'effort pour sortir de la crise et en même temps prêcher la réduction généralisée de la durée du travail comme solution à tous les problèmes. L'Europe ne peut pas accepter de se laisser distancer sur la longue durée par les États-Unis, le Japon et les nouveaux pays industriels qui connaîtraient des taux de croissance de 4 %, 5 %, voire davantage chaque année, tandis que notre économie stagnerait. Il nous faut non pas tant travailler moins que travailler mieux et surtout mobiliser tous les partenaires concernés. C'est l'amélioration de la productivité qui doit permettre la réduction de la durée du travail : celle-ci est une manière d'utiliser les fruits de la croissance.

Cependant nous ne devons pas nous cacher que les taux de croissance de l'économie qui seraient nécessaires pendant de nombreuses années pour résorber le chômage sont probablement très supérieurs à ce que nous pouvons espérer. Compte tenu de l'arrivée des jeunes sur le marché du travail et de la légitime aspiration d'un nombre de plus en plus grand de femmes à exercer une activité salariée, c'est une croissance supérieure de plusieurs points à celle que nous avons connue pendant les années 60 qu'il faudrait obtenir. Un tel taux de croissance est improbable dans les années qui viennent.

Dans ces conditions, le risque est celui d'un partage non maîtrisé du travail entre ceux qui travailleront à temps plein et ceux qui seront chômeurs. Si la réduction du temps de travail qui a été

évoquée entre 1930 et 1983 ne s'était pas produite, la France aurait aujourd'hui, toutes choses égales par ailleurs, plus de 30 % de chômeurs.

L'alternative est donc entre un partage « spontané » par le chômage et un partage maîtrisé par une réduction collective et négociée de la durée du travail.

Mais toute réduction de la durée du travail n'est pas obligatoirement une réponse aux problèmes d'une économie qui se modernise. Pour être une politique d'emploi, cette réduction doit respecter trois conditions : être efficace économiquement, être acceptable socialement, être négociée entre les partenaires.

Pour être efficace économiquement, la réduction de la durée du travail implique une meilleure utilisation des équipements et pose le problème d'un autre partage des revenus. C'est d'ailleurs ce qui rend difficile tant la négociation par les syndicats que l'acceptation pour les travailleurs de ce type de solution.

Enfin, il faut faire preuve d'imagination dans l'aménagement du temps de travail (temps partiel, etc.) ; la réduction du temps de travail signifie aussi une nouvelle organisation du travail.

• La protection sociale

Il faut aussi préparer l'évolution de notre système de protection sociale. Sous prétexte de stimuler l'initiative, la Droite veut réduire l'État-providence, remettre en cause la Sécurité sociale. En réalité, l'apparition de nouveaux risques liés à la mutation technologique conduit à étendre le système. En France, les travailleurs ont conquis par leurs luttes un haut degré de protection sociale. Il est absurde de croire que c'est en réduisant leur protection qu'on les conduira à mieux accepter les risques nouveaux des décennies à venir. Si les travailleurs doivent désormais connaître deux ou trois métiers dans leur vie, les difficultés liées à ces changements doivent être assumées par la collectivité. Après la prise en compte des risques liés à la maladie, l'accident ou la vieillesse, il faut inventer une couverture des risques liés à la mobilité. Il faut que les Français prennent plus de risques, mais notre tradition et notre culture sont telles qu'ils ne les prendront que si la couverture de ces risques est réelle et si le coût en est réparti sur l'ensemble de la collectivité. Faute de quoi cette mobilité n'aura pas lieu et la société française manquera son adaptation au nouveau mode de produire.

Il est urgent aussi d'éviter les risques de marginalisation dans notre société, notamment pour les chômeurs. Nous devons aller vers la définition d'un minimum social garanti. Proposer d'étendre notre système de protection sociale rend encore plus nécessaire de poser clairement et lucidement le problème de son financement.

• Poursuivre la réforme des prélèvements obligatoires

Trop d'impôts, trop de cotisations sociales ? La question des prélèvements obligatoires a été au centre de bien des débats.

Notons tout d'abord le caractère discutable de l'indicateur retenu : les prélèvements rapportés au P.I.B. En effet, la plus grande partie des prélèvements effectués est redistribuée monétairement. C'est vrai de l'essentiel des budgets sociaux, c'est vrai aussi d'une part du budget de l'État. A la limite, si l'intégralité des revenus étaient prélevés et redistribués franc pour franc à ceux auxquels ils ont été pris, le taux de prélèvement obligatoire serait de 100 %, sans que la situation de quiconque, avant et après prélèvement, ait été financièrement modifiée.

Notons ensuite que la part de la fiscalité d'État s'est stabilisée depuis une décennie autour de 18 % du P.I.B. Ce qui a augmenté, ce sont les prélèvements des collectivités locales et surtout les prélèvements sociaux.

Notons enfin qu'en dépit des reproches qu'on peut encore lui adresser, la fiscalité d'État est beaucoup plus équitable que les deux autres grandes catégories de prélèvements ; à condition, et cela doit rester notre objectif, que dans cette fiscalité l'équilibre entre les prélèvements directs et les prélèvements indirects ne soit pas altéré.

C'est donc surtout sur la fiscalité locale et sur les prélèvements sociaux que devra porter l'effort nouveau de réforme. Revoir la fiscalité locale pour la rendre plus équitable et plus efficace constitue un tâche d'une ampleur considérable, à laquelle la prochaine législature devra s'attacher.

De même, nous devons tendre vers un financement des dépenses sociales qui prenne en compte l'ensemble du revenu et qui ne soit pas dégressif avec ce dernier comme c'est le cas à l'heure actuelle.

L'expérience qui a été tentée avec le prélèvement proportionnel mis en place en 1983 va dans le bon sens et c'est dans cette voie qu'il faut poursuivre. La proportionnalité des prélèvements sociaux doit se substituer à leur dégressivité.

Les choix relatifs à la maîtrise des prélèvements obligatoires doivent être examinés avec la volonté de rechercher une politique de qualité et d'efficacité des services publics et de maintien à un haut niveau de la protection sociale auxquels les Français sont attachés.

Un débat clair doit être engagé devant la Nation, liant le niveau des prélèvements à la couverture sociale désirée. Aux citoyens de choisir, au Parlement de trancher.

• Faire un nouvel effort contre les inégalités

Rien n'est plus hypocrite que de prétendre justifier les inégalités sociales par l'inégalité naturelle. Personne ne prétend que les individus soient également doués. Mais qu'un enfant soit empêché de poursuivre les études où il pouvait brillamment réussir, qu'un autre au contraire hérite d'une entreprise qu'il était incapable de créer, que l'inflation ruine les uns et enrichisse les autres, voilà le domaine propre de l'inégalité sociale. Elle n'a rien à voir avec des inégalités naturelles, d'ailleurs relatives : sa caractéristique majeure c'est au contraire qu'elle les masque ou qu'elle les inverse. Là réside l'injustice, mais aussi les sources d'inefficacité. La société tout entière y perd.

Qu'on ne s'y trompe pas, la répartition n'est pas, suivant une image éculée, le partage d'un gâteau donné : la taille n'est pas indépendante des parts. Suivant la distribution de la culture, des revenus ou des patrimoines, les produits et les services demandés ne sont pas les mêmes.

Les socialistes qui sont ceux qui luttent le plus vigoureusement contre les inégalités, sont aussi ceux qui réclament le plus fermement le droit à la différence. C'est la société capitaliste qui fond toute différence en inégalité. Refusant à l'autre d'être simplement différent, le corps social le force à être moins ou à être plus. On a beau jeu ensuite à dénigrer la lutte contre les inégalités au nom même de la différence.

Composantes de la réalité sociale, les inégalités se cumulent et se reproduisent. Les plus pauvres en revenu sont aussi les plus mal logés, les moins bien éduqués et les plus mal soignés. Lutter contre les inégalités permettra d'apporter des réponses aux nouvelles formes de marginalité et de précarité. Au cours de la législature qui s'achève, les socialistes ont réduit les inégalités les plus criantes par des actions concernant les revenus des smicards, les pensions des retraités les moins aisés ou les fortunes des plus riches. Il leur faut maintenant conduire des actions plus structu-

relles qui touchent plus directement la formation des revenus primaires et des patrimoines et qui portent aussi sur l'accès à l'école, la culture.

3 - Améliorer la vie des gens

La première législature de la Gauche a été l'occasion de prendre un ensemble de mesures concernant la vie quotidienne des Français. Il faut utiliser les instruments ainsi mis en place.

La société de demain sera différente de celle que les générations précédentes ont connue.

Nous devons maîtriser de nombreux changements. Ils concernent la famille et la place de la femme ; la conception même de la vie humaine et l'évolution profonde de la biologie ; les savoirs et les qualifications ; la robotisation et les nouvelles formes d'organisation du travail ; la consommation et l'apparition de nouveaux produits susceptibles de provoquer de nouvelles ségrégations sociales ; la conception des libertés, à cause du développement, par exemple, de l'informatique ; une vie démocratique et politique plus exigeante à laquelle les citoyens doivent pouvoir participer.

• *Agir sur les lieux de vie*

– La ségrégation dans la ville a eu tendance à s'accentuer dans le passé et la dégradation de la vie sociale dans les banlieues, tout particulièrement dans les grands ensembles, a conduit à mettre en œuvre des politiques spécifiques aux quartiers dégradés. Il faut éviter que des parties entières de la ville soient délaissées par leurs habitants. Régénérer le tissu ancien des villes en offrant à la population des services facilitant la vie quotidienne et les relations de voisinage, améliorer la sécurité constitue une politique qu'il faut amplifier. Il faut éviter que ne s'accentue un dualisme conduisant d'un côté à une dégradation accélérée de certains espaces urbains et de l'autre à la constitution d'îlots privilégiés.

– **Prolonger la décentralisation :** nous avons toujours procalmé notre volonté de rendre le pouvoir aux citoyens. La décentralisation mise en œuvre par notre gouvernement y concourt mais encore faudrait-il que la restitution du pouvoir ne s'arrête pas aux élus régionaux, départementaux ou même communaux. La décentralisation doit aller jusqu'au citoyen. C'est une nécessité, si les élus locaux disposent de pouvoirs étendus, si la tutelle de l'État se desserre, que les citoyens disposent de réels pouvoirs de contrôle.

– **La priorité à la formation** répond à une triple nécessité de l'économie, de la démocratie et de l'épanouissement de l'homme. Il faut former des travailleurs, des citoyens et des hommes. Pour maîtriser les technologies nouvelles, il faut réaliser un véritable bond en avant dans la formation des jeunes Français. Nous n'avons pas assez d'ingénieurs, de techniciens, d'ouvriers qualifiés, pas assez de chercheurs, de cadres et de vendeurs. Nous sommes loin derrière le Japon, les États-Unis et même l'Allemagne pour la proportion de jeunes qui atteignent le niveau du baccalauréat. Pour permettre aux jeunes de faire face aux mutations technologiques et professionnelles qui les attendent, il faut leur donner une formation plus large, donc plus longue. Trop de garçons et de filles sortent du système éducatif sans diplôme et sans véritable bagage.

C'est une injustice et c'est un gaspillage. Mais pour que la France puisse avoir beaucoup plus de lycéens et d'étudiants, sans préjudice pour la qualité de l'enseignement, pour qu'en l'an 2000, 80 % d'une classe d'âge puisse atteindre le niveau du baccalauréat, il est indispensable de mettre l'accent sur la qualité de la formation de base à l'école et au collège. Lorsque l'école instruit mal, les injustices sociales aggravent la différence.

Pour donner à tous les enfants des chances égales, il faut à la fois améliorer l'apprentissage de base et développer avec la rigueur nécessaire l'innovation pédagogique pour prendre en compte la diversité des élèves et de leur rythme.

L'enjeu impose un énorme effort pour améliorer le service public de l'enseignement. Favoriser le renouveau de l'école publique, c'est : rénover les programmes, augmenter le nombre des enseignants et améliorer leur formation, multiplier les formes de réussite et les filières débouchant sur des qualifications socialement reconnues, intensifier la mise en place de passerelles permettant de passer d'une filière à une autre, accroître la responsabilité des établissements, assouplir l'organisation du service public pour que celui-ci puisse être son propre recours, poursuivre l'insertion des jeunes et des enseignants dans la vie économique, par le jumelage école-entreprise, faire de l'enseignement technique une véritable filière de la réussite ouverte sur l'université, et de celle-ci, en liaison avec l'industrie et la recherche, le fer de lance de la modernisation. Face aux projets de démantèlement de l'école publique qui sont ceux de la Droite, les socialistes affirment leur foi dans l'avenir du service public d'éducation réorganisé à travers la décentralisation.

C'est le rôle des socialistes de mobiliser pour une école publique de qualité. C'est la chance de la France car la matière grise est notre principale richesse.

Les valeurs de la connaissance ont toujours été au cœur de la démarche de la Gauche et du combat laïque : la connaissance est le meilleur atout de la France pour gagner.

– La sauvegarde de notre **environnement,** la défense du patrimoine naturel, la lutte contre les nuisances et tout particulièrement le bruit, sont parties intégrantes de notre projet et concourent à la modernisation du pays.

– Des millions de salariés, manuels ou intellectuels, consacrent les trois quarts de leur journée et 40 ans de leur vie **au travail.** C'est d'abord dans l'atelier ou le bureau que se forgent leurs convictions, parce qu'ils sont le lieu quotidien où ils vivent les rapports de production. L'entreprise n'est pas coupée du monde.

La Droite veut nous faire croire que les exigences de la production et de la compétitivité sont incompatibles avec l'évolution des rapports sociaux. Que leur gestion soit paternaliste ou technocratique, les entreprises françaises sont encore trop souvent marquées par un archaïsme qui compromet leur chance de développement. La Droite, parce qu'elle a longtemps refusé les évolutions nécessaires, porte à cet égard une lourde responsabilité.

Plus lucides pour comprendre l'ampleur de la crise, les salariés sont aujourd'hui plus capables de réagir face aux erreurs de gestion commises dans leur entreprise, et de formuler des propositions.

Ce potentiel énorme de compétence et d'initiative, les socialistes veulent le mobiliser.

• *Mieux vivre ensemble*

– Notre politique à l'égard des **immigrés** est fondée sur trois idées :

- l'insertion dans la société française des populations étrangères ou d'origine étrangère se trouvant sur notre sol en situation régulière et souhaitant y demeurer ;
- la maîtrise des flux migratoires et la lutte contre l'immigration clandestine ;
- l'offre d'un retour-réinsertion à ceux qui le demandent.

Cet ensemble est indissociable. Il s'agit de poursuivre, de consolider et de développer la politique d'insertion mise en œuvre depuis 1981. Elle permettra de rendre solidaires et non de simplement juxtaposer les différentes communautés vivant sur notre sol.

C'est aussi dans la perspective d'une meilleure insertion des étrangers dans la société française que devra être examinée la question du droit de vote aux élections locales. Une telle mesure ne peut que conclure une évolution nécessaire et non pas l'amorcer. Dès maintenant les socialistes continueront, là où ils gèrent des municipalités, à promouvoir les structures de dialogue et de concertation les plus appropriées aux situations locales.

Dans la fidélité aux valeurs de la République continuera de se construire une France riche de l'apport de diverses cultures. Il en est déjà ainsi dans les départements d'outre-mer où, après avoir apporté par la décentralisation une réponse au problème politique du statut, il faut consolider les progrès accomplis depuis 1981 dans la voie du développement économique. Des propositions concrètes seront faites en ce sens pour la prochaine législature.

– Il nous faut enfin, en quelque lieu qu'elle se situe – en France ou dans d'autres pays – mener une action constante et vigilante contre toutes les formes de racisme. Les adhésions de nombreux **jeunes** à notre Parti, le développement du Mouvement de la Jeunesse Socialiste, les mobilisations de masse contre le racisme et les discriminations montrent que les jeunes ne sont pas « apolitiques ». Ils sont capables de s'engager pour défendre les droits de l'Homme en France ou dans le monde et pour témoigner leur solidarité avec les peuples du tiers monde.

Beaucoup a été fait depuis 1981 en direction des jeunes : droits à la formation pour tous les jeunes, dispositif d'insertion sociale et professionnelle, droits à l'expression (radios locales, soutien aux jeunes créateurs, reconnaissance des pratiques culturelles des jeunes...), mesures contre les discriminations racistes et sexistes, statut des objecteurs de conscience, politique de prévention de la délinquance.

Il faut valoriser cette action, accroître la coordination des différents départements ministériels et la concertation avec les principaux partenaires de cette politique, en particulier les collectivités locales et les associations.

Le thème de la participation des jeunes doit être développé dans la cité, à l'école, dans l'entreprise. Il faut défendre avec eux la liberté, l'égalité et la fraternité, valeurs auxquelles la jeunesse est particulièrement attachée.

Il doit y avoir une place pour chaque jeune dans une société encore à transformer. La capacité d'une société à se projeter dans l'avenir se mesure à l'accueil qu'elle réserve à la jeunesse.

– La société française vieillit moins que celle de certains autres pays d'Europe occidentale, mais elle vieillit. L'abaissement de l'âge de la retraite et l'augmentation du nombre des pré-retraites posent d'une manière de plus en plus sensible le problème de l'insertion des **personnes âgées** dans notre société. La politique menée dans les villes doit permettre de garantir leur sécurité et celle de leurs biens et de favoriser leur vie quotidienne (logement, transport, loisirs...).

La société doit utiliser l'expérience et le savoir des personnes âgées dans la politique d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Leur rôle peut être grand dans l'encadrement des activités d'utilité collective. Il ne faut plus que les vieux vivent dans la solitude et parfois l'abandon. Il faut valoriser ce qu'ils apportent à l'ensemble de la société.

– Les nombreuses lois et mesures concernant les droits de la **femme** mettront encore du temps à rentrer dans les faits en raison des pesanteurs et des résistances de la société française. Nous devons donc nous mobiliser sur ce terrain. Cela doit être le cas pour tout ce qui concerne les actions de formation, la lutte pour l'emploi et l'égalité professionnelle. Cela doit être également le cas pour la participation des femmes à la vie publique dans tous les lieux de pouvoir et de création. Nous devons dans ce domaine montrer plus d'imagination et surtout plus de volonté.

– L'objectif de transformation de la société, affirmé par les socialistes, ne peut être atteint du seul fait des partis ou d'un gouvernement de Gauche. L'action doit s'appuyer sur l'ensemble des forces vives du pays. Nous devons donc entretenir le dialogue avec le **mouvement associatif** tout en respectant scrupuleusement son indépendance, car il constitue une forme irremplaçable d'école de responsabilité et de confrontation des idées.

4 - A l'extérieur une politique indépendante et solidaire

• *Seuls les socialistes peuvent conduire une politique réellement indépendante*

Nous avons depuis 1981, exercé le pouvoir dans un contexte international rendu difficile par la crise économique, la nouvelle guerre froide entre l'Est et l'Ouest, l'accroissement des crises régionales dans le tiers monde. Les risques de rupture des équilibres sont plus que jamais présents.

Les dominations politiques ou culturelles, les risques militaires perpétués par l'ordre de Yalta, l'endettement des pays du tiers monde et les difficultés de leur décollage économique, le dysfonctionnement du système monétaire international, telles sont les menaces les plus lourdes qui pèsent sur notre pays.

Or, le déclin européen n'a, jusqu'à présent, pas permis de proposer, face à ces risques, un nouvel équilibre au monde. Pourtant, la France, attachée à une politique d'indépendance et de sécurité, est l'un des rares pays sur la scène mondiale qui ait la vocation et la capacité de se faire entendre et d'agir pour transformer la société internationale dans le sens souhaitable. C'est donc au travers d'une volonté appliquée à la construction européenne que notre pays pourra agir pour forger un nouvel équilibre qui réponde aux risques de crise tout en garantissant son indépendance.

L'expérience montre que seuls les socialistes peuvent conduire une telle politique. Les partis de Droite – R.P.R. comme U.D.F. – s'alignent de plus en plus sur la politique américaine dans nombre de domaines essentiels : l'Amérique centrale, les relations monétaires internationales, l'approche libérale et égoïste des rapports Nord-Sud, l'Initiative de Défense Stratégique. Parce qu'elle s'est imprégnée du modèle extérieur américain en oubliant la spécificité de la culture, de la société, et des moyens d'action de la France, et parce qu'elle est incapable d'organiser le dialogue avec l'U.R.S.S. sur la base de principes clairs et fermes, la Droite française, opportuniste et à courte vue, est incapable de concevoir et de mettre en œuvre une politique étrangère qui corresponde aux intérêts de la France et de l'Europe.

Le P.C.F., pour sa part, a repris à son compte de plus en plus clairement et sans nuance les positions extérieurs de l'U.R.S.S., qu'il s'agisse de l'Afghanistan, de la Pologne, du Cambodge ou de l'équilibre des forces en Europe.

• *Assurer la sécurité du pays*

La sécurité de la France est fondée tout d'abord sur sa capacité de dissuasion et l'autonomie de ses décisions. Ce choix rencontre l'adhésion des Français. Mais la France n'est pas neutre. Membre de l'Alliance atlantique, elle est alliée des États-Unis. Toutefois, la compétition brutale engagée entre les deux grandes puissances, décidées l'une et l'autre à préserver leurs avantages, leurs intérêts, leurs zones d'influence, pèse sur beaucoup de peuples.

C'est pourquoi, dans le respect des alliances, des amitiés et des intérêts de la France, il nous faut affirmer notre conception de la sécurité collective. Elle doit reposer sur l'équilibre des forces au plus bas niveau et la dissuasion, nucléaire et conventionnelle. Nous ne pouvons ainsi accepter le projet américain I.D.S. de défense antinucléaire. Il relancerait la course aux armements, n'assurerait pas la protection des populations civiles et affaiblirait sensiblement la sécurité de l'Europe. La défense de l'Europe occidentale appelle un rééquilibrage interne de l'Alliance atlantique, fondé sur une coopération européenne accrue et plus autonome en matière de défense et un élargissement des responsabilités propres de la France dans ce domaine. Les pays d'Europe occidentale ont toujours besoin de l'Alliance atlantique mais peuvent de moins en moins s'en contenter.

La France, seul pays nucléaire ouest-européen non intégré à l'O.T.A.N., doit concevoir l'avenir de sa défense en relation avec un élargissement de ses responsabilités européennes. La liberté de décision d'emploi de notre arme nucléaire demeure essentielle. Elle est une prérogative de notre liberté de choix en matière de sécurité et elle est, en cas de péril, un élément de l'incertitude de notre comportement, donc en soi un élément de dissuasion et de sécurité régionale. De ce fait, comme pour les armes nucléaires américaines d'ailleurs, il n'existe pas et il ne peut exister de garantie explicite d'automaticité d'emploi de l'arme nucléaire française au profit d'alliés, fussent-ils les plus proches, en cas d'agression.

La France cependant a un intérêt essentiel à ce que sa dissuasion globale et sa défense s'exercent avec efficacité au profit de l'Europe occidentale et d'abord au profit de la sécurité du territoire le plus exposé de l'Europe, limitrophe de la France, à savoir le territoire de la R.F.A. Les forces nucléaires françaises, à côté et indépendamment du parapluie américain, devront avoir un rôle croissant à jouer pour la sécurité de l'Europe occidentale.

L'avenir de notre sécurité repose aussi sur la transformation des rapports politiques économiques et culturels au sein du continent européen, car l'insécurité européenne trouve ses origines dans la coupure de l'Europe en deux blocs. Les racines de la tension en Europe ne sont pas dans la seule course aux armements ; elles résident dans la rigidité du système Est-Ouest.

Les socialistes ne peuvent ignorer les réalités et les évolutions de l'autre partie de leur continent et doivent manifester leur intérêt et leur faveur pour une évolution dans le sens d'une libéralisation des pays qui la composent. Ils doivent agir pour un assouplissement du système des blocs. Ils doivent le faire, parce que la paix réelle en Europe est liée avec la liberté des peuples européens. Accroître la liberté d'action des États du continent européen, c'est permettre des formes nouvelles de coopération et de relations politiqes entre les uns et les autres et accroître la confiance entre les États, donc renforcer la paix.

Le socialisme et la liberté ont partie liée. Il faut rappeler que le socialisme démocratique, celui qui est vécu par les partis socialistes et socio-démocrates de l'Europe occidentale, malgré ses imperfections et ses limites, porte en lui les valeurs de la liberté et les valeurs du socialisme.

Dans le contexte actuel et dans la phase présente des relations Est-Ouest, il faut donc adopter une politique de sécurité collective européenne qui agisse pour la mise en œuvre de l'ensemble des principes de l'Acte final d'Helsinki et se fonde sur : le développement des relations inter-allemandes, la coopération avec l'Europe centrale, le dialogue franco-soviétique élargi, la construction de l'Europe occidentale.

• *Construire l'Europe*

L'existence d'une France forte conditionne les progrès d'une Europe indépendante. La France doit chercher à bâtir avec ses partenaires une véritable entité européenne de façon à ce que l'Europe occidentale s'affirme sur la scène internationale. La préservation de notre indépendance, de notre rayonnement, et l'action pour nos principes nous commandent une telle option.

Le Parti socialiste réaffirme son attachement à la traduction concrète et complète du traité de Rome dans la réalité. Ceci signifie le maintien des principes de la Politique Agricole Commune, le renforcement d'une politique commerciale envers l'extérieur, le développement de la coopération politique et de l'action envers les pays les moins avancés, le maintien de l'acquis de la C.E.C.A., l'effort patient de normalisation européenne, en particulier pour les technologies avancées, la pollution et l'environnement, la poursuite de l'harmonisation des législations diverses, les politiques régionales enfin.

Une stratégie économique européenne pour combattre le chômage doit permettre une relance sélective et concertée de la croissance économique dans l'ensemble des pays de la C.E.E.

Outre la coordination des politiques énergétiques, régionales et sociales, cette stratégie repose sur un effort particulier dans deux domaines : celui de la technologie de pointe et la mise en œuvre d'un véritable marché européen.

Pour ce qui est de l'Europe de la technologie, l'avancée réalisée avec Eurêka constitue un acquis considérable : maîtriser l'intelligence artificielle, donner la priorité à la fibre optique, préparer les usines de demain, développer l'agro-alimentaire, créer des matériaux nouveaux, tels sont les principaux programmes qui ont été adoptés.

Outre l'intérêt scientifique et technique du projet Eurêka, celui-ci a permis de poser clairement la question de la coopération européenne à « géométrie variable » à l'intérieur comme à l'extérieur de la C.E.E.

Chacun est conscient aujourd'hui de la nécessité de porter les grands programmes de recherche au niveau de l'Europe.

Il faut renforcer la coopération monétaire en développant l'utilisation d'une monnaie européenne et ainsi faciliter l'organisation du marché européen. Il faut aussi rechercher une ouverture plus grande des marchés extérieurs aux pays européens et une protection aux frontières de l'Europe qui ne soit pas inférieure à celle dont se sont dotés les États-Unis et le Japon.

Dans un monde de plus en plus dur, l'Europe ne peut se fortifier qu'au prix d'un resserrement constant des liens politiques entre ses pays. Ce resserrement passe aussi bien par la C.E.E. que par des actions liant seulement certains de ses membres. C'est faire le choix de l'Union européenne.

L'Union doit être maintenant sérieusement renforcée pour servir de pivot au développement de l'Europe et de son autonomie. Elle doit franchir rapidement une nouvelle étape, pour laquelle le Parti socialiste tient à marquer aujourd'hui ses principes et orientations.

Il faut étudier les modalités d'une limitation au droit de veto au cas où l'intérêt vital est en jeu.

Il faut accroître le rôle législatif et de contrôle du Parlement européen dans la limite des financements existants et dans les domaines de compétence de la C.E.E.

Aller vers l'Union européenne, vers l'Europe confédérale, c'est lier le développement des institutions à celui des politiques communes. De même est-il indispensable, compte tenu de la puissance soviétique et de l'évolution des conceptions stratégiques des États-Unis, de renforcer la coopération européenne en matière de sécurité et de défense.

• *Lutter contre l'asphyxie économique et politique du tiers monde*

Le tiers monde est en train de s'asphyxier économiquement et politiquement. Les raisons en sont multiples : une dette et des taux d'intérêt trop élevés, une réduction sensible de l'aide publique au développement, une stagnation du cours des matières premières, une trop lourde charge des importations énergétiques, mais aussi le poids des conflits locaux ou régionaux, les politiques d'armement et l'action des grandes puissances, l'attitude trop raide de certaines organisations internationales. Bien sûr, les politiques menées par les gouvernements de ces pays ne sont pas exemptes d'erreurs. Surtout le poids des dictatures ou des fanatismes doit être pris en compte. Mais dans l'intérêt de tous, il importe d'adopter un plan d'urgence qui permette aux pays les plus pauvres et les plus fragiles de respirer et de trouver les voies du développement et de la démocratie.

Il importe notamment de continuer à agir pour que se tienne une conférence sur les problèmes monétaire, financiers et commerciaux posés actuellement dans les relations entre pays du Nord et pays du Sud.

L'expérience montre que dans ces pays, les liens sont étroits entre développement économique, sécurité régionale et démocratie. Il nous faudra, malgré les difficultés budgétaires, faire tous les efforts pour maintenir une grande politique d'aide et de coopération, et contribuer chaque fois que nous le pourrons à des solutions politiques négociées dans les différents conflits et crises.

Il nous faut enfin démontrer de façon pragmatique mais réelle notre souci de voir se développer la vie démocratique dans ces pays ; les droits de la personne humaine, la liberté religieuse, les conquêtes sociales ne sauraient sans danger pour l'équilibre de la planète rester un luxe pour pays développés : c'est cela aussi le message universel du socialisme démocratique.

• *Défendre partout les droits de l'Homme*

Les socialistes ont toujours été à l'avant-garde de tous les combats pour la défense des droits de l'Homme : à l'Est comme à l'Ouest, au Nord comme au Sud.

Notre action est aujourd'hui plus nécessaire dans un contexte international marqué en maints endroits de la planète par un recul des droits et des libertés et par le développement des tentations autoritaires et aussi terroristes.

Le développement de la lutte menée en Afrique du Sud même contre l'Apartheid constitue l'un des événements majeurs de cette dernière période. Cette lutte est maintenant parvenue à une nouvelle phase qui peut se révéler décisive. Les récentes décisions du gouvernement français sont venues concrétiser ce qui a été constamment l'orientation du Parti.

IV - Rassembler autour du Parti socialiste

1 - Une stratégie claire

Unir la Gauche, rassembler tous ceux qui ont intérêt au changement : notre choix n'était pas de circonstance. Il tenait à la réalité politique française et à la nature de notre parti, parti populaire et de transformation sociale. Il était un engagement profond. Faudrait-il changer, parce que la direction du P.C. nous a encore une fois tourné le dos et parce que le Parti communiste s'est considérablement affaibli ? Nous n'avons jamais donné un exemple, encore moins approuvé ou imité les pays de l'Est. Le refus d'un communisme totalitaire est permanent chez les socialistes. Mais nous constatons que dans notre pays, des ouvriers, des travailleurs sont communistes et nous sommes un parti du salariat. D'où notre refus du communisme et notre stratégie d'union avec le Parti communiste. Notre attitude avant 1981 comme la pratique gouvernementale montrent que nous n'avons pas cédé sur ces principes. D'où les tiraillements constants avec la direction du Parti communiste qui depuis quinze ans a oscillé entre l'union et la division. Depuis un an elle a de nouveau choisi la rupture et la division.

Nous ne savons pas si l'union entre le Parti communiste et nous pourra revivre demain et quelles formes prendrait une nouvelle alliance dans cette hypothèse. Mais nous n'avons pas l'intention, pour aujourd'hui, de nous résigner à ce que des forces puissantes, hier encore influencées par le Parti communiste, soient perdues pour la Gauche. Nous devons dire aux militants et aux électeurs communistes : nous n'avons rien abandonné de nos engagements et de nos choix. Il nous faudra du temps ; donnez-nous ce temps qui a toujours manqué à la Gauche dans l'Histoire. Nous voulons regagner au combat de la Gauche les forces disponibles mais désorientées par le comportement des dirigeants du P.C.F. Ce qui exige de nous une attitude ouverte, offensive, unitaire. Le Parti socialiste reste fidèle à sa stratégie unitaire.

Le problème dit de la « cohabitation » est un problème pour la Droite, et qui la divise, pas pour les socialistes. Ils pensent que les institutions de la République doivent être respectées. Et puisque le problème des institutions est posé par ceux-là mêmes qui les ont instaurées, alors le Parti socialiste engagera sa propre réflexion et fera, le moment venu et si cela est nécessaire, ses propositions. Notre position sur la « cohabitation » est la suivante : nous sommes pour le respect de la Constitution, nous combattons pour les valeurs et les propositions qui sont les nôtres aux côtés du gouvernement et du président de la République, nous nous battons pour gagner les élections législatives, c'est-à-dire faire que le Parti socialiste en mars 1986 reste la force principale et déterminante de la vie politique française en rassemblant sur ses candidats le maximum de voix.

On parle aussi beaucoup de « consensus ». Notre politique est une politique de Gauche mais elle est la seule susceptible de rassembler largement les Français. Quant aux formations politiques de Droite, la vie politique en témoigne tous les jours ; elles nous combattent avec violence. Le respect des institutions et de la démocratie, ce n'est pas la confusion politique. Qu'on ne compte pas sur les socialistes pour des alliances à Droite. Si le Parti socialiste n'avait pas assez de sièges ni assez d'alliés pour gouverner sur ses positions à partir de ses valeurs, sur une politique de Gauche, il serait dans l'opposition.

Il n'en reste pas moins que le Parti socialiste ne disposera plus en mars 1986 de la majorité absolue à l'Assemblée nationale, même si nous devons nous fixer comme objectif dans les années à venir de faire du Parti socialiste la grande force de Gauche française, clé de l'alternance démocratique, mais en toutes circonstances l'identité propre des socialistes devra être préservée avec la plus grande netteté. La politique que nous voulons appliquer après 1986 est celle dont, à partir des choix de ce congrès, nous fixerons les orientations dans notre convention de novembre.

Tout contrat politique devra en découler. Cela suppose, puisque les socialistes ne sauraient en aucun cas constituer une force d'appoint à la Droite, qu'ils soient en situation de créer une dynamique autour de leur proposition et d'assumer la responsabilité du gouvernement. Ainsi pourra être poursuivie la politique de redressement économique, de justice sociale et d'indépendance entreprise en 1981 sous l'impulsion de François Mitterrand.

Pour que la Gauche gagne, le Parti socialiste doit être le pôle de rassemblement des forces populaires. Cette responsabilité découle du déclin du P.C.F., de la rupture de l'accord de gouvernement par les dirigeants de ce parti et de nos propres progrès. La nouvelle configuration politique de la Gauche française nous rapproche d'une situation qui est celle de la plupart des pays d'Europe démocratique : la prépondérance à Gauche d'un grand Parti socialiste (ou en certains cas social-démocrate) à vocation majoritaire.

Le Parti socialiste ne doit pas ignorer les autres composantes d'une Gauche française qui est diverse et multiple. Il devra, dans les prochains mois, appeler à agir avec lui les formations, groupes ou personnalités qui se sont engagés dans le combat de la Gauche et plus généralement, dans le combat pour la liberté, la justice, le progrès. Mais il est clair en même temps que la campagne des législatives, les combats politiques des prochaines années ne pourront être gagnés qu'autour du Parti socialiste. Qu'il s'ouvre et rassemble, oui. Qu'il se dissolve dans une construction politique fabriquée pour les besoins d'un moment, non. On ne peut créer une grande force politique qu'en l'inscrivant dans un grand courant historique. Le nôtre s'appelle socialisme.

2 - Un parti assuré

La mode est à nouveau de mettre en cause le rôle des partis politiques dans la vie démocratique. Le Parti socialiste n'échappe pas à ces critiques, le plus souvent démagogiques et injustes. Pour que les Français reconnaissent notre message, pour que les militants aient confiance en leur parti, encore faut-il que celui-ci soit assuré de son identité.

Les évolutions de la vie politique et sociale ces dernières années peuvent expliquer une part de ces interrogations. Le poids et l'écho des générations formées par la Deuxième Guerre mondiale, dans la Résistance, puis dans la « guerre froide », la détente et la période de forte croissance économique se réduisent. Une partie de l'industrie disparaît dans la crise, entraînant dans sa chute de larges secteurs du salariat, affaiblissant les organisations représentatives du monde du travail. La classe ouvrière tend à se partager entre ceux qui ont un emploi et ceux qui vivent l'insécurité morale et financière du chômage. Il en résulte une atomisation croissante du corps social, des signes de décomposition du paysage social et humain des décennies 1950 et 1960. Les grandes idéologies ou les grandes ambitions réformatrices semblent avoir perdu leur attrait.

Pourtant, les mutations s'engagent. Au sein de notre société encore trop intolérante, chaotique, dure aux plus démunis, surgissent de nouveaux rapports sociaux, émergent de nouveaux styles de vie, se réactualisent des valeurs anciennes qu'on croyait disparues. Les formes mêmes de l'engagement change : si l'adhésion à un parti ou à un syndicat – ces forces irremplaçables dans le combat de la Gauche – est actuellement moins fréquente, nombre d'hommes et de femmes mènent des actions concrètes, limitées, de transformation sociale ou de solidarité.

Le Parti socialiste donne une perspective politique à ce foisonnement. Face à ceux qui cherchent à dévaloriser la notion de parti, il faut rappeler son rôle dans notre démocratie : il concourt à l'expression du pluralisme des opinions ; en son sein s'élaborent les grandes orientations et les projets globaux de société proposés ensuite en toute clarté et en toute responsabilité au choix des électeurs. C'est cette conception de la fonction des formations politiques que les socialistes entendent promouvoir et qu'ils appliquent d'ailleurs au sein de leur propre parti. Aux socialistes de faire en sorte que les réalités du rassemblement, de la modernisation soient plus forte que celles de l'éclatement et de la régression !

Ils doivent pour cela rester attachés aux valeurs spécifiques qui sont celles du socialisme. Le socialisme français ne saurait être réduit à un républicanisme. Il porte l'héritage de la République et des combats démocratiques de notre histoire. Mais il ne se résume pas aux acquis des Républiques successives. Il est l'aile marchante de la République conformément à la conception de Jaurès qui faisait du socialisme « l'accomplissement de la République ». Il n'y a donc pas lieu d'opposer l'un à l'autre.

La lutte contre l'exploitation économique et les excès de la propriété privée, l'émancipation du mouvement ouvrier, la justice sociale, les droits collectifs, la solidarité internationale et une conception laïque du droit à l'éducation sont parmi les principaux apports du socialisme. Nous n'avons pas l'intention d'y renoncer. Ces valeurs restent au centre du combat que mènent les socialistes contre les forces du conservatisme politique et social. A l'heure où certains confondent les libertés avec les privilèges, partent en guerre contre l'idée d'égalité et les valeurs de fraternité, nous devons agir pour actualiser et faire revivre dans la conscience des Français les idéaux républicains.

Défendre la liberté, donner un contenu concret à l'égalité, faire vivre la fraternité, plus nécessaire que jamais pour bâtir, en travaillant patiemment et courageusement à l'insertion des travailleurs immigrés, une France riche de l'apport de plusieurs cultures, c'est à la fois défendre les valeurs républicaines menacées et les actualiser dans un sens socialiste. Aller plus loin dans la prise de responsabilité des citoyens et des travailleurs en faisant vivre la décentralisation et la démocratisation des entreprises va également dans le même sens.

Pendant ces quatre ans, on a beaucoup glosé sur les rapports parti-gouvernement. On nous reproche contradictoirement d'être trop éloignés de la pratique gouvernementale et d'être trop suivistes. La réalité est différente. C'est celle d'une délibération et d'une action permanentes des instances de direction du P.S. vers l'opinion mais aussi vers le gouvernement. Tout n'a pas abouti, certes. Ce qui a abouti n'a pas toujours été proclamé par nous. Mais sur plusieurs dossiers – justice fiscale, contributions sociales, remboursement de l'I.V.G., création d'un ministère regroupant tous les services du travail, fonctionnement des entreprises publiques, chômeurs en fin de droits, solutions concrètes sur le terrain à des problèmes industriels, effort de recherche, « flexibilité », questions de politique internationale, problème de l'Apartheid, l'influence du Parti a été importante et positive. Nous examinons cette période 1981-1985 sans complaisance et sans masochisme. Nous n'avons pas systématiquement entretenu la « divergence » ou cherché le « conflit » pour démontrer que le Parti existait ; nous n'avons pas accepté la « soumission » comme une fatalité des institutions de la Ve République. Nous ne nous sommes pas spécialisés, comme certains nous y invitaient, dans « l'ailleurs » politique, c'est-à-dire dans les problèmes qui n'intéressaient pas le gouvernement et donc le cœur de la vie politique et sociale. Non ! par les rencontres régulières avec le président de la République et avec les deux Premiers ministres, par les contacts multiples avec les ministres socialistes, nous nous sommes efforcés de promouvoir un mouvement de va-et-vient et une synthèse entre nos propositions et l'action gouvernementale. Cette démarche doit être poursuivie et elle sera concrétisée dans la campagne des élections législatives.

3 - Faire vivre le Parti socialiste

Dans une société en pleine évolution, l'amélioration du fonctionnement du Parti socialiste est une exigence permanente. Il doit s'adapter sans cesse à une réalité changeante où apparaissent de nouvelles pratiques et de nouvelles techniques. Les formes d'organisation du Parti socialiste sont souples, ses modes de débat ouverts et diversifiés. Le Parti est un lieu de réflexion qui a montré, dans la période récente, sa capacité à moderniser sa propre organisation.

La volonté de réduire le cumul des mandats électifs est une préoccupation du Parti. On ne saurait se contenter d'exiger le respect d'une nouvelle règle pour certains mandats électifs pour le seul Parti socialiste. C'est pourquoi des propositions concrètes seront faites au gouvernement afin d'arriver à une situation équitable pour tous et à une meilleure pratique de la vie démocratique.

L'organisation et la mobilisation du Parti seront une condition indispensable de la réussite dans la grande campagne politique qui s'annonce. C'est pourquoi le problème de la coordination parti-gouvernement dans la campagne a été posé et maîtrisé. Sur son propre plan, et autour du conseil politique et de la direction de campagne qui entourera le Premier Secrétaire, le Parti commence à mettre en place son dispositif.

S'il est sûr de son identité, s'il se rassemble dans le congrès, s'il met en œuvre efficacement ses moyens d'action, le Parti et ses militants seront bien un élément décisif de l'échéance politique de 1986.

Conclusion

1986 est maintenant proche. Pour la première fois dans l'histoire de la Gauche, les socialistes vont mener à son terme une législature et solliciter un nouveau mandat sans qu'aucune crise politique, institutionnelle ou économique ait interrompu la permanence de leur action gouvernementale. C'est là un fait d'importance que nous aurons à mettre en avant pour le rendez-vous des prochaines élections.

Ces cinq années écoulées ont montré aux Français ce que voulaient les socialistes ; ils veulent le changement par étapes, le progrès du pays, dans la paix civile et la justice. Ils parlent des faits, mesurent l'inertie d'une partie du corps social et la capacité de blocage des forces adverses, ils sont aux côtés du président de la République, François Mitterrand, pour mener une politique qui soit à la fois de rigueur et de progrès social, d'esprit d'entreprise et de solidarité. Ils veulent préparer la société de l'an 2 000 à partir des formidables innovations d'aujourd'hui, mais aussi à partir des valeurs que les socialistes défendent et dans lesquelles les Français se reconnaissent. En bref, ils ont montré, depuis 1981, comment ils savaient à la fois garder leur identité et assumer les responsabilités du gouvernement.

Au-delà de notre congrès, dans la campagne qui va s'engager, les Français se rendront chaque jour un peu plus compte des termes du choix qui leur sera proposé l'année prochaine : ou bien défendre ce qu'ils ont acquis, poursuivre avec nous, parce que nous sommes la seule garantie qu'ils continueront de bénéficier des réformes, des droits et des libertés que des gouvernements où étaient les socialistes leur ont apportés, depuis 1936 à 1985, et manifester clairement ce qu'ils veulent, comme nous le leur proposons, que la France persévère dans la voie du progrès ; ou bien se préparer, avec le retour de la Droite, à une gigantesque régression pour le plus grand nombre.

C'est pourquoi le Parti socialiste adressera un appel aux Français, pour que, nombreux, ils se rassemblent et apportent leur soutien aux propositions que leur présentent les socialistes.

Si vous voulez être informés régulièrement chaque semaine sur la vie et l'action du Parti socialiste, vous pouvez vous abonner à notre journal :

PS info

organe officiel du Parti socialiste

Abonnement annuel ordinaire : 200 F.

Tout membre du Parti peut s'abonner, s'il le désire. Le journal est rédigé le mercredi, achevé à la fin du Bureau Exécutif, tiré le jeudi, expédié par la poste le vendredi matin. Il bénéficie du routage rapide réservé aux hebdomadaires. Il doit donc normalement parvenir au domicile des destinaires le samedi matin.

Tous les secrétaires fédéraux, tous les secrétaires de section et, dans chaque section, le responsable de l'information des militants et le responsable de la propagande sont abonnés d'office à cet hebdomadaire et le reçoivent automatiquement et gratuitement. Si certains d'entre eux ont été oubliés, ils doivent nous prévenir.

Afin de faciliter la circulation de l'information parmi les militants du Parti socialiste qui exercent des responsabilités dans les sections, tous les camarades membres de la Commission administrative de leur section peuvent bénéficier d'un

Abonnement réduit de 70 % sur le montant de cet abonnement, soit : 60 F.

Si ceux-ci désirent souscrire cet abonnement à prix réduit, il leur suffit d'adresser la somme de 60 F à « P.S. Info », 10, rue de Solferino, 75333 Paris Cedex 07. Chèque à libeller à l'ordre des « Nouvelles Éditions de l'An 2000 ».

Discours de bienvenue d'Alex Raymond...

Président du Conseil régional de Midi-Pyrénées

Nous n'avons pas, aujourd'hui, à être ni hésitants, ni angoissés. Nous devrons montrer notre volonté commune de gagner et nous donner le moral pour réussir. Nous ne convaincrons l'opinion et nous ne mobiliserons nos concitoyens que si nous-mêmes, militants, sympathisants, élus, sommes convaincus et mobilisés autour d'un projet commun et d'une démarche commune.

Je souhaite qu'à la fin de ces trois journées nous soyons tous d'accord afin de mener tous ensemble, sur des bases claires, saines et solides, le véritable combat pour la victoire de 1986.

... et de Tony Briançon

Premier secrétaire de la Haute-Garonne

Je ne peux oublier que Jaurès, mais aussi Guesde firent une partie de leurs études dans nos universités. Je me dois de souligner que Midi-Pyrénées, c'est aussi l'espace, l'Airbus, Ariane, la technologie et la biotechnologie.

Midi-Pyrénées, c'est aussi le socialisme, avec plus de 31 % d'intentions de vote déjà déclarées.

(...) En Haute-Garonne, malgré notre insuccès passager aux municipales, nous restons avec 35 % des voix la force dominante.

C'est dans cet esprit de victoire que nous préparons les législatives et les régionales de 1986.

Les délégations étrangères invitées au congrès

Afghanistan : (Djamiat Islami) : Omayoun Tandar, Kassem Fazelly
Algérie (F.L.N.) : Salah Louanchi, Chafik Laroussi
Algérie (Ambassade) : Abdelhamid Mehri
Allemagne Démocratique (R.D.A.) S.E.D. : Erick Hahn, Docteur Sack, Shrader
Allemagne Fédérale (R.F.A.) S.P.D. : Docteur Klaus Haensch, Veronika Isenberg
Angola (M.P.L.A*) : J. Almeida, Muta Bentou
Argentine (ambassade) : Fédérico Mikre, Bidal D'Asfel
Australie (A.L.P.) : Steve Losseley, Jille Blewett, Gary Gray
Autriche (S.P.O.) : Gabrielle Traxler
Belgique (P.S.) : Raymonde Dury, Jean-Claude Cauwemberghe, Claude Vespiegeleer
Belgique (S.P.) : Oscar Debunne
Bénin (ambassade) : Ivrissou Souler Issoufou, Alexandre Ladipo
Bulgarie (P.C.) : Nicolas Iribagakov, Emile Kotsev, Tchavtar Mintchev
Burundi (Uprona) : Barancira, Hago Rimkebe
Cameroun (R.D.P.C.) : Joseph Charles Doumba, Joseph Oyiendzie
Canada (P.Q.) : Henri Millner
Canada (Quebec) : Robert Cote
Cap-Vert (P.A.I.C.V.) : Carlos Nunes Reis
Chili (bloc socialiste) : Ricardo Nunez, Jaime Catalvo
Chili (Parti Radical) : Carlos Diemer
Chine (P.C.C.) : Zhu Liang, Wang Jingsheng
Chine (ambassade) : Cao Heqiang, Wang Dadong
Chypre (Edek) : Panos Hadjiyannis
Congo (P.C.T.) : Jean Marie Ewengue, Mouele
Corée du Nord (P.T.C.) : Kim Kouk Tai, Seuk Eung Po, Kim Tchell Sou
Corée du Nord (délégation générale) : Sou Djin Yong, Tchoe
Cuba (P.C.C.) : Fundora, Garcia
Cuba (ambassade) : Boza
Dominicaine (REP) P.K.D. : Milton Hay Guevara
Dominique (U.D.L.P.) : Douglas Rosy
Egypte (Parti National Démocrate) : Aly El Hefny Mahmoud
Egypte (Rassemblement Progressiste Unioniste) : Mohamed Said Ahmed
Espagne (P.S.O.E.) : José Bénegas, Eneko Landaburu, José Martinez Cobos
Front Progressiste Voltaique : Joseph Kizerbo
Grande Bretagne (L.P.) : Jenny Little
Grèce (Pasok) : Avgerinos Paraskevas, Constantin Livas, Pangiotis Beniaves, Phedon Metallinos,
Grèce (P.C. Intérieur) : Tassos Trikas
Guatemala (U.R.N.G.) : Aldana Belisario Arturo Tarracena
Guatemala (P.S.D.) : De Léon Asturias Enrique
Guinée Bissau (PAIGC) : Alexandre Nunez Correia, Ensa Djandy
Haiti (IFOPADA) : Saint Gérard, Brutus Duly, Gilles Serge
Haiti (D.C.) : Menard, Pierre, Estime
Haiti (Parti Social Chrétien) : Edugène
Hongrie (P.S.O.H.) : Gabor Borbely, Tamas Horvath, Gyorgy Szathmary
Inde (Congrès I) : Narayana Samy, Digvijay Sinh
Inde (ambassade) : Prabhat Kumar, Satish Mehta
Irak (Parti Baas) : Dr Elias Farrah, Saed Qassem Hammoudi
Irak (U.P.K.) : Ahmad Bamarni, Mahmoud
Iran (P.D.K.I.) : Dr Ghassemlou, Abdollahi
Ligue pour la défense des Droits de l'Homme en Iran : Bijan Hekmat
Iran (Modjaheddine) : Massoud Radjavi, Manoutchehr Hezarkhani, Mr Matindaftari
Irlande (Parti Travailliste) : Tony Kinsella
Israël (Parti Travailliste) : Aharon Nahmias, Claude Laloum
Israël (Mapam) : Arie Yaffe, Dan Rudolf
Italie (P.S.I.) : Valdo Spini, Tiraboschi
Italie (P.S.D.I.) : Mario Melani
Italie (P.C.I.) : Pellicani, Claudio Ligas
Japon (D.S.P.) : Sachiko Taguchi
Japon (S.P.J.) : Yasui
Laos (ambassade) : Hean Chan Tho
Liban (ambassade) : Tarssissi
Libye (ambassade) : Houderi
Luxembourg (P.O.S.L.) : Jeannot Krecke
Madagascar (AREMA) : Rajhonson Guy
Mali (ambassade) : Mamadou Diawara, Mangaliso
Malte (Parti Travailliste) : Joe Bartolo
Maroc (U.S.F.P.) : Abderrahman Youssoufi, Mohames Ait Kaddour, Mohamed Ameur
Maroc (ambassade) : Saad Baddou
Maurice (île) (Parti Travailliste) : Balakrishna Teeroovengadum
Maurice (île) (M.M.M.) : Paul Berenger
Mauritanie (ambassade) : Colonel Cheik Ould Boidde, Ly Boucire

Mexique (P.S.U.M.) : Ricon Gallardo, Jorge Partida
Monaco (P.S.) : Gérard Morisso, René Giordanno
Mozambique (Frelimo) : Sumbana Antonio, Mme Sousa
Nicaragua (F.S.L.N.) : José Pasos
Nicaragua (P.P.S.C.) : Luis Umberto Guzman
Nicaragua (ambassade) : Roberto Arguello Hurtado, Ariel Granera
Pays-Bas (P.V.D.A.) : Maarten Van Traa
Philippines (P.V.S.P.) : Butz Agapito Aquino, Alberto Rodriguez Ortiz
Pologne (Solidarnosc) : Chruszczynski
Portugal (P.S.) : Jose Campinos
Roumanie (P.C.) : Yon Stean, Mircea Lupescu
Ste-Lucie (L.P.) : Georges Odlum
Salvador (F.D.R.F.M.L.N.) : Salvador Samayoa, Oscar Bonilla
Salvador (MNR) : Guillermo Ungo, Hector Oqueli

Les délégations françaises invitées au congrès

LISTE DES ORGANISATIONS PARTICIPANT AU CONGRÈS DE TOULOUSE

Parti communiste français. Mouvement des radicaux de gauche. Parti socialiste unifié. Nouvelle action royaliste. Parti pour une alternative communiste. Parti socialiste arménien. Mouvement gaulliste populaire. Mouvement des démocrates. Confédération française démocratique du travail. Confédération générale du travail. Comité national d'action laïque. Confédération française de l'encadrement. Centre d'action et de dialogue des artisans et commerçants. C.G.T. police. Jeunesse ouvrière chrétienne. Jeunesse ouvrière chrétienne féminine. Mutuelle nationale des étudiants de France. Syndicat de la magistrature. Syndicat national des enseignants de second degré. Union nationale des étudiants de France. Union générale des ingénieurs cadres C.G.T. Mouvement sioniste socialiste Avoda en France. Congrès juif mondial. Association du 21 juin. Conseil représentatif des institutions juives de France. Cercle Bernard Lazare. Union rationaliste. Mouvement de formation et d'action communautaire. Identité et dialogue. Confédération syndicale des familles. Comité d'urgence antirépression homosexuelle. Homosexualité et socialisme. Conseil national des associations familiales. Action catholique des enfants du monde ouvrier. Information défense action retraite. Fédération nationale des syndicats de paysans. Association de formation et vulgarisation agricole et ménagère. Mouvement rural de la jeunesse chrétienne. Ligue des droits de l'homme. Médecins sans frontières. Mouvement contre le racisme et l'amitié entre les peuples. Droits socialistes de l'homme. France terre d'asile. Comité catholique contre la faim et pour le développement. Terre des hommes. Comité français contre la faim. Amicale des Algériens en Europe. Ligue nationale pour l'enseignement. Fédération Léo Lagrange. Fédération unie des auberges de jeunesse. Loisirs vacances tourisme. Francs et franches camarades. Office central pour la coopération culturelle internationale. Fédération des centres musicaux ruraux de France. Fédération nationale des CAUE. Fédération des conseils de parents d'élèves. CNAJEP - comité national des associations de jeunesse et d'éducation populaire. Union féminine civique et sociale. Mouvement français pour le planning familial. Convention pour l'armée nouvelle. Association démocratique des français de l'étranger. Solidarité internationale. Bureau international Afghanistan. Union des maisons de la culture. Union nationale des centres d'action culturelle. Fédération nationale des associations culturelles d'expansion musicale. Le réseau rock. Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme. Rencontre communiste hebdomadaire. Syndicat des commissaires de police et des hauts fonctionnaires de la police nationale. Parents d'enfants handicapés intellectuels. Association des paralysés de France. C.I.D.U.N.A.T.I. C.I.L.R.I.F. U.F.J.T. A.F.I. Le pari. Asia. Ecologie et développement. Gais pour la liberté. Alliance écologique. Union des étudiants juifs de France. U.C.R. S.O.S. racisme.

San Marin (P.S.U.) : Luciano Ciavatta, Fiorenzo Stolfi
Sénégal (P.S) : Kader Fall
Soudan (ambassade) : Hashim Eltinay
Suède (P.S.) : Nils Gunnar Billinger
Suisse (P.S.) : Jean-Pierre Metral
Syrie (Parti Baas) : Mohamed Salah Hermassi, Antoine Shar
Tanzanie (C.C.M.) : Hindou Lilla, Vincent Wambura
Tchad : Général Djogo, Gali Ngothe Gatta
Tchécoslovaquie (Charte 77) : Bartosek
Tunisie (P.S.D.) : Sadok Benjomoa, Lofti Chaibi, Akremi, Charfedine
Tunisie (M.U.P.) : Tidjani Harcha, Hichem Safi
Tunisie (ambassade) : Hedi Mabrouk, Ben Hassin
URSS (P.C.) : Anatole Tcherniaev, Youri Zouyev, Youri Roubinsky
Uruguay (P.S.) : Acosta Oscar, Batista wahington
Venezuela (M.A.S.) : Ivan Esquerre Izaguirre
Viêt-nam (ambassade) : Ha Van Lau, Tran Quang Binh
Yémen Sud (P.S.Y.) : Dr Hezam, Ahmed Alamdani
Yougoslavie (L.C.Y.) : Ivan Stambolic, Zarko Milosevic
Yougoslavie (A.S.P.T.) : Zivan Vasiljevic, Dasa Sasic Drndic
Zambie (U.N.I.P.) : Julio Chiluba
U.D.F. (Front Démocratique Uni) : Mangalisto Mkhadshwa
A.N.C. : Mme Dulcie September, M. Francis Meli
Swapo : M. Tuliameni Kalomoh
F.L.P.E. (Erythree) : M. Mohamed Alli, M. Anderhan Giorgis
Front Polisario : M. Bachir Sayed, M. Fadhel Ismail
O.L.P. : Abou Hajela Abdelatif, Abouhassira Amin, Ilan Halevi, Awad Yakhlef
Dachnag (Arménie) : M. Hrayer Mahkokian, M. Henri Papazian
Groupe Socialiste Européen : M. Rudi Arndt, Paulo Falcone, Jean-Pierre Fournier, M. Jean-Marie Triacca.
U.P.S.C.E. : M. Mauro Giallombardo
IS Education : M. Marc Weinachter, M. Serge Perrot
World Labor Jewish (Avoda) : M. Arie Azoulay, M. Itisic Kenan.
Jeunesses Socialistes Internationales (I.U.S.Y.) : M. Dirk Drijbooms
Internationale Socialiste : M. Penti Vaananen, M. Luis Ayala

Rapport de la Commission de vérification des mandats présenté par Yannick Bodin

La Commission souhaite que les instances nationales du Parti proposent aux fédérations d'adopter un mode d'utilisation des mandats fédéraux portés en abstention car ils sont parfois traduits en mandats nationaux et parfois ils ne sont pas pris en compte.

La Commission a souhaité que les règles concernant la procédure des votes pour le congrès restent simples tout en respectant les statuts et le règlement intérieur du Parti.

Elle a vérifié les mandats qui étaient transmis par les fédérations et a décidé de modifier un seul cas pour un mandat dans le résultat d'une fédération, pour des conditions irrégulières de vote dans une section. C'est le seul cas de modification.

Je vous annonce donc les résultats du vote indicatif :
6 454 mandats inscrits. 6 451 mandats exprimés.

Ont obtenu :
- **Motion I : 4 612 mandats, soit 71,49 %**
- **Motion II : 1 139 mandats, soit 28,51 %.** **(voir page 20.)**

Les votes des fédérations

Fédérations	Mandats	Motion I	%	Motion II	%	Abstent. refus votes
Ain	25	14	54,56	11	43,61	1,68
Aisne	38	26	66,52	12	31,15	2,13
Allier	35	28	80	7	20	
Alpes-Hte-P.	30	20	66,23	10	33,77	
Htes-Alpes	12	7	57	5	43	
Alpes-Marit.	43	27	62,79	16	37,21	
Ardèche	31	18	56,73	13	43,27	
Ardennes	33	18	54,78	15	45,22	
Ariège	57	34	60	23	40	
Aube	12	9	71,8	3	28,2	
Aude	143	110	76,79	33	22,27	
Aveyron	25	15	59,42	10	40,58	
Bouches-Rh.	551	500	90,56	51	9,44	
Calvados	34	26	76,8	8	22,9	
Cantal	21	18	84,31	3	15,68	
Charente	33	18	56,65	15	43,34	
Char.-Marit.	33	23	68	10	32	
Cher	17	15	83,48	2	15,65	0,87
Corrèze	32	22	63,03	10	30,98	5,97
Corse-Sud	21	20	95,2	1	4,8	
Hte-Corse	11	10	88	1	12	
Côte-d'Or	36	27	74	9	26	
Côtes-du-Nord	52	21	41,05	31	58,95	
Creuse	41	29	70	12	30	
Dordogne	85	60	70,58	25	29,41	
Doubs	35	24	68,89	11	31,11	
Drôme	59	40	67,46	19	32,54	
Eure	26	20	75	6	25	
Eure-et-Loir	24	15	63,69	9	36,31	
Finistère	80	29	36,26	51	63,74	
Gard	89	47	53,2	42	46,8	
Hte-Garonne	171	123	72	48	28	
Gers	53	26	48	27	52	
Gironde	177	130	73,51	47	26,49	
Hérault	185	132	70,4	53	29,45	
Ille-et-Vill.	45	25	55,38	20	43,03	1,58
Indre	23	18	76,36	5	23,45	0,18
Indre-et-Loire	32	28	87,5	4	12,5	
Isère	137	98	71,6	39	28,4	
Jura	21	11	53	10	47	
Landes	101	84	83,5	17	16,5	
Loir-et-Cher	16	12	74,09	4	23,58	2,33
Loire	45	33	73,12	12	26,87	
Haute-Loire	18	14	76,13	4	21,81	2,04
Loire-Atl.	64	40	62,5	24	37,5	
Loiret	31	12	38,21	19	61,79	
Lot	33	25	74,46	8	25,54	
Lot-et-Gar.	45	30	66	15	34	
Lozère	10	8	80	2	20	
Maine-et-Loire	33	12	35,71	21	64,29	
Manche	23	9	38,95	14	61,05	
Marne	19	14	73,03	5	26,97	
Haute-Marne	14	9	65,19	5	34,81	
Mayenne	15	10	66	5	34	

Fédérations	Mandats	Motion I	%	Motion II	%	Abstent. refus votes
Meurthe-et-Mos.	35	22	61,51	13	38,49	
Meuse	15	10	68,25	5	31,75	
Morbihan	41	18	44,42	23	55,58	
Moselle	51	38	74	13	26	
Nièvre	53	47	85,87	6	14,23	
Nord	501	370	73,69	131	26,27	0,04
Oise	48	34	70,8	14	29,2	
Orne	16	10	64,35	6	36,65	
Pas-de-Calais	538	416	77,35	122	22,65	1,66
Puy-de-Dôme	85	51	59,23	34	40,47	0,3
Pyrénées-Atl.	54	39	70,49	15	27,59	
Hautes-Pyr.	29	18	61,46	11	38,37	
Pyrénées-Orient.	37	30	78	7	22	
Bas-Rhin	28	17	60,64	11	39,36	
Haut-Rhin	29	22	73,4	7	26,6	
Rhône	106	76	71,18	30	28,61	
Haute-Saône	18	15	80	3	20	
Saône-et-Loire	53	39	72,48	14	27,52	
Sarthe	31	14	45,61	17	54,38	
Savoie	20	11	55,17	9	44,83	
Haute-Savoie	19	13	68	6	32	
Paris	220	171	77,72	49	22,27	
Seine-Marit.	83	61	72,9	22	27,05	
Seine-et-Marne	66	44	68	22	32	
Yvelines	71	28	39,57	43	60,43	
Deux-Sèvres	27	17	62,21	10	37,79	
Somme	42	29	69,67	13	30,32	
Tarn	67	42	62,23	25	37,65	
Tarn-et-Gar.	33	21	61,12	12	37,37	
Var	121	90	75	31	25	
Vaucluse	64	32	49,6	32	50,4	
Vendée	24	18	75	6	25	
Vienne	29	24	81,7	5	18,3	
Haute-Vienne	93	71	76,01	22	23,99	
Vosges	38	31	77,19	7	18,52	4,38
Yonne	19	12	65	7	35	
Belfort	33	31	94,08	2	5,9	
Essonne	89	55	62,34	34	37,66	
Hauts-de-Seine	90	61	67,24	29	32,66	
Seine-St-Denis	72	54	72,76	18	24,07	
Val-de-Marne	84	67	80,23	17	19,67	
Val-d'Oise	52	28	52	24	48	
Guadeloupe	33	33	97,5	0	2,5	
Martinique	35	34	97	1	3	
Réunion	41	29	70,5	12	29,5	
Français à l'étranger	43	26	60,07	17	39,69	0,23
Isolés	1					
Polynésie Nouvelle-Cal.	2					
Total	**6454**					
Exprimés	**6451**	**4612**	**71,49**	**1839**	**28,51**	

Collection Jean Jaurès

Rapport d'activité de Jean Poperen

Comment, au moment de porter jugement et au moment où le peuple français se prépare à porter jugement, comment pourrions-nous, par je ne sais quelle perversion intellectuelle, par je ne sais quel travers de l'esprit, privilégier telle de nos faiblesses, de nos insuffisances, voire de nos erreurs – et naturellement il y en a, comme dans toute entreprise humaine – quand, sur l'essentiel, la réussite ne nous est plus contestée !

Pourquoi serions-nous honteux de ce que nous réussissons, quand les autres exhibent tant de contentement, voire d'arrogance, de ce qu'ils ont manqué ! ...

... et quand on sait ce qu'ils nous ont laissé, car notre pratique de ces quatre années, et d'abord celle de la première année, la nécessaire augmentation des ressources des plus défavorisés, nous a en effet appris quelque chose. Elle a mis en lumière l'extraordinaire dégradation intervenue sous le septennat giscardien, l'inadaptation de notre appareil productif à la demande interne, l'inadéquation de nos produits à la demande internationale.

Notre erreur, si erreur il y a eu, ne fut pas de chercher à donner de l'oxygène à l'économie française, mais d'avoir sous-estimé, parce que notre information, au départ, n'était pas suffisante et ne pouvait pas l'être, son état réel qui était dissimulé par les artifices de la politique de facilité suivie de 1974 à 1981. Renault, par exemple, dont on connaît les difficultés actuelles, a dû prendre la funeste décision de retarder, en 1980, la modernisation de sa gamme parce que le Premier ministre de l'époque, ce savant économiste, voulait que ses comptes de l'exercice soient les meilleurs possibles.

La sidérurgie reste un gouffre financier parce que les entreprises avaient payé les chocs pétroliers et s'étaient, en conséquence, dramatiquement affaiblies dès lors qu'on n'avait pas voulu faire le nécessaire et que la vérité de la situation avait été cachée.

C'est pour cela que, depuis quatre ans, nous devons réparer. La réussite n'est pas le fait du hasard, elle est d'abord la justification pratique, expérimentale, des réformes que nous avons accomplies et d'abord de l'extension du secteur public. Elle est la preuve concrète de l'efficacité d'un système mixte d'économie où coexistent secteur public et secteur privé, stimulation du marché et volonté planificatrice.

L'œuvre accomplie est un bloc, elle est un tout, un ensemble indissociable dont chaque socialiste est solidaire : nationalisation, décentralisation, démocratisation de la vie des entreprises, orientation de l'épargne, modernisation du secteur bancaire, sauvegarde de notre système de protection sociale dont nous avons rétabli l'équilibre et dont il faut rappeler que le Premier ministre de l'époque, Raymond Barre, avait dans ses cartons un projet de liquidation en 1981, projet qu'il ressortirait, soyons-en sûrs, en cas de malheur.

Le système économique et social d'équilibre que nous construisons, correspond au mieux aux spécificités de l'économie et de la société française. Sa rupture ferait courir de grands risques de désordre, de déclin, à notre pays et nous savons que, même dans certains milieux socio-professionnels qui ne sont pas, *a priori*, favorables à la majorité socialiste, mais où l'on n'est pas sourd à la notion d'effet, on s'interroge sur les effets destructeurs qu'entraînerait, si l'occasion s'en présentait, l'application de la politique revancharde de la Droite.

Mes chers camarades, ce que nous devons, nous d'abord, bien ressentir et faire partager au pays, c'est que, dans la phase où nous sommes entrés, celle de la maturation des acquis des réformes, du changement, les assurances pour l'avenir sont à gauche, les risques d'aventure sont à droite parce que nous serons la continuité, nous serons la stabilité.

Certains ont préféré prendre leurs distances et, sans précaution aucune, brûler aujourd'hui ce qu'ils encensaient hier, à moins que d'autres raisons, qui seraient moins étroitement hexagonales, ne les inspirent.

Les dirigeants communistes espéraient-ils se refaire une santé par un bain de jouvence de démagogie, exploitant des mécontentements, des impatiences sectorielles dont nous savons les raisons ? Ils tentent aujourd'hui des coups de boutoir contre le redressement, ce faisant, ils prêtent la main aux grandes manœuvres de déstabilisation dont la Droite n'a cessé de rêver depuis quatre ans. Mais j'ai le sentiment, et peut-être notamment ce matin, en considérant ce qui s'est passé ces derniers jours, que cette mauvaise action est sans doute aussi un mauvais calcul, car les travailleurs savent et mieux que d'autres, que quand l'économie du pays plonge, ce sont les plus faibles qui se noient, ceux qui surnagent ce sont les privilégiés.

Nous avons fait l'assainissement pour une nouvelle croissance, car il faut une nouvelle croissance pour créer de l'emploi, nous avons par notre politique économique créé les conditions techniques de cette nouvelle croissance, et notamment en rendant aux entreprises des capacités d'investissements, même s'il faut compter avec d'inévitables inégalités de situation suivant les branches, les régions, les tailles des entreprises, mais la question posée devant le pays et c'est probablement la plus importante pour nous aujourd'hui, et c'est l'enjeu central des prochains mois, est désormais la suivante : à partir du palier que nous avons désormais atteint de réussite de l'assainissement économique, y a-t-il volonté politique de passer à l'étape suivante, celle d'une nouvelle croissance, y a-t-il volonté politique de tous ? Car l'effort doit être l'effort de tous, et pour le moment, le compte n'y est pas.

Tout s'est passé depuis quatre ans, comme si d'un côté, celui des travailleurs, on consentait beaucoup, et de l'autre, celui du C.N.P.F., on ne cessait de réclamer davantage.

Le C.N.P.F. devrait pourtant réfléchir aux dangers de ce maximalisme, de cette boulimie, et l'épisode des négociations sur ce qu'on a appelé la flexibilité à la fin de l'an dernier pourrait nourrir sa réflexion. A l'époque, souvenez-vous, les militants des syndicats ont refusé l'accord, parce que les dirigeants du C.N.P.F. prétendaient, sans offrir de contrepartie sérieuse, imposer de nouvelles et importantes concessions aux salariés. La direction de notre Parti a clairement condamné ce comportement.

Or, cette question, celle de l'évolution du droit du travail dans l'entreprise, celle d'éventuelles modifications de l'organisation du temps de travail, de la durée du travail, cette question elle, est toujours devant nous, et l'on voit bien qu'elle est un élément d'un tout, la nécessité pour réussir l'étape de la nouvelle croissance, de définir la part de chacun dans l'effort commun, la part de chacune des parties prenantes dans le jeu de notre économie.

Chaque effort consenti implique une contrepartie, chaque amélioration constatée du niveau de la production une juste répartition de l'accroissement de la richesse. C'est entre l'étatisme et le marché, la voie du compromis économique et social.

Nous avons quant à nous, socialistes, toujours recherché cette voie de compromis. Aujourd'hui nous sommes arrivés au point où un tel compromis est une nécessité absolue pour la réussite de notre pays.

Que d'autres changent de cap, c'est leur affaire. Nous, nous n'en changeons pas, même par gros temps !

La manœuvre aujourd'hui est assez claire. Les compères de la Droite et de la direction du P.C.F. espèrent nous prendre en tenaille. Cette espérance sera déçue.

D'abord, comment confrondrions-nous les travailleurs qui font encore une certaine confiance au Parti communiste, qui votent pour lui, et « l'igloo » de la place du Colonel-Fabien ?

Ensuite, dirigeants du P.C.F. et chefs de la Droite paraissent ignorer le changement intervenu ces dernières années dans le paysage politique à gauche. A un relatif équilibre entre deux formations politiques a succédé une prépondérance du Parti socialiste qui, du coup, peut désormais assumer le rôle qui est celui des grands partis socialistes ou social-démocrates dans la plupart des pays d'Europe occidentale. Le rassemblement à gauche demeure notre règle, mais c'est désormais autour de cette formation prépondérante qu'il peut s'organiser.

Une telle situation du Parti socialiste, en vérité sans précédent en notre pays, ouvre une nouvelle perspective historique. Elle crée les possibilités concrètes de l'alternance et c'est au Parti socialiste d'en assumer principalement la responsabilité à gauche.

Cette perspective historique, seule la renonciation à l'ancrage à gauche, à la politique de rassemblement à gauche, pourrait éventuellement la ruiner, anéantir ce qui a été gagné au prix de tant de persévérance, de tant d'années de lutte, et un tel choix, que nous ne ferons pas, serait un choix de défaite. A l'évidence, ce n'est pas le choix des socialistes, préparés par toute leur action au gouvernement, leur action de principal parti de la majorité depuis plus de quatre ans.

Ce qui caractérise la situation actuelle, chers amis et camarades, au moment où je conclus la présentation de ce rapport d'activité de la Direction de notre Parti, toutes les enquêtes d'opinion de ces dernières semaines l'attestent, confirmant d'ailleurs l'analyse critique que nous avons faite du résultat de la campagne remarquable menée autour de Lionel Jospin pour les élections européennes, des résultats des élections cantonales où nous nous sommes, il est vrai, bien battus, c'est que malgré les facilités politiques qu'offre aujourd'hui l'opposition quand on s'y trouve, il n'y a pas aujourd'hui de dynamique à Droite, mais une partie exceptionnellement importante de l'opinion est en attente. C'est cela qu'il nous faut faire bouger, et ce congrès, c'est ce que nous voulons tous il doit être le premier acte d'une dynamique à Gauche !

Robert Chapuis

Sur la base des amendements présentés les 24 et 25 août, nous avons été un certain nombre à proposer une motion qui voulait convaincre – peut-être convaincre aujourd'hui qu'il fallait débattre, mais surtout convaincre ceux qui hésitent à nous faire ou à nous refaire confiance.

Cette motion n'a pas sa fin en elle-même ; elle veut être parmi d'autres un levier pour contribuer à de nouvelles avancées car on ne croira pas vraiment à notre capacité et à notre volonté de moderniser la France si nous ne manifestons pas notre volonté et notre capacité de moderniser le socialisme.

Ce congrès ne pourra répondre à toutes ces questions mais il lui revient d'indiquer la direction, le sens de la démarche, et c'est de cette façon que nous devons nous préoccuper de la synthèse.

Pour y contribuer, il me semble que quatre orientations peuvent être mises en évidence :

La première, c'est qu'il nous faut préciser ensemble les leçons que nous tirons de l'expérience du pouvoir parce que nous l'avons assumé ensemble.

Deuxièmement, une priorité s'impose : la question du chômage.

Notre Parti doit se fixer en ce domaine des objectifs crédibles. Ils doivent être prioritaires. Qu'il s'agisse d'améliorer le partage du travail et de poser la question du partage des revenus, qu'il s'agisse de garantir un minimum social pour les individus ou les familles qui sont les plus durement touchés par la crise.

En troisième lieu, nous devons préciser ensemble les termes du contrat qui conditionnera notre présence au pouvoir après mars 1986. Il ne s'agit pas, sur ce point, de se lancer dans des accusations réciproques. Personne, je le dis bien haut, ne songe à faire du Parti socialiste une force d'appoint pour la Droite, qu'elle soit modérée ou qu'elle ne le soit pas.

Nous serons aux côtés du président de la République, totalement solidaires mais donc totalement mobilisés pour rechercher la meilleure solution qui garantisse les acquis et qui permette de nouvelles avancées.

Ou bien nous décidons d'être aujourd'hui dans l'opposition après mars 1986, ou bien nous créons les conditions pour qu'au lendemain de mars 1986, nous puissions non seulement sauver ce qui a été fait, mais continuer à peser suffisamment à l'intérieur de ce pays.

Les Français comprennent cela. Ils comprennent que ce compromis ne doit pas être compromission et que, pour cela, nous devons être capables de définir pour notre part et dès maintenant nos positions, dire ce qui est négociable et ce qui ne l'est pas.

La quatrième direction de travail concerne le respect de nos engagements réciproques. Un accord national a été fait sur les législatives le 6 juillet, le congrès devra dire si cet accord est ou non confirmé et prendre les dispositions nécessaires pour l'expliquer et pour l'appliquer.

De la même façon, qui comprendrait qu'on ait appliqué en mai 1984 les dures lois de la proportionnelle pour constituer la liste européenne des socialistes, et qu'on oublie ces lois quand il s'agit de mettre en place des listes départementales pour les élections régionales.

Nous devons faire en sorte que la synthèse résulte d'un débat où nous devrons peser les enjeux, respecter les réalités du Parti comme celles de la société où nous sommes, prendre la mesure de nos responsabilités, dans le monde difficile et dangereux où nous vivons.

PS INFO TELEMATIQUE
24 h sur 24...
(1) 45-50-32-99
sur simple appel à partir d'un minitel

Gaston Defferre

(...) Pour les élections législatives nous avons à exposer le bilan de l'action du Parti, de l'action du gouvernement (...). Je voudrais rappeler que pour la première fois les socialistes, la Gauche ont réussi dans le domaine économique là où la Droite qui voudrait nous donner des leçons avait échoué (...).

Il est nécessaire que nous indiquions aux Français, sans crainte de les effrayer, que la politique de rigueur et de modernisation est indispensable (...) que sans cette politique, l'économie française serait écrasée par le poids de la concurrence étrangère, que le chômage atteindrait des chiffres insupportables et que nous irions de crise sociale en crise sociale, de crise économique en crise économique, de crise politique en crise politique et que l'Extrême Droite et l'Extrême Gauche deviendraient un danger réel et très grave pour la démocratie française et pour la France (...).

(...) Nous sommes les seuls en vérité à proposer des solutions pour affronter la troisième révolution industrielle, celle de l'informatique, de la robotique, de l'intelligence artificielle. Le gouvernement a résolument engagé la France dans la modernisation (...). Nous devons proposer aux Français une société moderne (...) dans laquelle la machine sera au service de l'homme et non pas l'homme au service de la machine (...).

La modernisation et son application, la modernisation sociale est pour notre pays non pas le chômage, mais à terme le plein emploi (...) c'est (...) une question de vie ou de mort.

Roger Fajardie

Nous devons redire ensemble notre fidélité à nos racines, à notre histoire, à notre tradition.

L'action socialiste prend tout son sens et rencontre le succès dans la richesse de son débat, dans ses apports multiples, dans la confrontation de ses écoles de pensée, dans l'épanouissement de sa culture, mais il faut d'abord que ses militants se reconnaissent dans le fond commun qui est l'adhésion aux principes fondamentaux du socialisme, tels que Léon Blum les a rappelés en 1945, et pourvu qu'un grand Parti socialiste, menant un dialogue constant avec les organisations syndicales et le mouvement social et associatif, rassemble les expériences et assure la cohésion de l'action politique.

Alors, ne mettons pas nos valeurs dans notre poche et refusons d'aller à Godesberg. Il nous faut exprimer sans ambiguïté notre fidélité à la Gauche rassemblée, en dépit des orientations désastreuses de la direction du Parti communiste, et dire avec force que le choix de l'ancrage à gauche reste notre combat et notre engagement.

Et puis, nous avons à mener ensemble un combat clair et sans faille contre toute forme d'intolérance et de xénophobie, où qu'elle se dissimule, pour le respect de l'autre et de sa différence, pour le dialogue des cultures et l'affirmation de leur complémentarité, pour aider concrètement les organisations comme « SOS RACISME », pour être aux côtés de tous les opprimés de la misère et de la liberté.

Le socialisme est d'abord, aujourd'hui, ici et partout, la solidarité. Notre Parti socialiste rassemblé n'a donc pas à édulcorer les engagements fondamentaux qui lui donnent sa signification et son ampleur.

L'œuvre menée depuis plus de quatre ans n'appelle ni regrets, ni flagellation intellectuelle, ni révisionnisme, mais effort pour expliquer et pour convaincre...

Alain Clayes

L'avenir est tracé et au-delà de ce congrès, à travers le projet que nous proposerons aux Français, nous avons deux impératifs, créer les conditions d'emplois durables, faire rentrer dans la vie des gens la modernisation (...).

L'opposition offre-t-elle aux Français une solution de rechange ? La Droite n'a jamais accepté de perdre le pouvoir, d'où le débat sur la cohabitation ou la non cohabitation, derrière ce débat qui remet en cause la Constitution qu'ils ont votée, ils remettent en cause le pouvoir légitime du président de la République.

COMMISSION DES RÉSOLUTIONS

MOTION I

Titulaires

Lionel JOSPIN, Guy ALLOUCHE, Jean-Paul BACHY, Philippe BASSINET, Christian BATAILLE, Jean-Marcel BICHAT, André BILLARDON, Tony BRIANCON, Nicole BRICQ, Martine BURON, Pierre CARASSUS, Michel CHARZAT, Jean-Pierre CHEVENEMENT, Michel COFFINEAU, Marcel DEBARGE, Bertrand DELANOE, Jean-Pierre DESTRADE, Henri EMMANUELLI, Claude ESTIER, Roger FAJARDIE, Claude GERMON, Christian GOUX, Jacques HUNTZINGER, Pierre JOXE, André LABARRÈRE André LAIGNEL, Gérard LE GALL, Jean LE GARREC, Pierre MAUROY, Louis MERMAZ, Didier MOTCHANE, Jean NATIEZ, Véronique NEIERTZ, Michel PEZET, Christian PIERRET, Jacques PIETTE, Jean-Paul PLANCHOU, Jean POPEREN, Bernard ROMAN, Georges SARRE, Françoise SELIGMANN, Luc SOUBRE, Gisèle STIEVENARD, Dominique STRAUSS-KAHN, Daniel VAILLANT, Hervé VOUILLOT.

Suppléants

Jean-Yves AUTEXIER, Francis BORIE,Jean-Louis CARRERE, Alain CLAYES, Anne CUBLIER, Jean-Yves DALLEAU, Michel DEBOUT, Geneviève DOMENACH-CHICH, Josette DURIEUX, Philippe FARINE, Alain FONTANEL, Bernard FRIMAT, Françoise GASPARD, Alfred RECOURS, Frédéric ROSMINI, Claude SAUNIER.

MOTION II

Titulaires

Michel ROCARD, Pierre BRANA, Robert CHAPUIS, Jean-Pierre COT, Daniel FRACHON, Gérard FUCHS, Gérard GRUNBERG, Jean-Pierre JOSEPH, Charles JOSSELIN, Françoise LAURANT, Marie-France LECUIR, Louis LE PENSEC, Ginette LEROUX, Alain RICHARD, Michel SAPIN, Jean-Pierre SUEUR, Marie-Claude VAYSSADE, Jean-Pierre WORMS.

Suppléants

Jean-Pierre BALDUYCK, Tony DREYFUS, Marie-Noëlle LIENEMANN, Gérard LINDEPERG, Jean-Claude PETITDEMANGE, Bernard POIGNANT.

Robert Le Foll

Depuis 1981, la France a affirmé son appartenance à l'Europe et, à travers ses départements et territoires d'outre-mer, sa présence aux côtés des pays du tiers monde et des autres continents. Pour permettre aux départements et territoires d'outre-mer de prendre leur place au nom de notre pays dans le dialogue Nord-Sud et après avoir apporté des réponses aux problèmes institutionnels, nous devons réussir leur développement économique, social et culturel.

Les socialistes se doivent de poursuivre l'œuvre historique entamée.

Donner aux élus les moyens de jouer leur rôle, former les hommes, développer les richesses locales, en un mot changer les rapports entre la métropole et les départements et territoires d'outre-mer.

Michel Debout

Je pense, que vous avez remarqué comme moi ces grands panneaux d'annonces et d'affiches du R.P.R., avec comme slogan « Vivement la France ». Je pense que vous avez remarqué comme moi la première page d'un journal de cette semaine, « L'Expansion », qui nous disait : « Demain la France. » Je pense que vous avez remarqué comme moi que le Front National, qui est toujours un peu en avance – extrême oblige – sur ses collègues de Droite, avait pour slogan « La France est de retour ». Eh bien quoi ? Cela voudrait dire que depuis quatre ans ce n'est plus la France ?

Ce n'est pas acceptable. La Droite nous disait que nous n'avions pas le monopole du cœur, eh bien nous pouvons lui dire aujourd'hui qu'elle n'a pas le monopole de notre pays !

Daniel Chambon

Quels que soient les investissements que le gouvernement a faits en faveur des jeunes dans le domaine de la formation professionnelle et de l'éducation, cet effort porte sur le long terme, et nous avons le devoir de nous interroger sur la situation des jeunes aujourd'hui ici et maintenant et proposer une politique d'avenir qui pourra intégrer les jeunes et leurs espoirs. Le désintérêt des jeunes pour la politique n'est-il pas la conséquence de la difficulté des hommes politiques eux-mêmes à parler de l'essentiel qui est pour les jeunes : quel sens donner aujourd'hui à notre vie ?

Martin Malvy

Si les uns ou les autres ont oublié, anciens ou héritiers, à nous de leur rafraîchir la mémoire (...). Le discours ne suffit pas pour changer la société. Il faut, pour la rendre plus juste, plus équitable, plus forte et plus sociale, l'effort et le combat. L'histoire nous enseigne même qu'il faut prendre parfois des chemins difficiles et imprévus, à condition de ne jamais se renier, et lequel d'entre nous, camarades, a aujourd'hui l'envie de tourner le dos à notre histoire ?

Jacques Huntzinger

Il faut se rendre compte que la France pourra de moins en moins agir seule si elle veut vraiment agir pour un nouvel internationalisme. Si nous voulons peser pour un processus de paix en Amérique centrale ou au Moyen-Orient, si l'on veut organiser des relations dynamiques avec le tiers monde, si l'on veut amorcer la réforme du système monétaire international, nous sommes contraints et conduits à l'option européenne. La France doit chercher, à partir d'une identité européenne, à faire en sorte que l'Europe occidentale joue toujours son rôle dans la reconstruction d'un ordre international (...).

On nous suggère, on nous conseille même de faire notre Bad-Godesberg, de nous dépoussiérer de nos références idéologiques.

Refaire Bad-Godesberg, allons donc ! Nous avons déjà notre Bad-Godesberg, c'était Épinay, et nous ne nous en sommes pas si mal portés (...).

La question qui se pose aujourd'hui n'est pas de refaire Bad-Godesberg, ou Épinay, ou n'importe quoi, mais d'aller de l'avant, d'adapter la tradition socialiste et social-démocrate aux réalités économiques sociales et culturelles de l'heure.

Alfred Recours

Sur le plan essentiel de l'après 1986, on nous dit que des alliances sont possibles à condition que l'on ne revienne pas sur les réformes et les acquis, sauf aménagements mineurs.

Quelques questions. Une dénationalisation à 49 % doit-elle être considérée comme éventuellement un aménagement mineur ? Deuxième question : la retraite partiellement par capitalisation doit-elle être considérée comme un aménagement mineur sur les acquis ? Troisième question : le rôle essentiel du président de la République pendant la période 1986-1988 doit-il être laissé de côté ?

Jacques Roger-Machart

Le Parti communiste a choisi non seulement de quitter le gouvernement, mais de mener campagne contre nous. Faut-il pour autant nous résigner et penser que le déclin imminent du Parti communiste nous dispense de toute stratégie unitaire et nous impose des alliances de recentrage ? Je ne le crois pas. Nous devons impérativement maintenir une stratégie de rassemblement des forces de Gauche, quelles que soient les difficultés actuelles. Nous devons lever toute ambiguïté sur notre détermination à un affrontement Gauche contre Droite, projet contre projet.

Lionel Jospin

En tant que Premier secrétaire je me réjouis de ce débat et si je voulais vous faire une confidence, je vous dirais qu'à la limite, je trouve que nos camarades du courant 2 ont un peu trop tardé. Si, en 1981 et en 1983, ils nous avaient clairement, nettement dit, et en se comptant, ce qu'ils nous disent maintenant, peut-être, au fond, aurait-ce été plus utile. Car, en effet, j'ai la faiblesse de préférer les conseils aux regrets.

A cinq mois des élections législatives et régionales, ce débat ne doit pas être un débat pour le débat. Il doit être conduit pour gagner cette bataille des élections et seulement pour cela... Or, pour gagner, il me semble qu'il faut réunir deux conditions : mobiliser les socialistes et rassembler et convaincre les Français. Mobiliser les socialistes, nous allons nous y employer en mobilisant l'ensemble des forces du Parti, le réseau formidable de ses militants, de ses élus, de ses sympathisants. Nous le ferons autour de la politique du gouvernement telle qu'elle avait été amorcée, puis conduite pendant toutes ces années par Pierre Mauroy et telle qu'elle est maintenant conduite par Laurent Fabius, le Premier ministre. Cette politique, nous allons la défendre. Cette mobilisation, nous allons la réaliser aux côtés de François Mitterrand, l'homme de la victoire de 1981 et l'homme aux côtés de qui nous combattrons en 1986, pour les objectifs de 1988.

Mais, pour que les socialistes se mobilisent, il faut que ceux-ci soient au clair sur un certain nombre de questions qui ont été soulevées dans le débat par nos militants et par nos responsables, ou questions qui sont portées vers nous de l'extérieur par la population, par les observateurs de la vie politique. Ces questions, on peut parfois les trouver justes ou injustes, honnêtes ou caricaturales mais j'y vois finalement un hommage qui nous est rendu et qui ne peut être rendu à aucune autre formation politique dans ce pays. Cette convergence des interrogations, et parfois même des critiques, atteste deux choses : d'une part la nature profondément démocratique du Parti socialiste, et d'autre part la place décisive qui est la sienne sur l'échiquier politique français.

On nous interroge et nous nous interrogeons sur ce que nous avons fait, sur ce que nous sommes, sur ce que nous voulons être, sur la façon d'y parvenir, c'est-à-dire sur notre stratégie et sur nos alliances.

Défendre notre bilan

Ce que nous avons fait d'abord depuis 1981 : ... sommes-nous d'accord pour défendre ensemble ce bilan ?

Sommes-nous d'accord pour nous identifier tous à la politique qui a été conduite depuis 1981 ? C'est cela qui est important pour les élections législatives. Et puis, il faut peut-être aussi rappeler le bilan du Parti dans cette période. Après quatre ans de responsabilités, en pleine crise, je constate que le Parti n'est pas déchiré et qu'il s'est au contraire efforcé d'accompagner la politique gouvernementale sans renoncer pour autant parfois à voir et à dire ses limites. Le Parti s'est engagé vraiment dans une mutation, qui le conduit, de parti d'opposition qu'il était, à être parti de gouvernement. Le Parti a affirmé ses valeurs, malgré les inflexions de la pratique et les a préservées. Le Parti a continué à débattre, il a préservé son potentiel militant, enfin le Parti a conservé sa force électorale, puisque aux élections cantonales dernières il réalisait le score de François Mitterrand au premier tour des élections présidentielles.

Nous connaissons le bilan du gouvernement, nous connaissons le bilan du Parti, mais deux questions ont été posées dans le débat.

La première, est-ce que nos difficultés avec l'opinion, résultent des choix faits et des mesures prises dans la période 1981 à 1983 ? Aurions-nous été trop vite ? Aurions-nous dans ces deux années fait trop, soit sur le plan de la distribution du pouvoir d'achat, soit sur le plan des réformes ? Aurions-nous eu tort de mener une politique de relance ? Sans la politique de relance qui s'est heurtée à une conjoncture mondiale défavorable, à un appareil de production insuffisamment modernisé, nous n'aurions peut-être pas pu conserver dans le monde du travail les appuis que nous avons conservés au moment où certains essayent de l'entraîner dans des actions minoritaires et sans avenir. D'autre part, quand nos camarades du courant 2 critiquent cette période de 1981 à 1983, qu'ils n'oublient pas aussi qu'outre la relance, cette période a été celle où nous avons justement fait les grandes réformes de structures de caractère socialiste.

Une deuxième question a été posée dans le débat : nos difficultés avec l'opinion résultent-elles du décalage entre notre pratique, qui aurait changé et qui serait devenue bonne, et notre discours qui lui n'aurait pas bougé, et ruinerait notre crédibilité, ou bien résultent-elles au contraire du décalage entre les attentes des gens, entre nos intentions de départ, et nos actes devant les contraintes de la réalité ? Il faut juger sur les faits, et non sur les discours, sur la réalité telle qu'elle est vécue, et non pas sur l'idée qu'on en a, sur la pratique et non pas sur la communication, car, on l'a dit, la chute partielle de nos appuis a justement coïncidé dans le temps avec le moment où nous avons dû justement pratiquer la politique de rigueur.

L'identité du P.S.

Qu'est-ce que le Parti socialiste ? Le Parti socialiste en France est l'expression politique du mouvement socialiste, il est mouvement d'idées, il est mouvement social, il est addition de pratiques individuelles, il est responsabilité de gestion assumée par les élus, et ce mouvement, je voudrais le dire à certains, il n'est pas né de l'air du temps et il ne disparaîtra pas avec le vent qui passe...

Nos valeurs, elles s'appellent liberté, justice sociale, lutte contre l'exploitation, progrès économique par la réforme, épanouissement individuel aussi par l'action collective, solidarité internationale, avec les opprimés et faut-il le rappeler là, ici, esprit de tolérance et de progrès ?

Alors, à partir de ce que nous sommes, plusieurs questions nous sont posées. Avons-nous changé et devons-nous le reconnaître ? Le Parti socialiste doit-il se rénover ? Ou encore le Parti socialiste doit-il devenir un grand parti social-démocrate ? Est-ce que nous avons changé ? Bien sûr, nous avons changé, devons-nous le reconnaître ? Mais évidemment qu'il faut le reconnaître, et qu'il faut se le crier sur les toits, si certains apparemment ne l'entendent pas !

... Cela me paraît vraiment si évident, que nous ayons changé, que je me suis demandé pourquoi certains nous demandaient si fort d'avoir à le déclarer. J'ai émis deux hypothèses. La première serait que le fond de l'affaire ne serait pas de dire que nous avons changé, mais de dire que nous nous sommes trompés, et qu'éventuellement d'autres auraient eu raison alors que nous nous trompions. Si c'était cela, la tentation, je la trouverais d'un peu d'esprit critique et je ne suggérerais pas de la retenir. Il y a une deuxième hypothèse plus sérieuse et qui pourrait laisser croire qu'il s'agirait de renoncer, en raison des difficultés rencontrées, à un certain nombre de valeurs de principe ou d'objectifs essentiels qui ont été les nôtres. Nous n'avons pas réussi à réaliser le plein emploi, est-

ce que cela doit signifier qu'il faut rayer l'objectif du plein emploi de la pensée et de la perspective socialiste ?

Nous n'avons pas encore pu changer le fond des injustices dans notre pays, devons-nous renoncer à lutter contre les injustices ? Nous n'avons pas pu modifier les rapports de forces internationaux, devons-nous renoncer aux luttes internationales et aux propositions de réformes qui sont les nôtres ? Bien sûr la réponse est non.

Deuxième question, le Parti socialiste doit-il se rénover ? Je pensais que la rénovation du socialisme avait commencé bien avant. La rénovation du socialisme en France, elle a été entreprise, à Épinay, en 1971. Elle s'est poursuivie depuis... Pour moi, la rénovation est un mouvement de recherche et de réformes continu, qui nous engage collectivement et qui n'a nul besoin de spécialistes.

Rénovation, si c'est pour dire que nous sommes un parti figé, un parti archaïque, je dis non, mais s'il s'agit de dire : renouvellement pour nous adapter aux mouvements de la société, alors, je dis oui. Renouveler la pensée du socialisme, c'est tenir compte des nouvelles découvertes scientifiques, les intégrer à notre vision du monde et les mettre au service de l'épanouissement individuel.

Renouveler, c'est prendre en compte l'évolution du salariat, c'est réfléchir sur de nouvelles méthodes de production, c'est intégrer la renaissance du chômage massif et chronique, c'est intégrer la montée et le désarroi du Tiers Monde, c'est faire leur place aux valeurs féminines, c'est comprendre les nouvelles formes de militantisme dans la jeunesse contre le racisme, l'intolérance, la xénophobie.

Je ne crois pas, qu'il doive y avoir, dans le Parti, un courant de la rénovation et un courant de la conservation. En effet, s'il y a un courant de la rénovation, comment se fait-il que, sur les propositions pratiques, concrètes, faites aux Français, je ne constate pas, entre les deux textes de motions, de différence ? Quelle est cette rénovation qui ne trouverait pas sa place dans la pratique politique et sociale ?

L'avenir du P.S.

Le Parti socialiste doit-il devenir un parti social-démocrate ? A cette question, je réponds : si être social-démocrate c'est se distinguer du mouvement communiste, c'est fait. Si c'est croire au socialisme et à la démocratie, nous le sommes. Si c'est renoncer aux réformes de structures et à un secteur nationalisé fort, ne franchissons pas le pas ! Si c'est se lier de façon organique à un mouvement syndical uni, c'est impossible en France à échéance prévisible. Si c'est renoncer au marxisme, cela peut concerner chacun d'entre nous, mais pas le Parti dans son ensemble puisqu'il ne se réfère pas à cette doctrine. Si c'est accroître nos liens avec le salariat et avoir plus d'ouvriers dans nos rangs, ce mouvement est engagé mais il reste beaucoup de chemin à faire. Je ne sais pas si nous devons renoncer à être un parti de classe, mais un parti lié au salariat, oui, cela, je pense que c'est l'enracinement indispensable du socialisme ! Enfin, si être social-démocrate c'est vouloir bâtir en France un très grand parti de gauche, d'inspiration socialiste, capable – si le Parti communiste et sa direction ne renoncent pas à l'isolement, au repliement – d'offrir seul, ou presque, la possibilité de sa candidature au pouvoir, d'une alternative sinon au règne du conservatisme, alors oui, la tâche devant nous est là, immense, et je la fais mienne !

Dans cette affaire de rénovation, de changement ou d'évolution vers la social-démocratie, il faut refuser les querelles de mots, ce n'est pas en changeant l'oriflamme qu'on gagne une bataille ! Quand on aborde ces questions, on cède en effet souvent à des effets de mode et je voudrais dire que les difficultés de la pratique n'ont pas toutes à déboucher automatiquement, sur des révisions théoriques ou bien sur des changements dans nos valeurs. Le libéralisme, vous croyez que cela marche chez Mme Thatcher ? Et pourtant, la Droite, elle, ne renonce pas à se dire « libéraliste » !

Autre point sur lequel je voudrais m'exprimer et qui est nécessaire pour mobiliser les socialistes : ce que nous voulons être, ce que nous voulons devenir. Le pays et la Gauche ont besoin d'une grande force progressiste de caractère socialiste, le paysage politique n'est plus ce qu'il était.

Nous sommes face à un déclin irrémédiable du Parti communiste, et si le Parti socialiste ne se saisit pas de cette occasion historique, ne propose pas au monde du travail, à la population française, ses propres solutions, une alternative crédible aux propositions conservatrices, alors c'est un pas en arrière formidable que nous accomplirons. Notre tâche, elle est claire pour les dix ans à venir : d'Épinay, en 1971, à mai 1981, autour de François Mitterrand, grâce à François Mitterrand, nous avons su rassembler les socialistes, pour dégager avec eux une voie réaliste, fondée sur des principes, sur des valeurs, qui nous ont conduits effectivement au pouvoir. Nous sommes maintenant devant la deuxième étape, d'aujourd'hui à cette fin de siècle. Il est temps de rassembler toute la Gauche autour des socialistes.

Faut-il, pour cela, moderniser nos théories ? J'y suis prêt. Je suis prêt à revoir notre déclaration de principe, dont je conviens volontiers, avec Michel Rocard, qu'elle a besoin d'une bonne toilette... Mais à condition de comprendre qu'il s'agit bien de moderniser le socialisme et qu'on n'abordera pas la fin de ce siècle, on ne rassemblera pas la Gauche autour de nous, on n'entraînera pas le pays vers nos solutions avec pour seul viatique le bagage théorique d'un petit parti de centre-gauche ! Bâtir un grand Parti social-démocrate, pourquoi pas, mais déboucher sur un petit parti de centre-gauche, alors cela, non !

Ce serait, écrire l'histoire à l'envers, et je sais que cette histoire, ni les uns ni les autres nous ne voulons l'écrire.

Faut-il changer, pour créer ce grand parti, notre fonctionnement et notre organisation ? Là aussi, j'y suis prêt.

C'est pourquoi nous devrons, dans les mois qui viennent, faire des propositions de changement à l'ensemble du parti.

Nous devrons aussi, dans cette période qui vient, avoir tous le sens du Parti. Nous avons et nous aurons besoin d'un parti puissant.

... Je connais la personnalisation des médias, je mesure, je comprends, je me félicite des aspirations présidentielles, mais, si la collectivité n'est pas forte, exigeante, sûre de son identité collective, alors les parcours individuels risqueraient de déchirer le Parti. Si la collectivité est forte, elle balisera et, en même temps, elle magnifiera les trajectoires individuelles, quelles qu'elles soient.

Quelle stratégie pour 1986 ?

Quelle est, à court terme, face aux échéances, sur les problèmes difficiles de la stratégie et des alliances, la façon d'avancer ?

Quel doit être le point de départ et notre préoccupation constante de socialistes ? Nous battre pour gagner les élections et constituer une majorité de gauche ; c'est pourquoi signataires de la motion n° 1, nous n'avions pas souhaité insister à l'excès sur d'autres hypothèses que celle de notre victoire parce qu'il nous apparaissait peu opportun, justement, de dégager les hypothèses de notre non-victoire.

Réfléchissons donc aux situations possibles :

Si nous ne parvenons pas à constituer une majorité, devons-nous chercher à rester au pouvoir en nous alliant avec d'autres

forces situées à gauche ? La réponse à cette question ne peut résider seule dans la rédaction d'une plate-forme minimum pour cette échéance. Notre plate-forme politique pour 1986, c'est la Convention de novembre qui va l'élaborer, en contact bien sûr avec le gouvernement. A quoi servirait ce travail engagé déjà dans un groupe de travail et dont le Parti va discuter, si ce travail était déjà fait, comme on nous le propose dans la motion n° 2 ? Et surtout, qu'est-ce que ce serait que cette rénovation qui déboucherait sur le fait de réinventer le programme maximum pour la Convention de novembre et le programme minimum pour les contrats politiques futurs de mars 1986 ? Je ne crois pas non plus, qu'on trouve la solution dans un contrat de législature. Tout contrat politique découlera des orientations que nous fixerons au cours de la Convention, et ce contrat lui-même, pour sa mise en application, dépendra du rapport de forces, car on ne fait jamais passer sa politique, même si l'on signe des contrats, si l'on n'a pas le rapport de forces pour le faire passer dans la vie.

Nous visons à rassembler une majorité de gauche, et de celle-ci les communistes n'ont pas à être a priori exclus, quelle que soit l'attitude actuelle de leur direction... Oui, les communistes auront bien à choisir en 1986, et nous ne les dédouanerons pas de cette responsabilité, entre la Gauche ou le recours de la Droite. Si le score réalisé aux élections ne nous mettait pas en position d'entraîner, de créer une dynamique de gauche dans un gouvernement dirigé par les socialistes, nous serions dans l'opposition. Nous ne ferions pas d'alliance à droite, nous ne servirions pas de force d'appoint à la Droite, en tout cas pas avec moi comme Premier secrétaire !

Si notre score est tel que, le poids de la fonction présidentielle exercée par François Mitterrand aidant, nous pouvons créer une dynamique autour de nous, les socialistes restant en position prédominante dans le gouvernement, et si l'impact politique de cette situation libère du bloc conservateur des éléments qui, en rupture avec la Droite et ses partis constitués, viennent vers nous et nos solutions politiques, alors cette perspective pourra être examinée positivement le moment venu par les instances compétentes du Parti.

Pas d'alliance avec la Droite, pas non plus de veto de la direction communiste qui ferait passer la Droite, alors qu'une majorité est possible pour une majorité de gauche, mais une dynamique de rassemblement autour du Parti socialiste à partir de ses propositions. Voilà ce qui doit nous guider et voilà ce qu'il faut clarifier pour réaliser la synthèse.

Convaincre les Français

Si ces points là sont clarifiés, la synthèse, le rassemblement de tous doit se faire dans ce congrès de Toulouse.

L'autre objet de ce débat du congrès c'est de convaincre les Français. Voilà la tâche qui est devant nous.

... Pour casser le sentiment encore dominant d'un retour inéluctable de la Droite, c'est à gauche qu'il faut recréer une dynamique, d'abord chez les nôtres et ensuite chez tous ceux qui peuvent se rassembler avec nous. Nous savons bien que le Parti, ses dirigeants, ses élus, ses militants, ne pourront à eux seuls entraîner et convaincre. L'action du gouvernement, et d'abord du Premier ministre dans cette campagne politique des législatives, est indispensable. Et puis n'oubliez pas ce point d'appui décisif que peuvent représenter pour 1986 la fermeté, la sérénité et aussi l'attachement maintenu aux convictions qui sont ceux de François Mitterrand, président de la République, même s'il ne s'engage pas dans cette bataille de façon partisane.

Le Parti prendra toute sa place dans la bataille, il y jettera toutes ses forces ; pour cela, nous devons d'abord défendre bec et ongles le bilan de la politique gouvernementale.

... Je sais qu'on peut discuter telle ou telle mesure mais sur la réalité des contraintes qui pèsent sur nous, sur les choix globaux de politique économique, je ne crois pas honnêtement que les divergences entre nous soient décisives.

Ce bilan, il est le nôtre et nul ne peut s'en détacher. Si nous ne le mettons pas en valeur dans la campagne qui vient, qui va le défendre ? La Droite ? Le Parti communiste ?

Pour que les Français se reconnaissent dans notre action, il faut que chacun d'entre nous, et notamment les plus illustres, se reconnaissent en elle, s'identifient à elle.

... Le deuxième élément qu'il faudra mettre en lumière, c'est que le retour de la Droite serait le grand bond en arrière.

... Et je le dis à Michel Rocard, ce qui sépare la Gauche de la Droite n'est pas, comme il l'a dit, pour l'essentiel de l'ordre de l'irrationnel, la différence, elle est de l'ordre du rationnel, elle est même, comme dirait Engels, de l'ordre du réel.

... En France, jamais la coupure entre la Gauche et la Droite du fait de la Droite n'a été aussi marquée.

... Le programme de la Droite serait une formidable régression pour les Français et le signe du déclin pour le pays. Il est donc de notre responsabilité de mettre en garde le pays contre le tournant de 1986 et l'intention qu'ont certains, cinquante ans après, d'opérer un 1936 à l'envers.

Ce que Mme Thatcher est en train de faire en Grande Bretagne, un pays en déclin, un pays de pauvreté, un pays de violences sociales, nos idéologues de la Droite le feraient volontiers pour la France !

Camarades, si l'on ne combat pas quelqu'un qui vous combat, alors, on perd, et notre objectif, c'est de gagner.

Nous aurons à faire aussi des propositions aux Français dans la convention de novembre, avec le gouvernement, et j'ai constaté d'ailleurs avec plaisir, à quelques réalités près, comme la protection sociale, que lorsqu'il s'agit ensemble d'aborder les problèmes des gens et de donner enfin les réponses, ce sont les mêmes réponses que nous apportons.

... Je connais les contraintes qui sont celles du gouvernement mais je pense qu'il est important de montrer aux Français que les efforts qu'ils consentent ne sont pas faits pour rien, que des marges sont en train de se reconstituer, que nous redonnons du muscle à l'économie française, qu'un dynamisme nouveau peut se mettre en marche et que des progrès sociaux sont encore possibles ; le socialisme ne peut être seulement une gestion, il est aussi une transformation.

Nous rassembler

Je voudrais maintenant en venir au dernier impératif de ce congrès, pour convaincre les Français, et qui est de nous rassembler.

Je n'ai pas prononcé un mot qui interdise la synthèse. Pour la réaliser, il faut la vouloir et pour ce qui me concerne, je la veux. Pour la réaliser, il faut que la minorité tienne compte du vote des militants qui à plus de 71 % se sont prononcés pour les orientations préconisées par la motion n° 1.

... Un compromis est souhaitable, mais il doit tenir compte de la réalité des votes et se faire notamment pour ce qui concerne la question des alliances où j'ai essayé de clarifier les choses, sur une orientation claire.

Je voudrais terminer mon intervention par trois souhaits qui concernent ce congrès :

Le premier est que je voudrais un débat clair, sans timidité, sans arrière-pensées, centré sur quelques questions principales, et écouté et vécu par un congrès attentif.

Deuxième souhait : je voudrais que nous pensions ici, dans nos interventions, et à la Commission des résolutions, à ce que nous travaillons pour les Français, pour leurs aspirations, pour leurs incompréhensions, en comprenant leurs rejets ou leurs insatisfactions, en prenant en compte leurs espoirs et leurs aspirations. Enfin, je voudrais que ce congrès puisse se clore sur un parti rassemblé.

L'opinion – et je ne vois pas que nous n'ayons pas l'obligation de la comprendre – a le souci de voir le sens de ses efforts.

La vérité, ce n'est pas uniquement le contraire du mensonge. C'est plus que cela. Cela consiste à dire les choses même difficiles – cela fait partie de notre débat – et à les dire même en période électorale, et même sous une certaine menace d'impopularité, avec le pari que la clarté et la vérité « payent » toujours à terme. C'est d'ailleurs, à terme, je crois, plus digne et plus intelligent, car n'oubliez jamais – c'est aussi une vérité politique – que la déception est toujours plus tenace qu'un mécontentement explicité.

C'est au nom de ce souci de clarté et de vérité que la recherche de la synthèse parmi nous peut se faire, et je pense – si j'essaie de me rappeler les points principaux de l'allocution, à l'instant, de Lionel – que nous avons aussi fait du chemin.

André Laignel

Important Congrès certes, parfois curieux Congrès où l'extérieur pèse de tout son poids. La presse a désigné les vainqueurs. Nous sommes démocratiquement majoritaires et pourtant nous aurions politiquement tort.

Les sondages ont choisi les thèmes qui devraient être les nôtres, exclu ceux qui nous nuisent. Ce ne sont qu'articles d'observateurs, de savants politologues, pour nous expliquer ce qu'il nous faut faire. La cohorte des bons apôtres, comme autant de fées, se penche sur le berceau socialiste et délivre diagnostic et ordonnance pour redonner force et vigueur au rejeton socialiste. Il souffrirait de momification.

Dans ce cas, une seule thérapeutique : faire sauter les bandelettes, les arracher une à une, rejeter les nationalisations. Mise en cause, la protection sociale. Abolie, la lutte des classes. Enterrée, la laïcité. Suspecté, l'État. Bref, le mot même de socialisme serait vide de sens et devrait être abandonné, apportant le seul signe tangible de la miraculeuse guérison.

Oui, c'est vrai, le socialisme est une grande tradition historique, mais aurait-il pour cela cessé d'être moderne ? Qui, parmi nous, doute que les besoins de l'an 2000 soient différents de ceux du début de ce siècle ?

C'est justement parce qu'il s'appuie sur une analyse historique que le socialisme reste la doctrine la plus apte à répondre aux aspirations des Français, dans les années à venir, la seule qui cherche à instaurer plus de démocratie dans le secteur politique, bien sûr, et c'est ce qui fait son originalité, également dans les domaines économiques et sociaux.

Cela a un contenu précis. Cela signifie plus de liberté, de responsabilité, de justice et de savoir, pour chacun et pour tous. Cela signifie une véritable planification face au jeu souvent anarchique du marché, la maîtrise ou le contrôle par la nation des grands moyens de production et d'échange. Cela signifie une juste répartition des fruits du travail, une solidarité nationale sans faille, la mise en cause des privilèges abusifs. Cela veut dire aussi un soutien sans défaillance aux forces créatrices de la science et de l'art, la préservation des équilibres de la nature qui constituent le plus réel de nos biens collectifs. Enfin, la préférence donnée au dialogue, en toutes circonstances, chez nous et au-dehors.

Pouvons-nous nous mettre collectivement d'accord sur cette approche du socialisme réaffirmée ? Je le pense, je veux avec vous le croire. Le fait que le stade actuel de la société française nous conduise à une société d'économie mixte, n'est pas contradictoire avec le socialisme. C'est simplement le constat du niveau d'évolution que connaît notre pays, à un moment déterminé, en aucun cas une remise en cause des buts à atteindre.

La rupture avec le capitalisme n'est plus à l'ordre du jour, nous dit-on. Certes, si l'on entend par là le grand soir, précédant un merveilleux petit matin. Mais qui peut douter que si les partis conservateurs l'emportaient en mars, ils commenceraient par détruire toute structure pouvant gêner le bon capitalisme redevenu, parce qu'ils en sont les mandataires, maître du jeu.

Dans cette logique, ils commenceraient sans doute par dénationaliser le crédit, parce que c'est bien une amorce de rupture que d'avoir nationalisé les banques et les grands pôles industriels.

Oui, n'en déplaise à certains, la propriété reste bien l'un des leviers essentiels du pouvoir.

Didier Motchane

Je pense qu'on ne sépare pas la politique et les moyens de cette politique, qu'on ne sépare pas un projet de société, l'organisation de la société, et les moyens qu'il faut prendre pour ce faire.

Je pense, que si la Gauche – et le Parti socialiste, avant tout - ne s'identifie pas à un dessein, à une route, à un projet, elle commence à devenir opaque pour les Français. Je pense, en bref, que si nous avons commis des erreurs, c'est peut-être du côté d'un trop grand « pragmatisme », entre guillemets, plus que de l'autre.

Je crois que nous avons raison de mettre à plat ces différences et que ce ne serait ni notre honneur, ni le bon sens, que de nous les dissimuler.

Après tout, un certain nombre, un grand nombre d'entre nous ont déjà fait l'expérience de ces circonstances où, loin de taire ce que l'on pense, on développe le plus loin possible ses critiques et ses propositions. Après tout, les camarades qui sont ici savent que cela a été le cas d'un certain nombre – le mien – à propos de tel ou tel aspect de la politique économique de notre Gouvernement, je pense notamment au tournant du printemps 1983. Ces camarades, savent que, sur l'essentiel, nous n'avons pas changé de sentiment. Ces camarades savent que, sur l'essentiel, nous pensons toujours que l'avenir du Parti rapprochera sa politique de ce que nous proposions alors. Ces camarades savent aussi que si tel ou tel d'entre nous paraît s'exposer à faire, sans le vouloir assurément, trop facilement le jeu d'une certaine idéologie qui n'est pas la nôtre, c'est peut-être qu'il est arrivé à des représentants de la Gauche, à des représentants du Parti, à tel ou tel membre du gouvernement lui-même de donner un exemple dont je ne pense pas qu'il ait toujours été le meilleur possible.

Et pourtant, sur un texte, il est vrai, qui pour l'essentiel nous donnait satisfaction, je pense, aux uns et aux autres, cela ne nous a pas empêchés de faire l'accord, il y a deux ans.

Michel Rocard

Je voudrais vous dire que l'enjeu de ce Congrès s'insère dans des enjeux beaucoup plus amples.

Il y va, en effet, de l'avenir de la France que de savoir quel poids le Parti et, autour de lui, le mouvement socialiste prennent en France, mais il y va de l'Europe, de savoir comment la France, le plus puissant des moteurs de la construction européenne, s'engage ; et, dans un monde en situation aussi difficile que le nôtre aujourd'hui, beaucoup dépend de l'Europe elle-même, c'est-à-dire finalement des orientations que nous contribuons à définir aujourd'hui.

Dans le doute où sont beaucoup de nos concitoyens, devant notamment la longueur de cette crise internationale, leur première quête et leur premier souci sans doute, c'est une recherche d'espoir. Les duretés de la crise ne doivent pas conduire à une gestion résignée des difficultés ; il ne s'agit pas seulement d'espoir, il s'agit d'appliquer à cet espoir une volonté et c'est un véritable combat.

Espoir, volonté, combat, c'est tout cela qui est en jeu dans le destin de la France et dans la capacité que nous aurons, en tant que socialistes, à y contribuer.

Cette réaffirmation, cette recherche, cette obligation constante de notre identité, je voudrais en explorer trois conditions.

La première, c'est que je ne pense pas que cela fera difficulté entre nous, qu'il faut en finir résolument et définitivement avec l'idée qu'il puisse y avoir un discours socialiste dans l'opposition et un discours socialiste au gouvernement.

Deuxième condition : que nos valeurs et la traduction rationnelle que nous en donnons, nous sachions les traduire en termes de compromis.

Si la Gauche prétend – et cela est bien dans la motion majoritaire, dans la motion n° 1, c'est au cœur de sa démarche – prendre en charge les intérêts, les soucis, les attentes de la totalité du pays et qu'elle voit les avancées, les progrès qu'elle peut faire à travers des compromis successifs, si nous combattons la Droite sans pour autant nous considérer comme en guerre civile, alors nous savons que nous avancerons d'étape en étape et que la ligne n'est pas celle de la rupture avec le capitalisme.

Troisième condition : incorporer dans notre discours de parti, dans notre pratique de parti, le fait qu'on ne gouverne qu'avec rigueur, clarté, vérité, mais que ces vertus ne se suffisent pas à elles-mêmes.

Louis Mermaz

Pour conquérir et reconquérir l'opinion il va nous falloir convaincre.

Notre travail va consister à rendre évidente aux Français cette alternative : soit poursuivre l'effort de redressement, de modernisation et de justice avec les socialistes, soit revenir en arrière avec la Droite.

C'est la Gauche qui a relevé les défis du temps présent. Nous sommes restés fidèles à notre volonté de transformation continue de la société, volonté qui est notre raison d'être.

Il nous faut réveiller l'espérance en offrant aux nôtres et à tous les Français des perspectives d'avenir pour une France qui est aujourd'hui plus proche de l'an 2000 que de 1968.

Il nous faut la croissance la plus forte possible parce que l'on sait qu'à la croissance molle correspondrait une société dure, ce que nous ne voulons pas.

La Droite est divisée. Les socialistes, unis, doivent être ceux qui veulent l'union de toutes les forces de gauche et par-delà la Gauche, être les principaux acteurs du rassemblement de toutes les forces de progrès.

Le P.S. se doit de remplir au maximum tout l'espace politique de gauche.

Unir, rassembler, ouvrir des perspectives claires, il n'y a pas d'autres démarches pour gagner en 1986.

Si les socialistes n'avaient pas assez de sièges ni d'alliés pour gouverner, à partir de leur programme et dans le respect de leurs valeurs, ils seraient dans l'opposition, toujours avec et aux côtés du président de la République, mais dans l'opposition à l'Assemblée nationale.

Mais cela n'est pas notre hypothèse de travail.

Nous sommes décidés, au contraire, à nous battre pour être en situation de gouverner et nous savons que beaucoup dépendra de l'ardeur de notre campagne et dès maintenant, de la tonalité des résultats et des conclusions du congrès de Toulouse.

L'objectif est de demeurer la première force politique du pays, la force d'entraînement avec et autour de laquelle tout s'organisera.

Un congrès d'unité et de clarté serait la meilleure contribution que nous pourrions dès maintenant apporter à notre victoire.

Françoise Gaspard

La Droite ne fait pas de détails. Écoutez son programme : dénationaliser, déréglementer, détruire, bien sûr, en tout cas tenter de détruire ce qui a été construit, les droits conquis, les espaces de liberté construits, la culture respectée, la mémoire rétablie, et l'un des actes qui a pu paraître, à certains, mineurs, de ces 4 ans, qui a été le rétablissement de l'enseignement de l'histoire à l'école, est plus que symbolique, puisqu'il s'agit de faire ce que la Droite avait décidé de refuser : donner une mémoire et une histoire à un peuple.

Nous moderniser, oui bien sûr. Mais être modernes, aujourd'hui, c'est sans doute plus que jamais être fidèles à notre histoire. C'est chasser l'irrationnel et ne pas confondre irrationnel et utopie. Oui, nous devons être des utopistes, comme l'ont été ces travailleurs du début du capitalisme qui se sont rassemblés pour vaincre l'exploitation. Nous devons être fidèles, nous devons aussi avoir du courage pour rendre à la France un espoir et d'abord par l'image que nous donnons de nous mêmes, image d'un parti rassemblé et capable de parler à la société d'elle-même pour la transformer, pour transformer, ici, maintenant et demain, les rapports entre les individus dans une société plus juste et plus solidaire.

Pierre Beregovoy

Le ralentissement de l'inflation : c'est nous.

M. Barre nous avait légué 13,6 % d'inflation, et nous devrions être en-dessous de 5 % à la fin de l'année.

M. Barre et M. Chirac, tentent de se disculper en invoquant les deux chocs pétroliers. Ils oublient que le cours du dollar était à l'époque autour de 4 F. Il était au début de cette année à 10,50 F et vaut encore aujourd'hui 8 F soit le double d'il y a 5 ans.

Le rééquilibre de la balance des paiements : c'est nous.

En 1980, M. Barre ne s'en vante guère, la balance commerciale accusait un déficit de 62 milliards, et la balance des paiements, de 17 milliards. Fin 1985, le déficit commercial devrait être de l'ordre de 15 milliards et la balance des paiements, après avoir frôlé l'équilibre en 1984, sera excédentaire cette année.

La reprise de l'investissement industriel : c'est nous. Il augmente de 18 % en deux ans ; il avait baissé de 10 % entre 1973 et 1981, baisse qui s'est poursuivie jusqu'en 1983, temps nécessaire à ce que l'amélioration des marges et le désendettement des entreprises portent leurs fruits.

L'allégement de l'impôt sur le revenu et des prélèvements obligatoires : c'est nous. Nos prédécesseurs ont alourdi insidieusement l'impôt sur le revenu en sous-indexant le barème. Nous l'avons strictement indexé et l'impôt sur le revenu a été réduit de 8 % en deux ans. Le taux des prélèvements obligatoires a été réduit de 0,8 point cette année ; entre 1974 et 1981, il augmentait chaque année de 1 point.

L'amélioration du pouvoir d'achat des Français depuis 1981 : c'est nous. Alors qu'en R.F.A., aux Pays Bas et en Belgique, il a baissé de 1981 à 1984, augmenté de moins de 2 % en Grande-Bretagne et en Italie, il s'est accru de 4,2 % en France. En 1985, l'augmentation du revenu disponible des Français devrait être de 1,1 %, compensant presque, en une seule année, le recul des années 1983-1984.

La protection de l'épargne populaire : c'est aussi nous. En 1975, avec M. Chirac, les titulaires du livret A perdaient 8 %, en 1980, avec M. Barre 6 %. En 1985, ils gagneront plus de 1 % comme en 1984 ; et même un peu plus pour les titulaires du livret rose.

Enfin, la baisse des taux d'intérêts, c'est nous. Avec M. Barre, le taux du marché monétaire est passé de 8,3 à 12,25. Il est aujourd'hui inférieur à 10 %.

Gérard Collomb

Nous nous demandons si le changement auquel on nous convie, plutôt qu'une adaptation du socialisme à la réalité, n'est pas la tentation d'abandonner toute référence au socialisme, pour épouser le plus platement possible, les réalités d'aujourd'hui (...).

Même chose en ce qui concerne le rôle de l'État dans notre pays. Ne nous y trompons pas, si la critique de ce qui s'est passé dans la société soviétique a amené à juste titre le mouvement socialiste à condamner le développement d'un État bureaucratique qui se transformerait en un nouveau « Moloch » nous ne pouvons accepter que l'État soit systématiquement dénigré, rabaissé, voire ridiculisé.

Georges Sarre

... La social-démocratie n'est pas à l'ordre du jour et, le danger qui nous guette, ce n'est pas un programme de Bad-Godesberg, c'est le renoncement à un projet ; ce n'est pas la Social-démocratie, c'est l'excès de pragmatisme.

... Il n'y a pas de grand parti sans grand projet. Finalement, ce qui fait la différence entre nous et un parti démocrate à l'américaine, c'est le lien entre notre parti et notre projet.

... La direction du Parti communiste français, depuis 1977, a multiplié les faux pas, les revirements. La langue de bois et le mensonge institués en système de direction éloignent des communistes, la jeunesse et les salariés. La C.G.T. elle-même est en danger. J'invite donc les socialistes à résister, à ne pas baisser les bras et, au-delà des socialistes, les sympathisants de la C.G.T., à réagir contre la ligne imposée à Krasucki.

... Nous voulons un Parti républicain, socialiste, et nous devons placer au-dessus de tout le sens de l'intérêt général. La République, c'est d'abord ce qu'on met en commun et, pour cela, il faut un parti qui assume ses valeurs : la liberté contre le pseudo-libéralisme, l'égalité contre les injustices, la fraternité contre le racisme, mais aussi la laïcité, le goût de la connaissance, la force de la raison. Rassembler, nous le pouvons autour de quelques idées-forces : la croissance, l'indépendance, la démocratie.

... Cette ambition ne la sacrifions pas à des alliances de fortune que pourraient dicter de mauvais résultats en 1986, des alliances sans garanties qui nous feraient perdre notre raison d'être.

Louis Le Pensec

Ce n'est pas démobiliser que d'expliquer aux Français en quoi et pour quoi nous avons infléchi notre politique. Quand il n'y a pas d'autre solution que d'appeler à l'effort, la vérité est mobilisatrice. Cette rencontre des socialistes avec la réalité ne doit pas nous faire oublier nos valeurs. Combattant hier les excès d'un socialisme verbal, nous avons l'impression qu'un certain nombre de nos camarades, découvrant sur le tard les notions d'entreprise, de concurrence, de compétitivité, sont passés, dans leur discours économique, d'un excès de socialisme aux excès du libéralisme.

(...) La redistribution des moyens et la redistribution des chances doivent demeurer l'axe d'une politique de modernisation de gauche, et faire percevoir la différence entre une modernisation de gauche et une modernisation de droite est une priorité si l'on veut résister aux assauts idéologiques de la Droite.

(...) La différence entre une modernisation de droite et une modernisation de gauche tient à la volonté de réparer le coût social très lourd des mutations industrielles qui, dans le passé, se sont faites à un prix effroyable.

Construire une politique de modernisation en limitant son coût social est bien un défi que les socialistes doivent relever.

Laurent Fabius

L'histoire comporte des leçons. L'une est que rien n'est jamais acquis, ni l'échec, ni le succès. Une autre est qu'une campagne puissante multiplie considérablement nos chances. Nous sommes depuis 4 ans au pouvoir et dans une époque rude : nos problèmes sont de trois ordres. Les uns sont liés à la phase historique que traverse la France. La modernisation indispensable, c'est à notre époque de l'accomplir. Une seconde série de difficultés tient au débat politique français. La Droite se laisse porter et engrange les mécontentements. La Gauche est moins jugée sur ses réalisations que sur l'espérance mise en elle. Et puis, il y a des interrogations qui tiennent à nous-mêmes. Quelles actions pour les deux ans qui viennent ? Quelle unité des socialistes ? A plus long terme, quel projet pour la France ?

L'avenir de notre pays dépend des réponses que nous apporterons à cinq questions majeures qui dessinent un projet de société. La première est bien entendu celle de **l'emploi.** Toute solution durable devra conjuguer la croissance et l'aménagement du travail. Notre approche à la fois économique et sociale des mutations offre une issue, à condition que nous puissions mettre en œuvre le triple effort déjà décidé pour les trois à cinq ans qui viennent, en matière de formation, d'investissement et de recherche.

La seconde question est celle de **l'Europe :** l'indépendance de la France par l'Europe est aussi un choix de société. Deux autres questions essentielles domineront les années qui viennent : le **désarmement** et le **développement.** En augmentant notre aide aux pays pauvres, en plaidant pour un nouveau système monétaire international, nous sommes fidèles à notre conviction socialiste de paix et d'équité. Nous souhaitons que soit réduit le surarmement, nous voulons un équilibre au plus bas niveau possible.

Sur la cinquième question majeure, celle de la **démocratie** et des **libertés,** la France a progressé. Mais, la prochaine législature devra aller plus loin : faciliter l'action des salariés dans les entreprises, faire descendre la décentralisation au niveau des citoyens, mieux prendre en compte le caractère multiculturel de notre société, inventer de nouvelles formes de démocratie face à ces gigantesques pouvoirs que sont devenues l'Administration, la science et les médias. Cet enjeu là est décisif, puisqu'il s'agit d'éviter la manipulation du citoyen. Notre réponse de socialistes passe par l'amélioration massive de l'éducation et de la formation : notre objectif est de faire parvenir d'ici 15 ans, 80 % d'une classe d'âge au niveau du baccalauréat au lieu de 37 % aujourd'hui. Parce que nous sommes passionnés par l'égalité des chances, nous ferons de la prochaine législature une législature de la formation.

Les solutions à ces cinq questions majeures, les progrès apportés sur ces cinq enjeux de société dépendront largement d'une autre interrogation, beaucoup plus rapprochée celle-ci : après les élections, quel gouvernement ?

Si nous emportons les élections, le **Gouvernement** sera voisin du nôtre, élargi le cas échéant à tel allié qui acceptera de gouverner en accord avec nos positions et nos valeurs. Si c'est l'opposition qui l'emporte, alors il y aura un problème évident de gouvernement. Car admettons, comme on nous y presse, que la majorité se compose de l'U.D.F. et du R.P.R. : une partie importante de leurs députés refuseront, nous disent-ils, de respecter la durée du mandat présidentiel. Il y aura donc difficulté institutionnelle, voire crise institutionnelle avec Barre qui veut chasser le Président de la République, Chirac qui veut chasser les sorcières, et chacun d'eux qui veut chasser l'autre. Et s'ils s'adjoignent l'extrême droite, ce qu'ils n'ont pas très clairement démenti, alors se posera un problème tout aussi grave. Et en aucun cas, chers camarades, nous ne serons la force d'appoint de la droite pour constituer un gouvernement.

Qu'attendez-vous du Gouvernement et qu'est-ce que le Premier ministre attend de vous ? Vous attendez de nous, très logiquement, que nous obtenions pour notre pays de bons résultats. Ce sera le cas dans plusieurs domaines. Vous pouvez attendre aussi du gouvernement qu'il explique sa politique. Dans les mois qui viennent, le Premier ministre et les ministres déploieront un effort systématique d'explication.

J'attends de vous l'unité. Jaurès, Blum, Mitterrand, le socialisme a toujours progressé par dépassement et par synthèse, beaucoup plus que par rupture et par renoncement. C'est ce même mouvement de synthèse que le socialisme moderne doit aujourd'hui opérer, entre nos principes d'action et les contraintes du réel.

J'attends de vous aussi une formidable énergie. Les efforts que nous avez déployés pour préparer ce Congrès, je souhaite que vous les tourniez maintenant vers l'extérieur, pour faire prévaloir l'approche commune des socialistes, nos propositions pour le pays.

Qu'attendent de nous les Français ? Ils attendent de nous qu'après avoir débattu, nous fassions bloc les uns avec les autres et bloc avec le Gouvernement. Ils attendent de nous lucidité, tonus et confiance.

Désormais, il n'y aura pas d'alternance en France, il n'y aura pas de modernisation en profondeur de l'économie et de la société française sans un Parti socialiste puissant. Pour assumer le pouvoir et réaliser les transformations nécessaires, nous devrons avoir à l'esprit, avec leurs différences évidentes, nos amis suédois, allemands, autrichiens qui ont pu disposer de la durée pour faire passer leurs convictions en actes.

Cela suppose de réfléchir sur l'évolution du mouvement syndical, de comprendre qu'on produira demain d'une nouvelle façon, de méditer le succès actuel de certaines associations humanitaires. Cela exige que notre Parti, dans ses discours et sa pratique, puisse prendre en compte à la fois l'aspiration des entrepreneurs de pointe et celle des immigrés de la seconde génération, qu'il parle autant pour ceux qui gagnent que pour ceux qui subissent. Notre organisation, nos valeurs doivent le permettre, celles d'un socialisme moderne, d'un socialisme du possible, qui soit création, initiative, partage, égalité des chances, sens du futur, volonté de transformer la société chez nous et dans le monde vers plus de justice et d'efficacité. C'est là, la responsabilité historique du Parti socialiste face à la France.

La France, c'est elle que je voudrais avec fierté évoquer pour terminer. Pendant longtemps, pour beaucoup de gens, la gauche s'occupait des Français, et la droite, s'occupait de la France. Une telle division était simpliste, injuste, mais certains, par esprit de revanche, voudraient à nouveau la faire revivre. Et bien non, je ne suis pas d'accord. Nous ne sommes pas sous l'occupation. La France aujourd'hui est un magnifique pays, qui se bat pour ses idées et pour nous tous, la France aujourd'hui se bat pour la modernisation, elle se bat aujourd'hui pour sa culture et pour sa langue, elle se bat aujourd'hui pour une société ouverte et non sectaire ; et aujourd'hui sur de nombreux terrains elle a la fierté de gagner.

L'enjeu des prochaines échéances, ce sera aussi cela : l'esprit de continuité contre l'esprit de revanche, l'esprit de rassemblement contre l'esprit d'exclusion. Une nouvelle génération est au pouvoir. Je vous promets d'être offensif. Le résultat dépend maintenant de nous tous.

Claude Saunier

Oui, nous avons pour l'essentiel, tenu nos engagements. Oui, nous avons jeté les bases du changement. Oui,nous pouvons présenter au pays un bilan riche et nous pouvons le faire sans complexe. Mais il est vrai aussi qu'une évidence s'impose. A l'heure même où les derniers chiffres confirment notre réussite dans le domaine de la lutte contre l'inflation, l'opinion publique continue pour une large part, à nous échapper. C'est là une question majeure, et si l'opinion publique nous échappe, eh bien il faut savoir pourquoi.

(...) Il convient,lorsque nous faisons le point sur notre bilan de tenir compte de la complexité de la situation française, de toutes les contraintes dans lesquelles nous nous trouvons.

Jean-Paul Bachy

... Notre grande force en effet est d'avoir fait à la fois les nationalisations et la décentralisation, d'avoir aussi maintenu l'initiative privée.

Par contre, ce qui nous a parfois manqué peut-être, c'est un peu plus d'imagination.

... Quand je vois par exemple les conditions dans lesquelles se mènent aujourd'hui certaines restructurations sous la responsabilité de la direction générale de la C.G.E. dans l'industrie du téléphone, je dis que nous devrions être plus vigilants. Quand je vois qu'il a fallu, depuis 1982, attendre trois ans pour renforcer la pénalisation du cumul emploi-retraite que le Parti socialiste réclamait, je dis que nous aurions pu avoir de l'imagination plus tôt.

Réfutons les valeurs que la Droite veut nous imposer. Méfions-nous par exemple de ce piège de la flexibilité. Le réalisme économique est une nécessité, mais le progrès économique ne peut se construire sur les décombres du droit social...

Chacun sait que l'élargissement des droits sociaux, la prise en main pleine et entière par les salariés des droits nouveaux que la Gauche leur a donnés, c'est le facteur le plus efficace de dynamisation et de compétitivité des entreprises.

Il nous faut prendre à bras le corps un certain nombre de problèmes, celui de la mobilité de l'emploi, par exemple. Mais ne réglons pas ce problème par la loi de la jungle, règlons-le par la convention collective, réglons-le par le développement de l'efficacité du service public, de l'emploi, par la mise en œuvre d'une politique d'investissement industriel garantissant à chaque région une polyvalence d'activité suffisante pour mettre en œuvre notre mot d'ordre : travailler et vivre au pays.

Gérard Bapt

Notre unité, c'est une démarche collective autour d'un projet collectif et c'est là la double valeur que nous avons la responsabilité historique de préserver.

Toute ambition dans le Parti est légitime, que ce soit celle du militant qui souhaite accéder à une commission exécutive de section ou que ce soit celle d'un militant plus illustre qui se prépare pour l'élection présidentielle mais toute ambition ne reste légitime que si elle s'intègre dans une commune et démocratique démarche pour notre projet collectif.

Marcel Debarge

Je crois à notre volonté de poursuivre la bataille politique que nous menons avec la plus grande efficacité contre notre seul adversaire : la Droite. Cependant il convient d'aborder maintenant le problème de notre absence de relations avec la direction du P.C.F. qui a délibérement choisi, en juillet 1984, de rompre l'union de la Gauche, n'ayant en fait jamais accepté la prépondérance dans la gauche française du Parti socialiste. Plus soucieuse de défendre ses privilèges, la direction du P.C. refuse de partager les difficultés de la politique courageuse menée par le gouvernement.

Défendre la monnaie comme nous le faisons, lutter contre l'inflation, pratiquer la formation, ne pas nier les points noirs comme le chômage mais agir politiquement, économiquement, socialement pour améliorer l'ensemble de la situation du pays, c'est là agir en responsables, et en défenseurs authentiques de notre peuple et de son indépendance.

La crise, sans pour autant s'y résigner, frappe durement et partout. Elle n'est niée nulle part, y compris dans les démocraties populaires. Il existe dans le monde du travail une incertitude. Il existe par direction communiste interposée, un syndicalisme qui s'éloigne de plus en plus du syndicalisme de masse et qui, à force de jouer les commandos, risque fort de devenir un syndicalisme squelettique.

Nous, Socialistes devons agir avec la conviction que nous avons à présenter à notre peuple, dans un contexte difficile, un bilan où les réformes, les avancées sociales, les résultats économiques existent, et nous devons en être les propagandistes sans état d'âme.

Si l'union de la Gauche que nous avons connue n'existe plus, elle subsiste cependant dans un grand nombre de collectivités et il nous faut veiller, sans faiblesses et sans que cela soit contradictoire avec ce que je viens d'exprimer à son maintien.

Il nous faut et c'est une exigence passée, actuelle et future, nous adresser d'abord et avant tout à l'électorat de Gauche et le remobiliser. Et si nous pouvons concevoir des alliances, c'est dans une position forte pour nous. Ce sont les autres qui constituent l'appoint. Fidèles à notre engagement nous devons lutter avec patience, persévérance, opiniâtreté pour parvenir à la transformation de la société.

Janine Parent

Nos militants d'entreprises n'oublient pas que plus de la moitié du Code du travail a été changée depuis notre arrivée au pouvoir, que le temps de travail a diminué. Ils n'ont pas oublié les nouveaux droits, les Lois Auroux que l'on voudrait débaptiser, ils n'ont pas oublié ce que cela leur a apporté dans les Comités d'hygiène et de Sécurité et les conditions de travail, dans le droit des comités d'établissement, notamment dans les problèmes économiques, ils n'ont pas oublié, ils se contentent de lutter pour l'égalité des droits entre hommes et femmes au travail. Nous sommes donc pour la création d'un ministère groupant travail, emploi et formation professionnelle, ce qui nous a manqué au début de notre arrivée au pouvoir. Mais l'expérience passée nous a montré, si nous nous référons aux lois de 1945, qu'elles ne sont pas encore toutes appliquées dans les endroits où elles pourraient l'être.

Yvette Roudy

A la veille de cette échéance électorale importante, une idée doit prédominer : « Les socialistes gagnent lorsqu'ils sont unis, mais perdent quand ils ne le sont pas. » Nous avons beaucoup travaillé pendant ces quatre dernières années, il reste encore à entreprendre... Pour cela, il nous faut rassembler le plus grand nombre d'hommes et de femmes et retrouver tous ceux qui ont soutenu la candidature de François Mitterrand. Nous devons aussi nous adapter aux temps nouveaux, tenir compte des changements et en particulier de ceux qui ont changé la vie des femmes.

Je maintiens que le scrutin à la proportionnelle permet, **si on le veut,** une représentation plus juste des femmes dans les assemblées. Si nous voulons que toutes les femmes nous soutiennent dans cette campagne, il faut leur donner des raisons d'être enthousiastes. Il faut que vous votiez la résolution demandant le strict respect de 20 % de femmes, régulièrement réparties sur les listes. Il faut aussi que dans tous les départements où trois sièges et plus sont sûrs, législatifs et régionaux confondus, un siège soit réservé à une femme.

Il faut enfin que les femmes députées sortantes figurent en position d'être élues, soit sur une liste législative, soit sur une liste régionale.

André Billardon

Les députés socialistes ont été à la hauteur de leur tâche. Pour cela, ils disposaient d'une charte : les cent dix propositions du candidat François Mitterrand, des principes et de la ligne politique de notre Parti ; solidarité, justice, liberté, ont été les fondements des réformes entreprises depuis 1981 auxquelles il faut ajouter, au fil de l'expérience acquise, l'efficacité, une efficacité sociale où l'intérêt des individus rejoint celui de la collectivité.

Si un parti qui débat en toute circonstance apporte une preuve de santé, de dynamisme, un parti qui se divise face à une échéance majeure ne crée pas l'espoir. Si, dimanche, nous sortons d'accord pour construire un grand Parti socialiste rassembleur, la première étape de cette construction doit être de présenter à toute la Gauche un parti qui débat, qui veut gagner et qui se dispose dans cet objectif.

Les mutations sociales, économiques et technologiques que nous vivons sont-elles de nature à remettre en cause notre choix en faveur de la solidarité, de la justice sociale ou de l'accroissement de la démocratie ? Non, bien sûr. La même Droite qui, il y a 5 ans, a fait preuve de son incapacité à proposer quelques solutions à la crise, aurait aujourd'hui découvert le remède miracle : libéralisme économique en dénationalisant, libéralisme social en réduisant les couvertures sociales, libéralisme du travail en s'attaquant aux droits des travailleurs. Ceux qui dénoncent la « ringardisation » des valeurs socialistes, ceux-là sont les vrais archaïques.

Michel Yoyo

Le grand projet socialiste de décentralisation risque d'être mis en péril rapidement et utilisé, voire détourné, au profit de nos adversaires politiques et de nos adversaires économiques si, très vite, de nouvelles orientations ne sont pas pensées et imaginées.

La mise en place de nouvelles structures administratives doit s'accompagner de réformes des structures économiques, de la mise en question des féodalités économiques et singulièrement, des lobbies import-export, et de l'import-distribution. Si les T.O.M. réclament avec insistance un débat, un large débat au Parlement sur leur développement, c'est que nous pensons qu'il est grand temps que des engagements soient pris et que soit définie et précisée la participation de l'État à la transformation de nos collectivités territoriales.

Christian Pierret

Ce qui est en jeu dans ce congrès, c'est de nous unir pour combattre la Droite et, si possible, pour la battre. La Droite n'a pas beaucoup d'aliments pour critiquer les résultats de notre politique économique.

Les prix ? L'inflation est jugulée.

La balance des transactions courantes ? Elle est équilibrée.

Le franc ? Sa situation est excellente.

Les marges des entreprises sont reconstituées.

Le secteur privé industriel accroît ses investissements et, globalement, le taux de marge des entreprises est encore amélioré en 1985 par rapport à une situation déjà meilleure en 1984. Ceci veut dire que nous retrouvons notre capacité de modernisation, donc notre capacité de croissance, donc notre capacité de lutte contre le chômage. Reste alors à la Droite de faire le procès de la relance de 1981, qui serait, d'après elle, notre premier et capital péché.

(...) Avons-nous, en 1981, été incompétents et pourrions-nous nous-mêmes reprendre, même implicitement, cette accusation ? Certains d'entre nous ont-ils été incompétents tandis que d'autres étaient clairvoyants, mais minoritaires ?

Reconnaissons franchement, sur ce sujet de la politique économique de l'époque, qu'il y a eu entre nous débat. Mais j'assume sans états d'âme la décision prise à l'époque et je n'ai pas le souvenir que quiconque d'entre nous, placé à un poste quelconque de responsabilité d'État, ait démissionné pour signifier son désaccord avec la politique économique de l'époque !

Jean Laborde

Les mois, les années qui viennent seront décisifs pour l'avenir de notre parti. Un gouvernement socialiste se trouve être l'objet d'attaques convergentes parce qu'il gère avec courage les affaires du pays dans une période difficile. Paradoxalement, alors qu'un peu partout s'accréditent nos thèses, se vérifient nos analyses, que des observateurs impartiaux approuvent nos solutions, nous sommes menacés d'un refus de l'opinion trompée par une Droite qui enrage de voir se redresser ce pays auquel il y a cinq ans elle prédisait le chaos.

Michel Charzat

La relance de l'investissement industriel et le redressement de certains secteurs d'avenir sont des atouts très importants. L'essentiel du secteur public y est, vous le savez, pour beaucoup. Disons donc fortement que les succès des nationalisations sont autant d'échecs du principe de dénationalisation. Disons également ensemble que la nécessaire respiration des entreprises nationales est et doit être tout le contraire de la dénationalisation projetée par la Droite : la nationalisation en 1982 a sauvé des pôles entiers de l'industrie. Elle commence à favoriser les autres comportements nouveaux dans la communauté bancaire. La restructuration des grands secteurs de l'industrie sous-capitalisée a été conduite rapidement, avec efficacité, parce que la nationalisation à cent pour cent des maisons mères a permis à l'actionnaire de faire prévaloir un point de vue global et d'assurer rapidement la remise à flot financière.

Enfin, l'instauration des contrats de plan a permis d'établir un équilibre entre l'autonomie de gestion et les objectifs d'intérêt national. C'est une formule tout à fait originale qui mérite d'être défendue et d'être étendue, notamment dans le domaine bancaire.

Notre bilan est donc indiscutablement positif, même si nous attendions parfois davantage, surtout dans le domaine social.

Henri Saby

Notre pays, tous indices confondus depuis quatre ans, a été celui qui a permis une progression du pouvoir d'achat. Au défi de Mme Thatcher remettant en cause la couverture sociale des travailleurs, remettant en cause le service public, remettant en cause le droit à la démocratie dans les Communes au Royaume Uni, il y a eu la réponse socialiste en France qui a fait progresser ce pouvoir d'achat sans régressions sociales. (...)

Nous comptons sur le Gouvernement et nous comptons sur l'ensemble du Parti socialiste ; si, comme les orateurs viennent de le dire, il y va du destin de notre pays, il y va d'une dimension européenne : la politique de la Communauté avec la dynamique des socialistes français et des camarades socialistes des autres pays qui ne sont pas encore au Gouvernement mais qui, demain peuvent y être, oui, c'est la chance pour développer dans le monde un climat de paix, c'est la chance pour permettre à nos pays frères, les pays en voie de développement, à travers les Accords de Lomé, c'est la chance pour les pays les plus pauvres, de pouvoir décoller économiquement.

Marie-Thérèse Mutin

Ce n'est pas parce que l'expression « lutte de classes » effarouche nos camarades épris de convivialité que pour autant la lutte des classes a disparu. (...)

La mobilisation du front de classe pour la constitution d'une société socialiste à travers le programme de réformes que nous proposons, suppose nécessairement le rassemblement de toutes les forces de la Gauche.

Ce rassemblement dans les conditions politiques actuelles ne peut s'opérer qu'autour d'un Parti socialiste puissant et offensif.

Alain Barrau

Si nous voulons accroître l'importance du vote des jeunes pour les socialistes en 1986, il faut que nous nous donnions trois objectifs. Le premier c'est poursuivre et amplifier notre campagne du parti socialiste et du M.J.S. pour l'inscription des jeunes, de tous les jeunes sur les listes électorales...

Il faut qu'un effort particulier soit fait en direction des jeunes immigrés de la deuxième génération et des jeunes Français maghrébins qui ont déjà la nationalité Française et qui peuvent déjà voter en 1986. Je vous rappelle que l'ensemble des Français maghrébins représentent aujourd'hui quelque 800 000 électeurs, dont plus de la moitié sont des jeunes de moins de vingt-cinq ans.

Deuxième proposition : faire de notre bilan de la politique en direction des jeunes un des axes importants de notre offensive contre la Droite et provoquer le débat sur ce terrain. Pour les jeunes, vous le savez, l'action pour les libertés de Robert Badinter, cela compte ! L'encouragement de nouvelles pratiques culturelles des jeunes, avec Jack Lang, cela compte ! Le développement de la solidarité, la main tendue aux immigrés, avec Georgina Dufoix, cela compte ! La politique de l'Éducation nationale, avec Jean-Pierre Chevènement, cela compte ! La lutte contre le chômage, la politique de formation professionnelle, les T.U.C. avec Michel Delebarre, cela compte ! Les efforts pour lutter contre les discriminations sexistes et pour l'égalité entre hommes et femmes, avec Yvette Roudy, cela compte ! La politique pour le logement et le transport des jeunes – même s'il a maintenant quitté ce département ministériel – avec Paul Quilès, cela compte ! Je pourrais multiplier ces exemples. Enfin, troisième proposition dans le même esprit : il faut que nos propositions en direction des jeunes soient un des axes essentiels de notre prochain contrat de législature...

Michel Loubet

Ici et là dans le Parti, dans les motions, on parle du développement de l'individualisme qui se traduit dans le chacun pour soi et qui se traduit dans la désaffection du mouvement associatif. On déplore dans le Parti cette désaffection, mais on n'apporte guère d'embryon de solution. Le mouvement ouvrier a certainement constitué le Parti, mais il est amputé grandement si les mouvements associatifs perdent de leur substance et de leur poids. L'individualisme que nous rencontrons et cette désaffection, quelles en sont les causes ? Il s'agit, bien sûr, de la crise qui développe l'individualisme, il s'agit bien sûr du développement technologique qui amène les gens un peu plus chacun chez soi, mais c'est surtout une arme que le patronat et la Droite ont exploitée et exploitent.

Jean-Marie Cambacérès

Il faut répéter que ce congrès est très important, à quelques mois des élections législatives. Il faut donc en faire un congrès d'espoir. La Droite est très puissante, certes, mais elle est divisée dans ses idées, par ses partis, par les missions contradictoires de ses leaders. Face à cela, l'appareil du Parti communiste, lui aussi, ne facilite pas les choses. Nous sommes donc les seuls à pouvoir proposer une alternative de rassemblement crédible.

Jean-Pierre Chevènement

Gagner, c'est bâtir, pour les vingt ans qui viennent, la force politique dominante de la vie politique française. Gagner, c'est hisser le Parti socialiste au rang de force politique centrale et potentiellement hégémonique dans la société française (...).

Les élections législatives de mars 1986 ne sont qu'une bataille, et cette bataille ne réglera pas le sort de la guerre (...).

Le Parti socialiste doit prendre conscience à la veille de cette période, qu'il a un immense potentiel de voix (...).

Alors que le Parti d'Épinay s'est développé avec la dynamique de l'union de la Gauche, saurons-nous désormais trouver le cap, définir un projet entraînant, et rassembler autour de nous une majorité de Français ? (...).

Si nous avons confiance en nous, nous devons nous fixer comme objectif de dépasser la barre des 30 %, c'est à notre portée et cela ferait plus de deux cents députés.

Chacun le pressent, nous sommes engagés dans une guerre de mouvement, il ne faudrait pas confondre d'avance le cliché qui apparaîtra, au soir du 16 mars 1986, avec le film des événements qui suivront. L'élection présidentielle de 1988 sera l'échéance décisive. Quel que soit celui des nôtres qui sera candidat, le Parti devra pouvoir être uni derrière lui, car la force du candidat, quel qu'il soit, sera la force de notre Parti, cela fixe à chacun de ceux qui y prétendent la conduite à tenir.

Notre Parti en effet n'est pas un Parti démocrate à l'américaine, à la merci de toutes les pressions, de toutes les manipulations, il est le Parti socialiste, héritier d'une longue histoire, qui nous vient de la Grande Révolution, héritier à la fois de la République, et du mouvement ouvrier français, sa vocation est d'être ce que Jaurès a voulu qu'il soit, le monde du travail dans les institutions de la République, un Parti de militants enraciné dans le peuple qui entend aussi rester maître de ses analyses et de sa stratégie.

La France et la démocratie auront besoin dans les années qui viennent d'un grand Parti républicain, progressiste, populaire, c'est cela, qu'il faut faire, à travers la succession des batailles qui s'annoncent à l'horizon.

Bref, nous ne sommes à la merci d'aucune échéance, car nous portons un projet qui les dépasse toutes (...).

Aujourd'hui, le Parti socialiste s'est affirmé comme un Parti de gouvernement, capable de hiérarchiser ses priorités, de faire des choix, débarrassé de la plupart des stigmates d'une culture d'opposition. Oui, nous avons changé, puisque nous sommes passés d'une culture d'opposition à une culture de gouvernement, mais nous n'avons pas tourné le dos à nos engagements fondamentaux, nous sommes restés fidèles aux valeurs de notre projet (...).

Un parti vraiment socialiste ne peut pas se borner à seulement désigner des candidats, il doit définir un projet, il ne peut pas faire l'économie d'une réflexion politique (...).

Dans ce monde incertain, il n'y a pas d'autre issue que dans notre propre résolution, dans notre ténacité, dans notre volonté d'atteindre nos objectifs et de réunir les moyens correspondants.

C'est cela ce qu'en cette période difficile le pays attend de nous : un grand Parti socialiste ambitieux, volontaire, résolu, sachant où il va, sachant montrer le chemin (...).

L'exemple de l'école montre que, quand une politique ambitieuse, cohérente est présentée, elle est comprise par le pays (...).

Pour aborder l'avenir en force, il faut compter davantage sur nous-mêmes et d'abord faire le pari sur l'intelligence, en investissant dans la recherche et les technologies nouvelles, et dans la formation (...).

Compter davantage sur nous-mêmes, c'est aussi faire le pari sur le travail et sur la création (...).

L'erreur serait de croire – je le dis parce que c'est ma conviction – qu'on peut réduire massivement le chômage en travaillant moins.

Sachons le dire aux travailleurs, nous n'avons pas renoncé à combattre le chômage. Mais cela prend beaucoup de temps si nous ne voulons pas refermer la France sur elle-même (...).

Ne cédons donc pas – c'est très important si nous voulons mobiliser le pays que de lui donner une perspective juste – ne cédons donc pas au démon du malthusianisme, même quand il se pare des atours de la rigueur et de l'économisme.

Dans une période de difficulté, on ne peut s'en sortir que par l'effort, et ce n'est pas être de Droite que d'appeler à l'effort.

Pour sortir de la crise, il faut travailler mieux et produire plus. Même âpre, ce discours sera mobilisateur car il est juste.

Compter davantage sur nous-mêmes, enfin, c'est aussi mesurer la chance que nous avons d'être Français et c'est jouer le jeu de la France en Europe.

Oui, Michel Rocard, la France est le principal moteur de l'Europe, tu as eu raison de le souligner, et celle-ci est le cadre naturel dans lequel nous pouvons consolider notre indépendance. Mais il ne faut pas démobiliser la France prématurément.

Ce n'est pas la souveraineté nationale qui empêche l'Europe d'avancer, c'est une insuffisante conscience de nos solidarités, c'est une absence de volonté politique chez nos grands partenaires. La France, elle, est européenne par nature, là où elle est placée (...).

On ne doit pas se tromper sur l'analyse : l'Europe ne se fera pas contre les nations, mais avec elles, et d'abord par la coopération de la France et de l'Allemagne (...).

En réalité, l'Europe ne progressera que par bonds, par cristallisations successives, déséquilibres et rétablissements. Une France forte doit jouer un rôle moteur dans cette construction.

Oui, faire l'Europe à partir de la France, c'est là un beau dessein, à condition de ne pas mettre, encore une fois, le patriotisme français en congé.

C'est de cela, qu'il faut que nous soyons plus convaincus pour convaincre les Français, pour entraîner le pays avec nous. Pour gagner, il faut assumer clairement devant le pays un projet ambitieux et réaliste, contre le déclin qui nous menace et qui menace l'Europe avec nous. Il faut pour cela assumer pleinement la mutation que nous avons engagée, pour faire du Parti socialiste un parti de gouvernement, un parti sérieux, un parti qui tienne la route, un parti ambitieux, un parti solide qui donne confiance aux Français.

Pour cela, nous n'avons nul besoin de nous renier, soyons-nous mêmes.

Souvenons-nous de Jaurès et appuyons-nous sur la synthèse réussie de la République et du socialisme. Cultivons à la fois l'amour de l'indépendance nationale et celui de la justice sociale. Retrouvons le fil de notre histoire. C'est parce que nous venons de loin, justement, que nous pouvons aller loin. C'est parce que nous avons un passé que nous aurons un avenir, et la France avec nous, un avenir brillant, si nous le voulons vraiment.

Robert Badinter

Mes amis, voilà plus de quatre ans que nous exerçons le pouvoir et c'est une période plus longue que celles dont les socialistes, la Gauche même ont pu bénéficier dans l'histoire.

Cela permet à la fois de dégager une évidence et de répondre à une interrogation.

L'évidence, c'est que la Gauche et les socialistes sont capables d'assumer les responsabilités du pays (...). Il était indispensable que nous prouvions que nous pouvions assumer les responsabilités du pouvoir. A cet égard, nous l'avons fait.

Mais, cette évidence-là marquée, c'est de l'essentiel dont je veux parler. On s'interroge et on nous interroge beaucoup. On dit avec ironie et quelquefois plus encore : vous gérez, mais le reste, vous l'oubliez ? Mais, vos idéaux, vous leur tournez le dos ? Mais vos principes, vous les avez laissés sur le bord de la route ?

C'est à cette question-là, parce que je sens souvent, même dans le cœur de nos amis, monter des interrogations, que je souhaite répondre à cet instant (...). Il faut se souvenir que la Gauche française et le Parti socialiste ne sont pas nés d'hier, qu'ils ont une longue histoire dont ils sont comptables envers toute la France. Lorsqu'on veut bien analyser cette histoire de la Gauche et de la France, il apparaît clairement que la mission, la vocation, la raison d'être de la Gauche, c'est tout simplement d'élargir le champ des libertés et d'y faire pénétrer toujours plus profondément ceux qui en étaient exclus, ceux qui en étaient bannis, ceux qui en étaient écartés. Les libertés, moi je les vois comme un noyau, et puis, autour, un cercle qui va toujours s'élargissant et dans lequel il appartient à la Gauche de faire rentrer toujours plus de femmes et d'hommes qui en sont exclus.

Je dis que c'est là le mouvement de l'Histoire parce qu'à chaque fois que les libertés font, en France, un progrès décisif, c'est que la Gauche est là, non pas qu'elle soit seule, bien sûr, à aimer les libertés, mais sans la Gauche il n'y a jamais ces avancées qui sont celles de l'Histoire (...).

Quand je regarde, mes amis, le bilan de quatre années de gouvernement, je peux dire que nous sommes prêts à témoigner. Quand je vois les progrès faits, les avancées des libertés que nous avons réalisées, notre justice qui connaît un progrès comme elle n'en a pas eu en termes de libertés judiciaires depuis la fin de la Constituante, je dis que nous pouvons être fiers : nous avons fait ce que nous avions à faire. Nous avons recueilli le message que j'évoquais, nous avons su que la Gauche n'était elle-même que lorsqu'elle était porteuse de libertés et qu'elle y faisait pénétrer tous les exclus d'une société (...).

Certes les combats ne sont pas finis, il ne faut point se leurrer. Au premier rang de ces combats, je vois celui que nous devons conduire à tout moment, sans faiblesse, sans jamais désarmer dans le respect des libertés mais avec la fermeté des hommes libres, contre le racisme, contre la xénophobie, contre la peur, contre la haine de l'autre, tout ce que nous refusons, tout ce contre quoi nous nous élevons sans cesse. Parce que c'est dans ces combats-là qu'un grand pays joue son âme et c'est dans ces grands combats-là qu'une démocratie joue son sort et que la Gauche trouve sa prmière raison d'être (...).

N'oublions jamais que pour la Gauche, pour nous, il y a toujours une exigence fondamentale. Nous avons raison de reconnaître les mérites de ceux qui gagnent mais c'est d'abord aux perdants, aux marginalisés, aux exclus, à tous ceux qui souffrent, à ceux que Jaurès appelait le « long cri de la la misère humaine » que la Gauche doit encore et toujours prêter attention (...). Rappelez-vous toujours ce message dont nous sommes les dépositaires.

Certes, nous n'en sommes pas les dépositaires exclusifs car à gauche jamais d'exclusive. Que tous ceux qui, comme nous, croient que l'essentiel se résume dans ces trois exigences que sont la passion de la justice, la solidarité et l'amour des libertés nous rejoignent.

Marie-A. Jaubert

Nous rêvions, de nouvelle fraternité, de nouvelle solidarité, de dignité et de liberté, et nous avions eu raison de rêver car ne voilà-t-il pas que grâce aux socialistes français, des transformations, nous dirons des révolutions culturelles s'accomplissent : c'est la démocratisation des zones de radio et de télévision, l'autorisation des radios privées.

C'est l'affirmation de notre identité culturelle, la reconnaissance de nos différences, de notre langue et de notre histoire.

C'est enfin la décentralisation au profit des collectivités locales, les contrats de plan, après le long débat institutionnel de l'assemblée unique qui aura eu le mérite de clarifier la question du statut.

Même si dans bien des secteurs la situation est très préoccupante et si beaucoup reste à faire (...).

Il revient au Parti, dans le cadre de la préparation de son programme pour la nouvelle législature, d'intégrer la dimension outre-mer de la France.

Nous, Réunionnais qui vivons dans le département français le plus multiracial qui soit et dans le département le plus proche de l'Afrique du Sud, nous réclamons avec force à la direction de notre Parti d'exiger de notre gouvernement la fermeture du consulat sud-africain, symbole officiel de la politique de l'Apartheid. Ceci, serait versé au crédit des socialistes, et ce serait au-delà des discours le geste de solidarité qu'attendent les Réunionnais, et non seulement les Réunionnais, mais aussi nos amis de la région, geste qui pour nous serait le prolongement de l'engagement de notre président de la République le 21 mai 1981 au Panthéon pour le respect des droits de l'homme et pour la liberté.

Alain Billon

Notre œuvre en matière de communication, nous pouvons en être fiers. Elle trouve sa juste place aux côtés des nationalisations, de la décentralisation, de l'extension des droits des travailleurs, dans ce qu'on appelle le socle du changement. Mais pourquoi faut-il, que le Parti socialiste apparaisse pour lui-même dans ce domaine en retrait par rapport au mouvement général ? Qu'il apparaisse parfois à l'extérieur comme décalé, alors qu'il a pris une telle part au changement et à la novation générale ? Et pourtant une avance considérable a été accomplie dans les secteurs qui s'occupent de la communication dans notre organisation.

Aujourd'hui, nous devons nous préoccuper non seulement de la diffusion de notre message, mais aussi de sa bonne réception dans l'opinion publique. Il s'agit de nous en donner les moyens.

Pour rassembler toujours plus largement autour de nous tous ceux qui œuvrent pour transformer notre société dans le sens de la modernité et de la justice.

Pierre Mauroy

... Le débat qui s'ouvre n'est pas nouveau. Le Parti est en évolution, expliquait déjà Léon Blum, en travail continu, entre deux pôles fixes, l'un qui est la société future que nous prévoyons, que nous prédisons, que nous voulons réaliser, l'autre, qui est la société présente, des flancs de laquelle nous voulons tirer cette société future.

Ce dualisme explique la tendance perpétuelle du Parti à se diviser en deux courants essentiels. Il y a d'un côté le courant qui porte certains d'entre nous vers le présent, vers le réel, et il y a, d'autre part, le courant qui porte les autres vers la société future et idéale.

Notre cohérence, c'est notre démarche qui réside dans l'équilibre entre ces deux mouvements divergents. Certes, il y a dans cette situation un élément de fragilité dans la mesure où, sans cesse, l'un des pôles risque de l'emporter sur l'autre. Certes, le risque existe de voir le Parti socialiste osciller périodiquement entre le dogmatisme et l'abandon de ses valeurs. Voilà pourquoi il nous faut parvenir à dégager une synthèse qui permette de façonner le réel en demeurant fidèles à nous-mêmes...

... Avons-nous changé ? Oui. Le pouvoir nous a changés comme il change toutes les forces politiques qui sont appelées à l'assumer. Rien n'est pire pour une formation politique que d'ignorer le mouvement de la vie. Nous ne sommes pas une secte. Nous sommes la plus importante formation politique française et nous avons pour ambition de faire évoluer notre société de manière démocratique, c'est-à-dire en demeurant toujours à l'écoute de nos concitoyens. Par ailleurs, il est incontestable que nous ayons des leçons à tirer, des enseignements à intégrer, à l'issue de la plus longue période de gestion gouvernementale de notre histoire...

... Oui, nous avons appliqué la rigueur, et nous avons changé, mais oui, nous avons appliqué des réformes et nous sommes et demeurons des socialistes. Et parce que nous demeurons des socialistes, oui, notre stratégie est toujours valable, même si nous devons l'adapter, l'adapter car à l'évidence l'union de la gauche autour du premier programme commun n'est plus de saison...

Dominique Strauss-Kahn

La vérité essentielle, c'est que depuis 1981, la France a enfin pris à bras le corps les problèmes de la crise. Mais oui, nous avons les meilleurs résultats de la C.E.E., en pouvoir d'achat, de 1981 à 1985. Oui, nous avons les meilleurs résultats en termes d'emplois, même s'ils doivent nous paraître encore bien insuffisants et donc inacceptables. Oui, l'investissement industriel est reparti le plus rapidement en Europe. Oui, l'inflation a été réduite comme jamais auparavant dans notre pays. Oui, la balance extérieure est équilibrée. Oui, le message est simple, c'est celui qu'il faut diffuser : l'économie française est, à la fin de 1985, dans une bien meilleure situation qu'à la fin de 1980. Pour parvenir à cela, la Gauche a parlé vrai. C'était difficile, mais ce n'était pas le plus difficile. Le plus difficile, c'était d'agir vrai. Nous avons demandé l'effort, y compris à notre base sociale. Nous avons demandé l'effort et aujourd'hui la France en récolte les résultats (...).

Quels doivent être les grands axes de ce que nous devons proposer ? (...).

Nous devons dire ce que nous ferons pour l'emploi, nous devons poursuivre la réforme des prélèvements obligatoires, nous devons redéfinir la protection sociale, nous devons préciser le rôle de l'État et des entreprises nationalisées, nous devons faire la preuve de plus d'imagination dans la formation, dans la recherche, nous devons étendre les droits des salariés dans la vie des entreprises et nous devons organiser la relance européenne.

L'emploi, il viendra de la croissance retrouvée et nous sommes en bonne voie. De 1981 à 1985, la production française aura augmenté plus qu'en Allemagne : 5,6 % en France, 5,1 % en Allemagne. Qu'on ne vienne pas nous dire que la France est la « lanterne rouge » de la croissance !

Au cours des deux dernières années, nous avons reconstitué notre potentiel de croissance. Mais, il faut avoir le courage de le dire, la croissance à elle seule ne suffira pas à résorber le chômage. L'emploi viendra aussi de la lutte contre l'inflation.

Retenez ce chiffre : un point d'inflation en moins, c'est 50 000 emplois en plus, et n'en déplaise à M. Barre, 5 % d'inflation, en passant de 14 à 5 en cinq ans, c'est 500 000 emplois que nous avons sauvés.

L'emploi viendra aussi de l'allongement de la durée d'utilisation des équipements et de l'aménagement du travail.

Sans accepter la remise en cause des acquis sociaux – pas de travail de nuit, pas de travail du dimanche – simplement par l'extension des équipes diurnes de la semaine, notre camarade Taddei a montré qu'on pouvait gagner 100 000 emplois la première année et 350 000 en cinq ans.

Enfin, de nouveaux types d'emplois doivent être créés, notamment dans un secteur qu'il faut restimuler, et je pense là aux emplois du secteur associatif.

Mais c'est aussi la lutte contre les inégalités qui doit nous servir de fil conducteur pour la réforme des prélèvements sociaux, chacun le sait, qui sont particulièrement injustes.

Grâce à une assurance mobilité, qu'il faut mettre en place, nous partagerons entre tous le coût de la mobilité de certains. C'est une nouvelle branche de la Sécurité sociale que nous allons construire, c'est la tâche de notre génération, dans les dix ans qui viennent.

Jean-Cl. Boulard

Signataire de la motion qui déclare ne pas avoir honte de ce qui a été fait, je suis parfaitement prêt à en être fier si c'est la condition de la synthèse. Fier, en tout cas, d'une politique courageuse de redressement économique. C'est sur un terrain sur lequel on ne nous attendait pas que nous avons réussi.

Mais il y a un sujet sur lequel il est plus difficile d'être fier. Ce sujet, c'est le sort qui est réservé aujourd'hui dans notre pays à des Français qui sont broyés par la crise, une France qui n'a plus d'emploi depuis maintenant des années, une France qui n'a plus de revenus.

A cette France-là il faut répondre effectivement : « Si l'on ne peut pas vous donner un emploi aujourd'hui, on vous garantit au moins un revenu. » Un emploi ou un revenu minimum garanti tel pourrait être le principe essentiel d'une politique de modernisation de gauche, un revenu minimum garanti pour les personnes durablement privées d'emploi, voilà un beau thème de synthèse pour rassembler les socialistes.

Umberto Battist

Qui oserait dire que le Parti aujourd'hui sort affaibli du débat que nous venons d'avoir entre nous ? Tout au contraire il me semble bien que le Parti dans son ensemble en sort vivifié, renforcé, mieux préparé pour les échéances qui nous attendent, mieux parce que notre Parti est redevenu le parti du débat. Voilà qu'à nouveau nous redevenons le centre du débat politique de notre pays. Non, le débat n'a pas troublé les militants. Non, le débat ne nous a pas découragés. Non, le débat ne nous a pas affaiblis ni discrédités dans l'opinion publique.

Annette Chépy-Léger

Le recul du Parti sur la représentation des femmes doit être perçu comme la traduction d'une incapacité générale dans laquelle est notre Parti, à aller de l'avant et à dépasser un électoralisme et un clientélisme à la petite semaine, qui renvoient à des temps qu'on aurait pu penser révolus.

L'enjeu n'est pas pour nous, femmes socialistes, que tel ou tel occupe une place plus avantageuse sur une liste. Il est que le Parti socialiste soit à la hauteur de son projet de société et de sa réputation.

Ce Parti qui a fait la promotion des femmes dans les textes doit-il être celui qui aura le moins de représentantes à l'Assemblée nationale et dans les régions ?

Marie-N. Lienemann

Je crois que notre souci doit être justement de convaincre, de convaincre que le socialisme n'est pas une idée enterrée, de convaincre que le socialisme n'est pas une juxtaposition de dogmes, n'est pas une juxtaposition de certitudes closes. Écoutons la société, regardons les évolutions. Au lieu de les regarder passivement, de façon défensive, à reculons, ou à contre-courant, cherchons à les comprendre pour maîtriser ces mutations nécessaires et inéluctables (...).

Ne passons pas à côté d'un formidable courant d'aspirations nouvelles, d'aspirations à plus d'autonomie, d'aspirations à la dignité, à l'initiative, à la liberté, à la participation de chacun à la construction de son présent et de notre avenir.

Ces idées-là seraient de droite ? Moi, je pense au contraire que ces idées retrouvent les fondements de notre engagement à gauche, celui de l'émancipation de l'homme. Ne soyons pas non plus sur la défensive lorsque nous percevons un discrédit certain sur l'État providence. C'est vrai que ce discrédit est fort habilement utilisé par les libéraux les plus débridés. Mais jugeons que cette question, cette critique de l'État providence dépasse largement ces franges (...).

Car le socialisme moderne c'est celui de l'initiative, du partage, ces thèmes, ce sont ceux qui ont constitué notre inspiration cogestionnaire. Sans doute faut-il actualiser le mot, donner un contenu plus vivant à cette idée, mais si nous passions à côté de ce nouveau message, nous légitimerions les interrogations, les doutes et finalement tous ceux qui enterrent nos idées.

Rapport de la commission des résolutions Motion d'orientation : Luc Soubré

La synthèse est souhaitable, la synthèse est possible disaient, depuis le dépôt des deux motions, les signataires de la motion 1 et de la motion 2.

Aujourd'hui, après deux jours de débats, deux réunions de la Commission des résolutions, la synthèse est réalisée !

Chers camarades, ce beau matin de synthèse doit préparer le soir de victoire puisque, unanimes, nous sommes désormais rassemblés sur des options claires qui se sont dégagées d'un débat démocratique, parfois vif, mais fraternel.

Ce débat, c'est pour gagner que nous l'avons conduit à son terme, puisque de sa clarté, de sa franchise, de son étendue dépendaient les réponses que nous allions apporter aux Français.

Après deux jours de congrès, cette confidence est-elle nécessaire ? Le congrès de Toulouse n'était pas fait pour que les socialistes écoutent avec délectation d'autres socialistes, pour régler entre eux quelques problèmes de sémantique. Il s'agissait de dégager ensemble – ce que nous avons fait – les orientations que nous allons proposer à nos compatriotes.

Il s'agissait d'abord de trouver les éléments de conviction pour que nous puissions mobiliser – mobiliser les socialistes, mobiliser la Gauche et pouvoir confirmer le progrès.

Chers camarades, nous avons su « écouter la diversité ». « Écouter la diversité » nous a permis d'arriver à l'unité.

(...) Pour terminer, je me permettrai d'exprimer un petit sentiment personnel, heureux d'être le rapporteur d'un rapport de synthèse, dans une ville de la région où je milite. C'est un beau matin. Mais je m'interroge, je me demande si notre unité d'aujourd'hui intéressera autant que nos divergences ou différences supposées d'hier.

Pour nos adversaires, un bon Parti socialiste est un parti désuni, et quand les socialistes sont unis, c'est pour le pire et jamais pour le meilleur. C'est ainsi qu'on entend parler de mariage, auquel on accole l'étiquette de « mariage de raison ».

Mais les socialistes sont pour la raison, même si dans le mariage ils souhaitent de l'élan, de la dynamique, de la fraternité.

Notre unité intéressera, elle mobilisera, j'en suis sûr, tous les militants, tous les sympathisants, toute notre force militante, tous ceux qui sont fiers et qui ont conscience d'être une composante du mouvement ouvrier et de l'histoire. Elle mobilisera les forces de Gauche, et au-delà des forces de gauche, tous les Français qui croient au progrès social, à la solidarité, à la justice, à la liberté.

N.B. : Luc Soubré a soumis au congrès tous les amendements adoptés par la commission des résolutions. Ces amendements, adoptés par le congrès sont intégrés au texte de la motion nationale d'orientation (p. 5 à 17).

Rapport de la commission des résolutions Élections : Jean Poperen

Nous venons d'accomplir un acte très important et qui, je crois, nous emplit tous de confiance. Nous allons avoir à le prolonger dans les jours qui viennent, par l'achèvement de la mise en place de notre dispositif de candidats pour les élections législatives et les élections aux Assemblées régionales du mois de mars prochain.

Voilà donc le projet de résolution tel qu'il est issu des travaux de notre Commission (voir page 40).

Trois séries de dispositions sont prévues par ce document, celles que je viens d'évoquer qui, je le crois, apportent sur l'essentiel, en tout cas très clairement sur deux des propositions qui nous ont été faites, notamment hier par une délégation de camarades femmes auprès du congrès et qui devraient, en effet, assurer un nouveau progrès, modeste, insuffisant, convenons-en, mais, en tout cas, un nouveau progrès dans la représentation des camarades femmes sur les listes que nous présenterons lors de la prochaine campagne.

Ensuite, et c'est la première partie du texte, un certain nombre de dispositions devant permettre d'aboutir à ce que nous souhaitons, c'est-à-dire l'ouverture de nos listes, et c'est pourquoi ce texte commence par le rappel, qui aura tout de même été une des idées-forces du congrès, sur laquelle, comme sur les autres d'ailleurs, l'unanimité s'est faite : RASSEMBLER. Nous sommes cette grande force qui, désormais, se situe en position, nettement prépondérante à gauche, capable d'occuper une grande partie, la plus grande partie du terrain politique de ce côté. Mais, il est évident que si nous pensons profondément ce rôle du Parti socialiste, cela veut dire qu'à chaque instant, nous faisons effort pour de nouveaux élargissements, de nouvelles ouvertures, donc pour contrarier tout ce qui serait repliement sur nous-mêmes et qui serait contraire à la définition que nous venons de donner du rôle du Parti socialiste, aujourd'hui, comme grande force d'alternance à gauche.

Cela veut donc dire que quelle que soit l'importance du Parti par lui-même, de ses structures, de ses élus, de ses militants, il y a toute une série d'autres forces, souvent beaucoup moins importantes mais qui existent et qui sont un secteur de ce paysage politique de la Gauche et même au-delà de la Gauche, mais qui veut aller dans le sens du progrès, dans le sens de l'avenir. Nous devons donc faire en sorte que ceux-là se sentent représentés là où nous allons à une consultation électorale.

Quelle signification aurait l'affirmation, pendant trois jours, que nous voulons le rassemblement, l'ouverture, l'élargissement, si dès que nous sommes devant la concrétisation nécessaire de cette volonté si fortement exprimée, nous reculions et que nous soyons hors d'état de donner un certain nombre de signes très clairs, qui veulent dire que dans différents secteurs de l'opinion, on est prêt à marcher avec nous ?

Ces quelques signes, eh bien oui, c'est la présence de tel homme, de telle femme par lui-même, exprimant un des secteurs de cette opinion qui, autour de nous, représente en effet le combat de la Gauche animé par le Parti socialiste. Alors, cela veut donc dire quelques présences ; nous avions commencé à en assurer, nous sommes allés là un peu plus loin ; tout n'est pas encore réglé car naturellement, c'est difficile. Et je veux dire ici, songeant naturellement en premier lieu à des réactions de camarades que j'ai rencontrés dès ce matin et qui avaient eu vent de telle ou telle nouvelle, de telle ou telle proposition de décisions, que pour un socialiste, pour un militant, pour un responsable comme je le suis, il n'est pas malaisé de comprendre que dans une Fédération où l'on vit entre militants et élus qui se connaissent bien, qui ont l'habitude du combat commun, de cette atmosphère chaleureuse qu'ont les Socialistes entre eux qui se connaissent, c'est toujours un geste difficile que d'accueillir quelqu'un qui n'était pas jusque-là directement de notre combat.

Donc, nous sentons bien qu'il peut y avoir difficultés, qu'il peut y avoir réticence mais si nous avons demandé que ces questions viennent devant le congrès, c'est bien parce qu'il nous semble qu'il faut que les représentants des socialistes, et les représentants des socialistes c'est vous tous ici réunis, marquent ensemble leur volonté politique, non pas du tout un acte de contrainte, encore moins d'autoritarisme, et toute décision qui sera prise par votre volonté démocratiquement exprimée, vous êtes l'expression directe de la volonté de tous les socialistes, devra naturellement être pour nous, Direction, si nous en avons le mandat, d'abord un mandat de conviction, de discussion, bref de dialogue démocratique avec ceux qui auront la tâche de l'appliquer dans tel département. Mais enfin, il faut que la volonté politique existe, et c'est aujourd'hui, mes chers camarades, qu'elle doit s'exprimer.

Nous avions en même temps à vérifier, à confirmer et sur certains points à compléter, les dispositions qui avaient été arrêtées par le Comité directeur du 6 juillet dernier. Cet accord commence à passer petit à petit dans l'histoire. Il ne mérite pas les indignités dont on l'a parfois accablé, peut-être pas non plus cet honneur.

Nous avons donc pris un certain nombre de précautions et notamment, je veux le dire ici devant le congrès d'autant que nous lui demandons, la Commission des résolutions lui demande d'approuver ce qui a été fait et de persévérer dans cette voie. Nous avons tout simplement essayé d'agir en tenant compte d'un certain nombre de réalités et d'abord de la réalité de ce qu'est le Parti socialiste.

Et c'est pourquoi, a été proposée une répartition de ces candidatures à travers les Fédérations. Là encore, cela ne pouvait pas aller sans difficultés pratiques et nous en connaissons un certain nombre. Vous ferai-je l'aveu en tant que secrétaire aux élections et ayant quelque habitude de ces problèmes – je le dis sans ironie aucune – j'ai le sentiment qu'il y a plutôt moins de difficultés graves que ce qu'on aurait pu redouter, mais à coup sûr, il y en a.

En clair, nous tous, la Commission des résolutions en a témoigné, nous voulons que soit appliqué ce qui avait été décidé en commun, pas de remise en cause, pas de retour en arrière, mais naturellement l'application de l'ensemble des dispositions qui avaient été prévues, quelles qu'en soient les difficultés ici ou là, c'est le sens très précis de ce texte.

(Voir page 40 la résolution adoptée concernant les élections.)

Directeur politique : Lionel Jospin.

Rédacteur en chef : Françoise Seligmann.

Administration : Société éditrice :
S.A.R.L. « Le Poing et la Rose »
10, rue de Solférino, 75333 Paris Cedex 07.
N° C.P.P.P. 53 321.

Imprimerie L'Avenir Graphique
Z.I. Torcy-Sud
77200 Torcy - Tél. : 60-05-92-05.

Le rapport de Daniel Vaillant sur les contentieux et les réformes statutaires

J'évoquerai deux questions qu'il faut bien qualifier de « contentieux », même si, heureusement, cette fois-ci, elles concernent essentiellement des réintégrations au sein du Parti.

En effet, conformément à nos statuts et après un délai réglementaire de deux ans, à la demande des intéressés et avec l'accord des sections et des fédérations concernées, la Commission des résolutions propose la réintégration de :

1) Jean Gouzy, à Villemous-Taussou dans la fédération de l'Aude ;
2) la réintégration d'Elien Jambon, à Coutras dans la Gironde ;
3) la réintégration de Georges Février, à Juvignac, dans l'Hérault ;
4) la réintégration d'André Disserdeau et Gérard Le Ster à Gourain dans le Morbihan.

Par ailleurs, nous avons examiné la demande de réintégration d'un certain nombre de camarades qui n'a pas pu être retenue par la Commission des résolutions, en raison de l'avis négatif émis par la fédération, soit parce que le délai de deux ans n'était pas écoulé, soit parce que la fédération et la section ont jugé qu'il était de l'intérêt du Parti de ne pas procéder à cette réintégration. Il s'agit d'un certain nombre de camarades de la section de Poissy, dans les Yvelines et il s'agit de dix-neuf camarades de la section de Foix, dans l'Ariège.

Enfin, il a été décidé de ne pas donner suite à la demande de réintégration de Serge Fabre, de la section de Congénie dans le Gard, puisque la date de son exclusion remonte à six mois seulement.

Dernier point de ce premier chapitre, la Commission des résolutions vous propose de donner acte à la fédération de l'Ariège, de la dissolution de la section de Foix, en raison des difficultés rencontrées au sein de cette section et vous propose de demander à la fédération de procéder, conformément à nos règles, à la reconstitution de cette section dans les meilleurs délais.

Le groupe de travail chargé du contentieux, je le dis au passage, a par ailleurs examiné un certain nombre de litiges fédéraux qui n'ont pu être surmontés lors des congrès fédéraux. Je dois vous dire que nous sommes en mesure de ne pas présenter de dossiers aujourd'hui, devant vous. Cela veut dire que la plupart des cas ont pu être réglés, entre les camarades. Il reste un certain nombre de dossiers, qui ne sont pas de nature à être soumis au congrès, je voulais simplement vous dire que ces questions de contentieux ont pu être réglées à l'amiable.

Dernier point qu'il m'appartient de présenter, comme à chaque congrès, et conformément à nos règles, les camarades peuvent faire des propositions de modifications statutaires.

Il y en avait cette fois-ci treize, qui ont été publiées dans le « Poing et la Rose contribution », et dont un certain nombre de fédérations ont fait procéder au vote.

Je dois vous dire, au nom de la Commission des résolutions unanime, là encore, qu'à la suite de l'impossibilité de la Commission de vérifications des mandats, à la fois de recoller sérieusement les votes, d'interpréter ces votes partiels avec souvent beaucoup d'abstentions, de recollements qui manifestement ne correspondent pas à des réalités, dans la mesure également où à l'occasion de notre dernier congrès, nous avons procédé à un toilettage important et en profondeur de nos statuts, la Commission a estimé qu'il était plus raisonnable d'une part de procéder à un vote par délégué, donc ici devant vous, et si vous en étiez d'accord, de ne pas adopter les treize propositions de modifications statutaires sur lesquelles je ne reviendrai pas en détail, mais d'autre part de demander que dans l'année qui suit, un groupe de travail puisse en fonction notamment d'un certain nombre de dispositions légales, notamment sur le problème des cumuls de mandats puisque le gouvernement dépose un projet de loi en ce sens, et aussi, pour s'adapter à la nouvelle loi électorale, que nos statuts et les règlements intérieurs fassent l'objet d'un travail pour le prochain congrès ordinaire. Et donc la proposition que nous vous faisons à l'unanimité pour éviter que nous nous éternisions sur ce type de débat, serait que nous repoussions les propositions de modifications statutaires d'un seul vote.

Résolution adoptée par le congrès de Toulouse concernant les élections du 16 mars 1986

« Pour continuer le progrès, le Parti Socialiste veut rassembler. C'est l'idée-force du Congrès de Toulouse, unanime. La concrétisation de cette volonté de rassemblement, ce sera l'ouverture à des personnalités non membres du Parti socialiste des listes de candidats présentés par le Parti socialiste pour les élections législatives et les élections régionales, et, dans ce cadre, la recherche d'un accord avec le M.R.G. Le Parti socialiste fera les propositions nécessaires pour que cet accord avec le M.R.G. se réalise mais celui-ci n'aura de sens que s'il est global. Le Congrès donne mandat au Bureau exécutif pour arrêter dans les prochains jours les décisions concernant l'élargissement des listes et pour mettre au point les propositions en vue de la recherche d'un accord avec le M.R.G.

Le Congrès approuve l'accord du 6 juillet du Comité directeur et les dispositions complémentaires arrêtées ultérieurement. L'ensemble de ce dispositif assure une équitable répartition des candidatures entre les diverses composantes du Parti, ce qui est un gage d'efficacité de notre campagne électorale. Les décisions prises seront transmises sans délai aux fédérations concernées ; les fédérations veilleront à ce que les propositions des Commissions exécutives pour la constitution des listes aux élection régionales, tiennent compte de l'influence respective des diverses composantes du Parti telle qu'elle est apparue lors de la dernière consultation qui a eu lieu dans le Parti, c'est-à-dire les votes pour le présent congrès.

Le Bureau exécutif reçoit mandat du Congrès de veiller à l'application de toutes ces dispositions. La Convention du 10 novembre fera en sorte que soient respectées les dispositions ci-dessus.

Le Congrès décide :

1 - Le strict respect de la présence de 20 % de femmes sur les listes de candidats aux législative et aux régionales régulièrement réparties – décision du Comité directeur du 24 août.

Le respect de ces dispositions conditionne la ratification de la Convention nationale du 10 novembre.

2 - Que les femmes députés sortantes figurent en position d'être élues soit sur une liste législative, soit sur une liste régionale.

La Convention du 10 novembre, sur la base des orientations ainsi définies, statuera en dernier ressort sur la composition des listes. Le Congrès charge le Bureau exécutif de veiller à l'application de ces dispositions en prenant en compte en particulier la nécessité d'assurer globalement une présence significative des femmes au sein du groupe socialiste de chaque Conseil régional. »

Michel Rocard

Chers camarades, délégués des sections et des fédérations de notre Parti, vous vouliez la synthèse, nous l'avons faite !

Il n'y a plus aujourd'hui deux socialismes, l'un de gouvernement et l'autre d'opposition, l'un de gestion et l'autre d'utopie, l'un contraint par le présent, l'autre condamné à l'irréel.

Deuxièmement, l'espérance dont nous sommes porteurs et le combat que nous menons n'imaginent plus pouvoir s'affranchir des contraintes économiques. Les avions ne volent pas parce que les hommes ont appris à s'affranchir des lois de la pesanteur, mais parce qu'ils ont appris à les calculer. Les sociétés ne progressent que si les forces politiques et sociales savent calculer, elles aussi, ces pesanteurs.

Troisièmement, la logique du compromis social comme méthode de transformation démocratique des sociétés modernes est désormais au cœur de notre démarche politique.

La synthèse, il me faut maintenant vous en esquisser le contenu.

La loyauté comme la prudence m'obligent à rappeler d'abord qu'elle ne sera tout à fait complète qu'après la Convention du 10 novembre.

La plate-forme politique pour les élections législatives devra être conforme à l'esprit de notre synthèse d'aujourd'hui.

Ensuite, la Convention devra s'assurer que la ratification des candidatures pour les élections législatives et régionales respecte notre accord.

Enfin, je prends acte avec joie des propos du Premier secrétaire pour que se poursuive la rénovation du Parti.

Les rectifications apportées à la motion, que vous avez entendues tout à l'heure, reconnaissent le fait que la proportionnelle peut produire des situations dans lesquelles il n'y a pas de majorité claire. Il était peu raisonnable de vouloir le nier. C'est dans ces situations que l'identité du Parti peut se trouver mise en cause par les contraintes du jeu parlementaire en quête de coalition.

Nous affirmons ensemble que seul un contrat politique clair peut dénouer de telles situations et que ce contrat doit se déduire de nos valeurs et de nos positions.

Nous ne demandons rien d'autre.

Nous avons débattu fermement des conséquences qu'avait eues, pour l'économie française, la politique de relance de 1981 et de 1982 et, par conséquent, de l'opportunité de cette relance.

Plutôt que de formuler un jugement commun, nous nous bornons à soumettre à l'opinion notre bilan global sur quatre ans.

Voilà, les bases qui ont permis notre rassemblement. Voilà donc remplie la première condition pour réussir.

Mais il en est une seconde tout aussi décisive, car pour rassembler les Français autour de nous, il nous faut maintenant les convaincre... qu'au-delà de la rigueur des impératifs gestionnaires et des contraintes inévitables de l'action, nous portons toujours en nous un grand projet de transformation sociale. Bref, que socialistes de gouvernement, nous sommes toujours socialistes.

C'est à quoi, doivent servir les orientations que nous adoptons dans ce congrès.

Didier Motchane

Il nous appartient de poursuivre, et cette responsabilité sera la nôtre, pendant longtemps, la tâche qui est celle de donner un sens au 10 mai, et c'est à ce propos je crois, que le moment est venu de faire l'éloge de notre Parti.

Je veux saluer, aujourd'hui, un camarade avec lequel il a pu m'arriver de me heurter de temps à autres, avec lequel il pourrait m'arriver de me heurter de temps à autres, mais qui a su, dans une époque fourmillante de promesses et de difficultés maintenir, développer, incarner le sens de la responsabilité, à la fois l'ambition et l'abnégation de notre Parti, je pense que le congrès n'a pas besoin que je poursuive cette description, il aura reconnu notre camarade Lionel Jospin !

La deuxième tâche à laquelle cette synthèse nous invite, c'est de faire plus encore qu'aujourd'hui de notre Parti la force centrale – j'espère que je prononce bien, la prononciation est importante – la force centrale de la démocratie en France, et c'est pourquoi cet accord, c'est notre manière de dire à tous ceux qui se sont reconnus dans la Gauche, à tous ceux qui se reconnaissent, à tous ceux qui ne peuvent se reconnaître que dans la Gauche, aujourd'hui : vous n'allez pas, nous le savons, déserter, pas plus que nous n'allons vous déserter.

A l'époque, dans un moment où, malheureusement, et, d'ailleurs aussi pour son malheur, la direction du Parti communiste, a cessé de porter des espoirs qui devraient être communs, qui le redeviendront peut-être un jour, la construction de cette force politique, que l'immense élan de 1981 nous a permis de commencer, c'est la tâche à laquelle nous convie cette synthèse.

COMBAT SOCIALISTE

BIMESTRIEL

Commandes à adresser au :
Secteur Entreprises
10, rue de Solferino - 75007 Paris.

Pour tout renseignement :
G. Martel : 45-50-34-35, poste 333.

Jean Le Garrec

Une synthèse a été réalisée, c'est une victoire sur nous-mêmes et nous devons la savourer calmement, avec joie, avec mesure.

C'était une condition nécessaire et indispensable pour gagner en mars 1986... mais elle n'est pas suffisante, et nous le savons. Pour éclairer la bataille que nous avons à mener, je crois nécessaire d'affirmer les quatre principes suivants :

- un Parti socialiste sûr de lui ;
- un Parti socialiste fier de lui ;
- un Parti socialiste lucide ;
- et un Parti socialiste modeste.

Un Parti socialiste sûr de lui, par la qualité des femmes et des hommes qui le composent et par le fait qu'il a su faire la clarté sur un problème aussi difficile que celui de l'après-mars 1986 : le Parti socialiste n'est pas une force d'appoint, il ne change pas de stratégie et il demeure fidèle à ses valeurs.

Un Parti socialiste fier de lui, c'est exactement le mot, soigneusement choisi et contenu dans le message du président de la République. Par notre travail de fond, nous avons réussi à rompre l'immobilisme d'un pays engoncé dans ses conservatismes et à faire évoluer la société.

Pour résumer notre action, je pense utile d'affirmer que la France est aujourd'hui en meilleure santé qu'elle ne l'était en 1980.

Je voudrais, en cette matière, rappeler que quand on prend en compte un mot comme celui de « fierté », on ne le découpe pas en tranches, on n'essaie pas de dissocier, une année par rapport à une autre, on prend l'ensemble dans la même vision.

Un Parti socialiste lucide. Nous devons rappeler à tous ceux qui participent à notre action, qu'il ne suffit pas de voter une loi, de prendre une décision, pour que les principes ainsi édictés soient profondément inscrits dans les mentalités. Il faut pendant des mois voire même des années, poursuivre l'action sur le terrain, sous forme de discussion permanente avec les organisations syndicales, avec les élus et tous nos partenaires. Il faut également avoir la lucidité de reconnaître ce qu'il nous reste à faire, pour pouvoir transformer les structures.

Un Parti socialiste modeste. Nous avons beaucoup discuté du décalage avec l'opinion publique. Que d'explications avons-nous données ! Et si, tout compte fait, les choses étaient beaucoup plus simples que cela.

Nous voulions changer la vie, nous le voulons, nous l'avons fait en partie. Mais comment faire comprendre à ceux qui attendent avec raison, mais aussi avec une certaine impatience, qu'il faut du temps, du travail et vaincre encore bien des difficultés.

En aucun cas, nous ne pouvions espérer aplanir d'un seul coup cette charge énorme d'impatiences légitimes, d'angoisses et satisfaire les souhaits de plus de sécurité, et la volonté d'un mieux vivre.

C'est cela, le décalage et rien d'autre.

Il est dans ce que nous représentons, ce que nous voulons et ce que nous avons parfois beaucoup difficultés à réaliser.

Nous avons mené cette action pour que la synthèse soit faite. Elle est réalisée et je demande au congrès, aux militants, avec lucidité, avec modestie, mais aussi avec sûreté et avec fierté, de préparer cet avenir qui est le nôtre.

1986 : une échéance décisive... Le Parti socialiste doit gagner !

- Pour la poursuite de la politique de Gauche menée depuis 1981.
- Contre les projets destructeurs et incohérents de la Droite.
- Pour de nouvelles initiatives de liberté, de justice sociale, de solidarité.

Dès maintenant nous ouvrons la campagne des élections législatives. Elle va demander un grand effort, notamment financier.

Pour gagner, votre participation est indispensable : le Parti socialiste n'a pas d'autres ressources que votre confiance.

Un premier geste à faire : envoyer le bon qui figure ci-dessous, avec le versement qui vous convient.

Nous comptons sur vous.

Nom ..... Prénom.....

Adresse .....

Je soutiens financièrement la campagne du Parti socialiste. Je verse ☐ 20 F ☐ 100 F ☐ 500 F ☐ 50 F ☐ 250 F ☐ plus

Chèque au nom de : André LAIGNEL - Mars 1986.
Adresse : André LAIGNEL « Campagne des Législatives », Parti socialiste,
10, rue de Solferino, 75333 PARIS CEDEX 07.

Le discours de clôture de Lionel Jospin

Nous sommes en train, maintenant, de clore un très beau congrès.

Ce qui en fait la force, la beauté et la signification, c'est qu'à la veille d'une échéance décisive, il a à la fois permis de débattre à partir des convictions des socialistes, mais aussi de rassembler. Il a, par la synthèse, permis d'assurer une des conditions du succès dans la bataille des élections législatives. Et puis, il a aussi, posé des jalons pour l'avenir, pour l'avenir de ce Parti et pour l'avenir de notre peuple. Nous avons fait la synthèse, sans totalement effacer les visions différentes que nous pouvions avoir du passé immédiat, de ce que nous avions dit avant 1981, de l'action gouvernementale notamment dans sa phase initiale... Mais, sur le problème des alliances, je crois que nous sommes arrivés, profondément et sincèrement, à une vision commune de ces problèmes de la stratégie pour 1986. Sur un certain nombre de points importants, nous sommes parvenus à marquer à nouveau des principes ou à opérer des désignations spécifiques à propos du problème des candidatures pour les élections législatives et régionales.

Sur ce terrain, des efforts nouveaux devront être encore accomplis, car, en ce qui concerne la présence de femmes sur nos listes nous sommes encore loin du compte, et il faudra faire de nouveaux pas en avant. Sur les propositions que nous voulons faire aux Français, et que nous reprendrons dans la Convention de novembre, c'est donc tous courants confondus que nous parlerons aux Français ce qui nous permet, d'aborder la campagne dans de très bonnes conditions...

... Dans quel esprit, devons-nous aller à cette bataille ? Eh bien, il me semble que la réponse d'une certaine façon résidait dans ce congrès lui-même. Ce qui m'a frappé, c'est qu'à la veille d'une bataille incertaine et difficile, je n'ai trouvé ni dans nos débats, ni dans nos échanges rapides et informels de militants, aucune acrimonie, aucun positionnement, et je dirai même aucune angoisse. Certains nous parlent de défaite, ou d'échec, eh bien moi je trouve que ce congrès est le congrès d'un Parti qui va au combat et qui veut la victoire.

Pourquoi cet état d'esprit ? Pourquoi cette volonté de combattre, pourquoi cette absence de doutes ou de malaise ? Parce que, d'abord, nous avons l'habitude des combats difficiles, et en 1980, sous la responsabilité de François Mitterrand, à quelques mois de l'élection présidentielle, est-ce qu'on nous vouait à la victoire ou est-ce qu'on ne nous avait pas déjà promis la défaite ? Eh bien, ce défi, cette fatalité, ce caractère implacable des événements, nous les avons relevés, nous les avons brisés, nous nous sommes dressés, nous avons gagné ! Cet état d'esprit, non pas de certitudes, non pas d'arrogance, mais de volonté d'actions, il s'explique aussi par le fait que Parti et gouvernement réunis, nous avons respecté nos engagements. Nous avons réformé, nous avons réduit l'injustice, nous avons commencé à préparer l'avenir, nous avons affronté tous les défis de la société internationale, et les défis de la compétition sauvage, et donc ; quelle que soit notre popularité actuelle, quel que soit le rapport de forces, tel qu'on l'a décrit entre la Gauche et la Droite, et c'est vrai que pour le moment il n'est pas favorable, quelle que soit la perspective des élections législatives, nous pouvons aller la tête haute devant notre peuple.

Parce que, tout de même, nous avons fait un certain nombre de démonstrations dans cette période, pour juger de notre politique on peut utiliser le mot « compétence », dans la lutte contre l'inflation, dans le redressement des grandes entreprises publiques, dans la priorité accordée à la recherche, dans la modernisation enfin développée.

Parce que pour parler de notre politique, on peut utiliser les mots « capacité de progrès social », dans les lois nouvelles pour les travailleurs, dans la retraite à soixante ans, dans les autres mesures sociales.

Parce que notre politique, elle a été résolution des conflits par le dialogue, et c'est ainsi que nous abordons la difficile question calédonienne.

Parce que notre action, elle peut s'appeler « volonté d'évolution », c'est la décentralisation rompant avec le vieux centralisme monarchique et césariste, ce sont les réformes apportées à notre appareil judiciaire, parce que notre politique elle est, en pleine crise, souci maintenu de solidarité avec les personnes âgées, elle agit sur le terrain de la santé et des jeunes, sur le terrain des immigrés, parce que notre politique, conduite particulièrement par François Mitterrand, sur ce point, c'est la défense de la France, de son image, de ses intérêts, de ses amitiés, sur la scène internationale, c'est une action continue intelligente, novatrice, pour que l'Europe se donne à nouveau un destin.

C'est la volonté de dialogue et de transformation des relations avec le Tiers-Monde, c'est une politique ouverte vers la paix, mais ferme sur les problèmes de sécurité, et de défense, c'est l'exigence de liberté portée non plus par un parti d'opposition, non plus par des militants d'associations ou de partis, mais affirmée sur la scène internationale par un Etat, Droits de l'Homme, libération audiovisuelle, Droits des Femmes avec les progrès accomplis, et puisque je parle ici de liberté, je voudrais, au nom de la grande formation démocratique qu'est le Parti socialiste m'adressant vers cette poudrière du Liban, dire à ceux qui peuvent entendre notre message, qu'ils donnent enfin la liberté à Jean-Paul Kaufmann, à Michel Seurat, à Marcel Carton, à Marcel Fontaine.

Parce que notre politique, c'est une formidable explosion des initiatives et des soutiens à la création et à la culture.

... Cette action gouvernementale, elle doit être portée plus loin et, d'ailleurs, le gouvernement lui-même est conscient de cette nécessité.

... Lorsqu'il prend des décisions de modernisation de la police face au problème d'insécurité, losqu'il investit massivement dans la rénovation de l'enseignement technique, lorsqu'il renouvelle le plan de développement et d'épanouissement de la recherche en France, ce gouvernement, qui est le nôtre, construit l'avenir du pays !

Nous devons donc nous-mêmes, pour continuer à faire vivre ce dialogue noué avec ceux qui nous représentent dans le pouvoir d'Etat, faire nos propositions. La motion d'orientation, désormais unanime, les propositions que la Convention fera, pour notre nouveau contrat avec le peuple, au mois de novembre, seront la façon par laquelle le Parti fera justement ses propositions au pays. Quatre directions, à mon avis essentielles, devront être privilégiées :

Dans la lutte pour la croissance, les politiques d'inspiration keynesienne, dont les limites, à l'évidence, sont maintenant démontrées dans le cadre spécifiquement national, auront davantage d'impact dans le cadre plus vaste de la réalité européenne. Nous devrions donc proposer à nos partenaires, – nous l'avons déjà fait – une politique de stimulation, une politique de grands travaux, qui utiliserait toute la puissance, toutes les ressources du marché intérieur européen, avec, si c'est nécessaire, une protection de ce marché contre les résurgences protectionnistes du puissant compétiteur américain. Nous devons montrer que nous pouvons assurer un nouvel essor à la lutte pour l'emploi par la croissance. Mais

nous savons aussi que l'aménagement du travail sera nécessaire. La modernisation des techniques, les modifications dans la production peuvent être acceptées par les travailleurs de ce pays, qui sont tournés vers le progrès, à condition naturellement que nous n'acceptions en rien les pressions qu'exercent certains pour remettre en cause les acquis sociaux. Nous devons agir dans le sens de la justice fiscale en portant l'accent sur la réforme de la fiscalité locale et en nous attaquant enfin à ce que j'appellerai la fiscalité sociale.... Il est temps d'envisager que l'on passse des formules dégressives aux formules de caractère proportionnel. Nous devrons enfin être capables, dans le débat sur la protection sociale, de montrer une diversification des risques, des couvertures, et en particulier d'aller dans le sens de la prise en compte des risques issus des mutations économiques. Mobilité professionnelle ou mobilité géographique. Au fond je crois qu'il est important dans cette bataille de montrer que non seulement la France n'est pas menacée, condamnée à la réaction sociale avec la droite, mais qu'elle ne doit pas non plus se considérer comme résignée à la rigueur austère avec la Gauche !

Le contexte dans lequel va se dérouler la bataille des élections législatives s'est, à mon avis, modifié depuis quelques mois, même si certains des observateurs n'y ont pas encore pris garde. Nous sommes venus au pouvoir à contre-courant d'une évolution internationale et dans le plein essor d'une vague conservatrice, cela a pesé sur nous, et Pierre Mauroy, qui a eu à conduire les premières années de la politique gouvernementale, le sait mieux qu'aucun autre ; cette vague, sur laquelle les gazettes brodaient à l'envi, est singulièrement retombée depuis. Quand vous voyez que les Etats-Unis de Reagan acceptent successivement, en quelques semaines, d'une part, que l'on atténue les privilèges du dollar, et que, dans le même temps, dans les instances du FMI et de la BIRD, les états-Unis commencent à réviser leur politique devant les désastres du Tiers-Monde en matière d'aide aux pays sous-développés, quand on pense au contexte dans lequel François Mitterand faisait, mais à contre-courant le discours de Cancun, on à l'impression que, quelques années après, c'est Reagan, devant la réalité des faits, devant la détresse des masses, qui est obligé de reprendre à son compte une partie des propositions faites par la France ! Voyez les problèmes des gouvernements conservateurs qui étaient triomphants il y a encore quelques mois, voyez les problèmes de crise politique au sein des coalitions en Allemagne Fédérale ou au sein du leadership conservateur, et voyez au contraire, en Grande-Bretagne, an Suède, en Espagne. Nous n'avons pas tassement, nous n'avons pas recul des forces du socialisme démocratiques, mais au contraire à nouveau mouvement en avant ! Dans ce débat d'idées, il nous faut montrer – parce que les faits le montrent – que le libéralisme est une doctrine non pas d'aujourd'hui, mais du XVIII^e siècle, totalement inadaptée aux réalités de l'économie et de la société... A la fin du XX^e siècle, ce libéralisme n'est plus qu'une doctrine rancie, n'est plus qu'une doctrine brutale, n'est plus que l'expression d'une volonté de revanche, n'est plus qu'un argument opportuniste face aux effets de mode et est, en réalité, le masque de la réaction sur toute la ligne ! Ce mouvement historique, qui a pesé sur nous et qui s'est renversé, peut d'une certaine façon contribuer à modifier le contexte des élections législatives. Et il serait bon que nous appelions les Français à regarder tout près d'eux, de l'autre côté de la Manche pour considérer ce que l'on commence à appeler maintenant une véritable maladie anglaise, qui est en train de ruiner la Grande-Bretagne, de miner ses ressorts, de bouleverser ses valeurs ; cette maladie, c'est justement, la maladie du libéralisme qu'on nous propose du côté de la Droite française !

Alors il faut parler aux Français, il faut aller vers les citoyens de ce pays, il faut dire aux Français, et plus particulièrement, je pense, aux gens de gauche, aux hommes et aux femmes de gauche qui ont eu raison de voter comme ils l'ont fait en mai 1981 : puisque vous avez consenti des efforts parfois difficiles, ne laissez pas cueillir le fruit de vos efforts par les autres ! Ne les laissez pas tirer les marrons du feu ! Cueillez les fruits de vos efforts vous-mêmes en reconduisant les socialistes au pouvoir !

L'élection de 1986, sera un choix, un choix entre la Gauche et la Droite, n'en déplaise à la direction du Parti communiste qui s'isole et qui étiole son Parti à vouloir en vain le nier ; la synthèse étant faite, il n'est donc certainement plus temps de débattre encore de nos différences, mais il est peut-être temps ensemble, comme nous l'avons fait avant, de combattre d'abord et surtout la Droite.

Effectivement en 1986 il y aura un choix, un choix sur la Nouvelle-Calédonie. Est-ce qu'on prendra en compte cette réalité contradictoire d'une aspiration indépendantiste et d'une volonté de rester dans le cadre français, pour imposer la victoire d'un camp sur un autre qui ne pourrait être assurée que par la violence, ou bien est-ce qu'on ne préfère pas avec les socialistes partir des contradictions, ne pas nier les intérêts antagonistes, mais nous efforcer de les concilier par la voie du dialogue ?

Il y aura un choix sur la politique économique. Est-ce qu'on pense que l'Etat, sans se mêler de tout, mais en stimulant , mais en orientant, mais en aidant à prévoir, doit continuer, dans un pays capitaliste de structures industrielles encore faibles comme la France, à jouer un rôle, ou est-ce que l'on veut recourir aux méthodes du libéralisme sauvage, avec les conséquences désastreuses que cela aurait, notamment dans les secteurs qu'on dénationaliserait ?

Il y aura un choix sur les problèmes de protection sociale. Est-ce qu'on veut, tout en assumant les problèmes de financement, tout en rendant les Français conscients que s'ils veulent un système de protection avancée ils doivent aussi en payer le prix, continuer à se fonder, comme l'ont fait ceux qui ont fondé les bases il y a 40 ans de la Sécurité Sociale, sur les concepts et les réalités de la solidarité, ou est-ce qu'on veut là encore réintroduire l'inégalité, réintroduire d'un côté les systèmes d'assurance sociale et de l'autre les vieilles notions de l'assistance ? Il y aura un choix sur la place du mouvement syndical et des droits des travailleurs dans le monde de la production. Est-ce qu'on pense que nous avons besoin de syndicats forts, de syndicats écoutés, de syndicats respectés, de syndicats représentatifs, pour autant bien sûr que leurs méthodes restent bien celles classiques, traditionnelles, reconnues par le mouvement ouvrier, ou est-ce qu'on veut réduire, humilier, combattre les syndicats et rogner les conquêtes qui sont celles des travailleurs dans les entreprises ? Il y aura un choix sur le traitement d'un certain nombre de problèmes auxquels sont confrontés nos sociétés, problème de la vie en ville, problème des relations entre des communautés différentes, problème de la place que la jeunesse a le droit de prendre dans la cité, problème de l'isolement de trop nombreuses personnes âgées. Veut-on aborder ces problèmes avec tolérance, avec esprit d'égalité, avec respect des autres, avec volonté de conciliation, avec ouverture à des cultures et traditions différentes, ou croit-on qu'on peut régler ces problèmes par la xénophobie, par l'autoritarisme, par l'incitation à la violence ? Il y aura des choix sur l'école. Est-ce que nous pensons que l'école publique, que l'école laïque, que l'école de la diversité, que l'école de la tolérance a besoin d'être défendue, a besoin d'être épanouie, ou est-ce que nous voulons là aussi introduire les concepts de marchandise, les concepts de profit, les concepts d'inégalité dans le système éducatif français ? Il y aura des choix de politique internationale. Est-ce que l'on va soumettre notre politique, comme le fait la Droite autour de M. Chirac, sur le programme I.D.S de M. Reagan ? Est-ce que l'on veut soumettre notre défense nationale et nos intérêts à des conceptions stratégiques qui sont celles des état-Unis, ou est-ce que l'on veut affirmer, dans le respect de nos alliances, la souveraineté de la France ?

A droite, M. Chirac joue volontiers les pourfendeurs, et M. Barre les modérateurs, même si c'est un curieux modérateur que celui qui a déjà rencontré deux fois M. Le Pen.

L'un serait plutôt, en matière de conception politique, symbolisé par une girouette tournant à tous les vents, changeant de programme, de ton, d'options, selon qu'on le conseille ou selon que les sondages l'inquiètent.

L'autre, M. Barre a apporté à la science politique française, un nouvel instrument, le « barromètre », qu'on soit en période de dépression, ou au contraire que nous soyons en plein azur, celui-ci indique toujours sur chaque radiation « autosatisfaction ». Alors, si les Français veulent la Droite, ils l'auront mais je ne suis pas sûr, malgré les sondages, et malgré les réalités électorales que je ne méconnais pas, qu'ils aient véritablement pris cette décision du retour en arrière. Je crois que le rapport de forces dans la société française n'est pas définitif, qu'il n'est pas gelé ; nous sommes peut-être à la fin de cette période qui effectivement avait inscrit durablement un rapport droite-gauche, qui nous était défavorable. Celui-ci ne s'est pas encore profondément modifié, la réalité politique est plus complexe. C'est par notre action que nous pouvons faire bouger les choses, et les résultats de la politique du gouvernement dont certains tout de même sont patents, et ne peuvent pas être niés par les observateurs, nous y aideront grandement.

Nous y parviendrons si nous nous mobilisons, nous socialistes, puissamment dans la campagne des élections législatives. Le Premier ministre a dit hier qu'il attendait beaucoup de nous, et que « l'équipe de France » lui-même et ses ministres, attendaient beaucoup de l'équipe socialiste. Alors je voulais lui dire qu'il a raison d'attendre beaucoup de nous, car nous-mêmes nous attendons beaucoup du gouvernement. Il a raison, car nous allons donner beaucoup dans cette campagne qui s'ouvre, qu'il sache que l'équipe socialiste sera sur le terrain, et qu'elle n'a pas l'intention de se cantonner à jouer seulement dans ses 18 mètres.

Il est dommage que nous ne puissions pas aller à cette bataille avec le Parti communiste, qui se détourne du chemin, qui s'engage dans une impasse et qui ne sait pas et saura de moins en moins – plus nous approchons de mars 86 et plus le choix droite-gauche sera clair – où se situer dans la vie politique française et dans le combat en cours. C'est dommage parce que nous, socialistes, comme il est dit dans le texte de synthèse, nous restons fidèles à notre stratégie, même si nous sommes obligés d'en vivre autrement les thèmes, dans une situation politique modifiée et nous ne cédons en rien à l'anticommunisme. C'est dommage, mais nous devons pratiquer néanmoins cette ouverture, esquisser ce mouvement de rassemblement politique d'abord, puis de rassemblement de notre peuple nécessaire et pour la bataille de 86 et pous les batailles à venir. Je sais que, dans tel ou tel endroit, pour telle ou telle personnalité, elle est difficile à faire, elle serait difficile en tout état de cause, à faire partout. Mais, comme les listes sont départementales, il faut bien comprendre : pour que telle ou telle personnalité à propos de laquelle nous sommes d'accord politiquement, pour qu'elle soit sur nos listes cela doit nécessairement s'inscrire dans une réalité fédérale – et pour des raisons historiques, pour des réflexes qui traduisent une capacité de rénovation, plutôt de renouvellement, peut-être pas tout à fait suffisante, eh bien ! c'est difficile...

C'est pourtant dans ce premier signe, dans la présence d'Huguette Bouchardeau, dans la présence d'Henri Fizsbin, expression des communistes qui ne désespère pas d'une action politique... C'est dans la présence de notre ami Stirn que se manifestent les premiers signes de ce rassemblement, que l'on dit tous vouloir opérer, mais qui passe par ces réalités concrètes, individuelles avec les difficultés qu'elles peuvent provoquer à tel ou tel endroit. En direction de l'opinion et en direction de nos amis du Mouvement des Radicaux de Gauche, je souhaite redire ici ce qui est ma conviction depuis le début, ce qui est la conviction des responsables gouvernementaux : il est bon, conformément à une tradition ancienne, que nous puissions avoir un accord politique, un accord politique global certes, mais un accord politique honnête avec les Radicaux de Gauche. De cette tribune je leur propose cet accord politique.

Avec nos alliés, avec ces personnalités avec tous ceux qui vont s'engager, nous allons mobiliser toute notre force dans la campagne. François Mitterand ne sera pas en tout cas de façon directe, de façon physique, de façon personnelle, de façon affective, ne sera pas au cœur même de cette campagne politique des élections législatives. Il est conforme à sa fonction de président, de président des Français qu'il ne puisse conduire cette bataille, mais compte tenu de tout ce qu'il a fait avec nous, ici, de cette place et en votre nom, le saluer et lui dire notre gratitude. Sa fermeté et sa fidélité seront un point d'appui formidable dans la bataille politique que nous allons conduire.

C'est par le rassemblement collectif des militants et ses sympathisants socialistes, par l'engagement individuel de chacun, responsable ou militant, déployant son énergie, sa capacité créatrice, sa volonté de convaincre, utilisant ses réseaux politiques associatifs, amicaux, partant de sa notoriété, partant de ses positions dans le monde du travail, dans le monde de la création, dans le monde de la culture, partant de cette force collective et de chacun de ses talents individuels, c'est, partant de cette force que je vous convie à cette tâche immense et passionnante d'avoir, après nous être inscrits dans la durée, à nous inscrire dans la victoire ! J'ai, devant moi, la diversité du Parti et je voudrais que nous montrions maintenant, ensemble, son unité.C'est pourquoi j'appelle Pierre Mauroy à monter me rejoindre à la tribune... C'est pourquoi j'appelle Jean-Pierre Chevènement à me rejoindre à la tribune... C'est pourquoi j'appelle Michel Rocard à me rejoindre à la tribune... Je demande au Premier ministre Laurent Fabius, de nous rejoindre à la tribune...

Nous voilà tous rassemblés ici. Avec eux, avec vous, nous rassemblerons les socialistes, nous rasemblerons les hommes et les femmes de gauche, nous rassemblerons les Français. Préparons nous à la bataille. Fixons-nous comme objectif la victoire !

Laurent Fabius

Le cœur du futur

Calmann-Lévy

Le livre de Laurent Fabius, le Cœur du futur, *comporte trois parties. Il s'ouvre par une "lettre ouverte" de l'auteur à ses deux enfants, Thomas et Victor. Il se referme sur cinquante photos, itinéraire personnel, qui sont autant de jalons où se reconnaîtra, d'une certaine façon, la génération de l'immédiate après-guerre, ceux et celles qui vont avoir quarante ans. Le milieu du livre est une synthèse des idées qui animent l'action de Laurent Fabius.*

Bureau exécutif

Titulaires

Lionel JOSPIN

Jean POPEREN - Jean-Paul BACHY - Pierre BRANA - Nicole BRICQ - Martine BURON - Robert CHAPUIS - Michel CHARZAT - Marcel DEBARGE - Bertrand DELANOE - Daniel FRACHON - Gérard FUCHS - André LAIGNEL - Louis LE PENSEC - Marie-Noëlle LIENEMANN - Pierre MAUROY - Louis MERMAZ - Christiane MORA - Didier MOTCHANE - Véronique NEIERTZ - Daniel PERCHERON - Michel PEZET - Michel ROCARD - Bernard ROMAN - Georges SARRE - Françoise SELIGMANN - Dominique STRAUSS-KAHN.

Suppléants

Guy ALLOUCHE - Jean-Marc AYRAULT - Christian BATAILLE - Alain BARRAU - Jean-Claude BOULARD - Pierre CARASSUS - Jean-Pierre DESTRADE - Roger FAJARDIE - Anne-Catherine FRANCK (Anne Tregouet) **Claude GERMON - Christian GOUX - Jacques HUNTZINGER - Jean-Pierre JOSEPH - Marie-France LECUIR - Gérard LINDEPERG - Jean NATIEZ - Jean-Claude PETITDEMANGE - Christian PIERRET - Jean-Jack QUEYRANNE - Luc SOUBRE - Bernard THAREAU - Daniel VAILLANT - Jean-Pierre WORMS.**

Secrétariat national

Secrétaires nationaux

Lionel JOSPIN, Premier Secrétaire.

Jean POPEREN, Secrétaire national à la Coordination chargé des Élections.

Jean-Paul BACHY, Secrétaire national aux Questions sociales, aux Entreprises et à l'Emploi.

Pierre BRANA, Secrétaire national aux Libertés et aux Problèmes de Société.

Martine BURON, Secrétaire nationale aux Luttes des Femmes.

Robert CHAPUIS, Secrétaire national à l'Urbanisme, à l'Environnement et au Cadre de Vie.

Michel CHARZAT, Secrétaire national au Secteur public et aux Nationalisations.

Marcel DEBARGE, Secrétaire national aux Fédérations et au Contentieux.

André LAIGNEL, Secrétaire national à la Trésorerie.

Louis LE PENSEC, Secrétaire national aux Relations Internationales.

Didier MOTCHANE, Secrétaire national à la Formation.

Michel PEZET, Secrétaire national à la Communication.

Bernard ROMAN, Secrétaire national aux collectivités Locales, à la Décentralisation et aux Relations avec les Élus.

Georges SARRE, Secrétaire national aux Relations Extérieures.

Françoise SELIGMANN, Secrétaire nationale aux Organismes centraux et à l'Information interne.

Dominique STRAUSS-KAHN, Secrétaire national aux Études, aux Problèmes Économiques et aux Mutations industrielles.

Secrétaires nationaux adjoints

Alain BARRAU, Secrétaire national adjoint chargé de la Jeunesse.

Jean-Jack QUEYRANNE, Secrétaire national adjoint chargé de la Presse et de la Culture ; Porte-parole.

Luc SOUBRE, Secrétaire national adjoint chargé de l'Éducation nationale et de la Formation permanente.

Bernard THAREAU, Secrétaire national adjoint chargé de l'Agriculture et du Monde Rural.

Pierre CARASSUS, Secrétaire national adjoint aux Questions Sociales, aux Entreprises et à l'Emploi.

Jean-Pierre DESTRADE, Secrétaire national adjoint aux Collectivités Locales, à la Décentralisation et aux Relations avec les Élus.

Roger FAJARDIE, Secrétaire national adjoint aux Élections.

Daniel FRACHON, Secrétaire national adjoint aux Élections.

Gérard FUCHS, Secrétaire national adjoint aux Études, aux Problèmes Économiques et aux Mutations Industrielles.

Jean-Pierre JOSEPH, Secrétaire national adjoint aux Relations Extérieures.

Marie-Noëlle LIENEMANN, Secrétaire nationale adjointe aux Collectivités Locales, à la Décentralisation et aux Relations avec les Élus.

Jean NATIEZ, Secrétaire national adjoint aux Élections.

Christian PIERRET, Secrétaire national adjoint aux Études, aux Problèmes Économiques et aux Mutations industrielles.

Anne-Catherine FRANCK, (Anne Tregouet) Secrétaire nationale adjointe à la Communication.

Daniel VAILLANT, Secrétaire national adjoint aux Fédérations et au Contentieux.

COMMISSION NATIONALE DES CONTRÔLE

Titulaires

Jean-Pierre AUBERT - Georges BEAUCHAMP - Jacques BELLANGER - Anne CUBLIER - Pierre DENIZET - Michel DUBOIS - René GAILLARD - Pascal LAMY - Paul LORIDANT - Michel MARGNES - Richard MOATTI - Patrick PEUGEOT - Michel THAUVIN.

Suppléants

Pierre ESTÈVE - Jo LE LAMER - Jean MOTRONI - Louis MOULINET - Yvonne THÉOBALD-PAOLI.

COMMISSION NATIONALE DES CONFLITS

Titulaires

Jean-Claude BLANC - François BORELLA - Tony DREYFUS - Bernard FERRAND - Jean-Pierre GODEFROY - Jean LE ROY - Bernard LE SAVOUROUX - Jean-Pierre MOULINS - Patrick RIVIÈRE - Jean-Michel ROSENFELD - Gisèle SAINT-LAURENT - Robert SAVY - Michel VILLAND.

Suppléants

Yves ARNAUD - Jean-François DUBOS - Dominique DUPILET - Maria NAVAS - Jean-Pierre WEBEN.

COMITÉ DIRECTEUR

Titulaires

Lionel JOSPIN -

Maurice ADEVAH-PŒUF - Jean-Marie ALEXANDRE - Guy ALLOUCHE - Michèle ANDRÉ - Jean-Marc AYRAULT - Jean-Paul BACHY - Jean-Pierre BAEUMLER - Jean-Pierre BALDUYCK - Alain BARRAU - Claude BARTOLONE - Christian BATAILLE - Roland BEIX - Pierre BÉRÉGOVOY - Alain BERGOUGNOUX - Jean BESSE - Jean-Marcel BICHAT - André BILLARDON - Yannick BODIN - Thierry BONDOUX - Jean-Claude BOULARD - Pierre BRANA - Tony BRIANÇON - Nicole BRICQ - Martine BURON - Pierre CARASSUS - Robert CHAPUIS - Michel CHARZAT - Jean-Pierre CHEVÈNEMENT - Michel COFFINEAU - Pierre COHEN - Jean-Pierre COT - Catherine COUTARD - Edith CRESSON - Alain DAVEZAC - Marcel DEBARGE - Gaston DEFFERRE - Michel DE LA FOURNIÈRE - Bertrand DELANOE - Gérard DELFAU - Jacques DELORS - Marie-Jo DENYS - Bernard DEROSIER - Jean-Pierre DESTRADE - Jean-Louis DIEUX - Yves DOLLO - Geneviève DOMENACH-CHICH - René DOSIÈRE - Yves DURAND - Henri EMMANUELLI - Claude ESTIER - Laurent FABIUS - Roger FAJARDIE - Georges FILLIOUD - Daniel FRANCHON - Anne-Catherine FRANCK (Anne Tregouet) **Gérard FUCHS - Françoise GASPARD - Gérard GAUME - Claude GERMON - Christian GOUX - Gérard GOUZES - Claudette GROSSE - Charles HERNU - Edmond HERVÉ - Pierre-Yves HEURTIN - Jacques HUNTZINGER - Serge JANQUIN - Jean-Louis JOSEPH - Jean-Pierre JOSEPH - Pierre JOXE - André LAIGNEL - Françoise LAURANT - Yves LEBAS - Bastien LECCIA - Marie-France LECUIR - Jean LE GARREC - Guy LENGAGNE - Philippe LENTSCHENER - Louis LE PENSEC - Ginette LEROUX - Marie-Noëlle LIENEMANN - Martine LIGNIÈRES - Gérard LINDEPERG - Charles-Émile LOO - Paul LUSSAULT - Philippe MADRELLE - Pierre MAUROY - Louis MERMAZ - Louis MEXANDEAU - Christiane MORA - Jacques MOREAU - Bernard MORIN - Didier MOTCHANE - Marie-Thérèse MUTIN - Jean NATIEZ - Véronique NEIERTZ - Janine PARENT - Daniel PERCHERON - Jean-Claude PETITDEMANGE - Michel PEZET - Christian PIERRET - Jacques PIETTE - Germaine PIVASSET - Jean-Paul PLANCHOU - Bernard POIGNANT - Robert PONTILLON - Jean POPEREN - Jean-Jack QUEYRANNE - Paul QUILÈS - Alain RICHARD - Michel ROCARD - Jacques ROGER-MACHART - Bernard ROMAN - Frédéric ROSMINI - Yvette ROUDY - Michel SAINTE-MARIE - Jacques SALVATOR - Georges SARRE - Françoise SELIGMANN - Annie SOLO - Luc SOUBRE - Gisèle STIEVENARD - Dominique STRAUSS-KAHN - Jean-Pierre SUEUR - Yves TAVERNIER - Eugène TEISSEIRE - Bernard THAREAU - Ghislaine TOUTAIN - Marie-Claude VAYSSADE - Jean-Pierre WORMS.**

Suppléants

Monique BACHELIER - Marie BASSET - Guy BÈCHE - Bernard BIOULAC - Madeleine BRUN - Denise CACHEUX - Jacques CALMON - Jean-Marie CAMBACÈRES - Françoise CARLE - Marie-Arlette CARLOTTI - Jean-Louis CARRÈRE - Dinah CAUDRON - Daniel CHOLLEY - Gérard COLLOMB - Jean-Yves DALLEAU - Michel DEBOUT - Robert DE CAUMON - Henri DELISLE - Charles DEPOORTER - Yvon DESCHAMPS - Jean-Jacques DUBOUCHAUD - Bernard DUPIN - Lucien DUPUIS - Patrice DURAND - Philippe FARINE - Bernard FARION - Patrice FINEL - Michel FRANCAIX - Stéphane FOUKS - Georges GARROT - Robert GILLY - Jean-Paul GIRAUD - Jacques GRANIER - Jean GUÉRARD - Daniel HÉRAULT - Jacques HORTHALA - Alain HUBERT - Marie-Andrée JAUBERT - François JOLY - Gérard LE GALL - Alain LE VERN - Jacques MELLICK - Norbert METAIRIE - Didier MIGAUD - Jean-Pierre MIGNARD - Gilbert MITTERRAND - Francis MUSARD - Henri NEUVILLE - Philippe NOUVEAU - Bernard PIGAMO - Guy POIRIER - Maurice POURCHON - Henri PRAT - Alfred RECOURS - Sylvain RENARD - Josette ROBERT - Philippe SAN MARCO - Claude SAUNIER - Pierre SCHAPIRA - René SOUCHON - Michel SUCHOD - Daniel VAILLANT - André VEZINHET - Yves VIDAL - Michel VIGNAL - Jean-Pierre VIGNAU - Henry VIOLS - Hervé VOUILLOT - Lucien WEYGAND - Pierre ZEMOR.

Appel aux Français

Le progrès d'une société, c'est, peu à peu, gagner plus de justice et plus de liberté pour tous : c'est le combat des socialistes.

Mais il n'y a pas de progrès pour les individus dans un pays en déclin.

On ne choisit pas les circonstances. D'autres ont gouverné dans les temps de la prospérité, de la facilité des années 60 et 70. Il nous est revenu, à nous, socialistes, de gouverner au plus fort de la crise.

Il fallait donc tout faire pour enrayer le déclin, rendre à notre pays toute sa force conquérante dans une concurrence internationale impitoyable.

C'est la tâche que nous avons commencée, c'est ce qu'il faut absolument poursuivre et mener jusqu'au bout.

Assainir pour moderniser, telle fut la priorité que se fixa, dès 1982, la majorité socialiste, tel est le pari que les socialistes sont en train de gagner.

Car les faits sont là : on nous avait laissé 14,5 % d'inflation, nous sommes à 5,5 %. Les chefs de la Droite avaient claironné que la Gauche ferait 20 % d'inflation et que le franc plongerait. C'est le contraire qui se produit : et, aujourd'hui, le franc est solide, notre balance des comptes est excédentaire, et notre système de protection sociale a été sauvé par le rétablissement de son équilibre financier.

Si les « restructurations » industrielles, aujourd'hui, sont dures économiquement et socialement douloureuses, c'est parce qu'elles n'ont pas été effectuées à temps.

La France est en train de payer le prix économique et social de ces carences, elle en vit les effets humains souvent dramatiques, et ceux qui ont maintenant la charge du pouvoir en supportent parfois les conséquences politiques.

Mais parce que c'est l'intérêt de la Nation, parce que c'est l'intérêt des travailleurs eux-mêmes, les socialistes ont fait face à leurs responsabilités.

D'autres ont cru habile, au plus dur de l'épreuve, de fuir les charges qu'ils avaient eux-mêmes, dans un premier temps, acceptées. C'est un mauvais service à rendre aux travailleurs que de tenter de leur faire croire qu'on peut préserver l'emploi sans moderniser l'appareil de production, et qu'on pourrait moderniser l'appareil de production sans incidence aucune sur l'organisation du travail, sur le temps de travail lui-même. Et c'est, en même temps, une contre vérité grossière par rapport aux données mêmes de l'économie sur lesquelles se fondent justement les socialistes. Au delà d'une phase première d'adaptation, de réorganisation, les machines nouvelles créent de l'emploi : c'est le vieillissement des machines qui tue l'emploi.

Réorganiser, mais tout autant innover. La préparation de l'avenir, la « modernisation », ce n'est pas seulement le rajeunissement de notre tissu industriel traditionnel, c'est la promotion, à grande échelle, des techniques nouvelles, des techniques de pointe, de celles qui font la percée vers le prochain siècle.

Ainsi, face à des concurrences internationales impitoyables, des créneaux essentiels pour l'avenir sont désormais solidement tenus.

Nous avons fait tout cela, et en même temps nous avons accompli les grandes réformes dont nous avions pris l'engagement avec François Mitterrand : nous avons, notamment, élargi le secteur public, par la nationalisation de plusieurs grands groupes industriels et celle des principaux groupes bancaires, nous avons étendu les droits des travailleurs dans les entreprises, démocratisé le secteur public.

Aurait-il fallu renoncer aux réformes à raison de la difficulté des temps ? La réforme serait-elle contradictoire avec la modernisation, avec la lutte contre le déclin, contre la crise ?

C'est évidemment le contraire qui est vrai.

La modernisation pour l'efficacité, c'est aussi la réforme !

Notre choix, à nous, doit permettre que la France gagne, et d'abord gagne sur ce mal qui ronge nos sociétés d'Occident : le chômage.

C'est la grande question qui, aujourd'hui, domine toutes les autres.

Pas d'emplois nouveaux – et pas de nouveau progrès social – sans croissance. Dès les années soixante-dix, les socialistes n'ont cessé de répéter qu'il n'y a pas de progrès sans croissance, ils ont mis en garde contre les funestes utopies de la « croissance zéro », alors à la mode.

Aujourd'hui au point où nous sommes arrivés – grâce aux efforts de la rigueur – l'impératif est de passer de l'assainissement économique à une nouvelle croissance.

Et voilà la réponse à l'interrogation de vous tous qui avez consenti les sacrifices de la rigueur : « A quoi servent nos efforts, nos sacrifices ? La rigueur pour quoi faire ? »

Et c'est vrai : nous n'avons pas fait la rigueur pour la rigueur, l'assainissement pour l'assainissement.

Nous l'avons fait pour créer les conditions d'une nouvelle croissance, pour un nouvel essor de notre économie.

Et ces conditions, pour l'essentiel, existent désormais.

Nous arrivons au moment où la rigueur doit payer, et d'abord en points de croissance, en créations d'emplois.

Le mouvement sera lent, difficile : il serait déraisonnable de spéculer, pour les années qui viennent, sur une croissance supérieure à quelques points.

Nous savons que les taux nécessaires pour résorber le chômage sont probablement supérieurs à ce que nous pouvons espérer. C'est pourquoi, à la place du partage « spontané » du travail par le chômage, nous voulons réaliser progressivement un partage maîtrisé par une réduction collective, économiquement efficace et socialement négociée de la durée du travail.

A cours des dernières années, la grande majorité des Français – travailleurs salariés – ont beaucoup donné : ils ont pris leur large part des contraintes de la rigueur ; les pouvoirs publics ont beaucoup donné : par de multiples dispositifs, ils ont fait en sorte que se reconstituent les marges des entreprises mises à mal par la crise. Les résultats sont là : toutes les statistiques l'attestent.

Mais ces résultats n'auraient pas de sens s'ils ne se traduisaient pas en investissements et, au-delà, en emplois. Pour le moment, nous sommes loin du compte.

Cette situation ne saurait se prolonger. Les efforts ne sauraient être à sens unique : si, en même temps que les travailleurs salariés, avec le gouvernement, l'ensemble des chefs d'entreprise n'en prenaient pas leur part, c'est le redressement économique même qui serait menacé.

Il est temps de définir quelle doit être la part de chacun des partenaires dans l'indispensable effort commun ; il est temps de fixer les règles du jeu.

La liberté et le bien-être de chacun ont besoin du progrès économique, mais ils sont en même temps des ressorts du progrès.

La Gauche parie sur le bonheur des Hommes.

Nous, socialistes, nous voulons le compromis social, la croissance par le compromis social.

La Droite n'est pas pour le compromis social. Elle veut faire supporter aux salariés, mais aussi aux finances publiques, le plus lourd des charges imposées par la crise et les déficiences de notre appareil productif. Elle est pour l'accentuation des inégalités.

Au lieu du compromis que, nous, socialistes, nous recherchons, au lieu de la paix sociale – qui prévaut depuis quatre ans – la politique de la Droite, si elle était appliquée, conduirait aux affrontements, car la régression sociale qu'elle se promet ne serait pas supportée :

– rupture de l'équilibre de notre économie par la destruction du secteur public ;
– mise en cause des droits syndicaux et des droits nouveaux des travailleurs ;
– suppression des garanties contre les licenciements arbitraires ;
– démantèlement de notre régime de protection sociale ;
– abolition des dispositions de justice fiscale mises en place depuis 1981, et notamment de l'impôt sur les grandes fortunes.

Le choix n'est pas entre une voie difficile et telle autre qui le serait moins : il n'y a pas, dans le présent, de voie facile. Mais il y a bien choix entre la paix sociale et la croissance par le compromis, et la régression sociale, lourde de déchirements.

La croissance, ce sont des hommes et des femmes qui produisent : il faut les former. Mais il ne suffit pas de former à produire : pour le temps des robots, il faut des Hommes qui ne soient pas des robots.

C'est la mission du grand service public de l'Enseignement.

Pour les socialistes, la priorité de la formation commande la priorité du développement et de la rénovation de l'Enseignement public.

Dans aucun autre domaine, la volonté de réaction de la Droite n'est aussi outrancière que dans celui de l'École : les projets que les sénateurs de la Droite, par exemple, ont dans leurs cartons, visent à la mise en cause même des principes de l'École républicaine, au démantèlement du service public de l'enseignement.

Cela suffirait à montrer l'importance de l'enjeu. Là aussi, unissons toutes les énergies pour poursuivre ce qui a été engagé : la reconstruction.

Nous appelons tous les Français à s'unir pour assurer le proche avenir de notre pays. Mais, au-delà de ces toutes prochaines années, la France ne se sauvera pas seule, ni aucun des pays européens : il n'y a d'avenir que pour l'Europe, pas pour sa dispersion.

L'acharnement du Président de la République à avancer des objectifs concrets pour la volonté d'unité européenne se fonde sur cette conviction. L'impulsion française a provoqué, ces dernières années, et nous promet des progrès notables de l'Europe de l'espace, de l'Europe de la technologie, de l'Europe de la Défense ; étant entendu que, dans tous ces domaines, et notamment dans celui de la Défense, le rôle propre des réalisations françaises est déterminant pour qu'avancent les affaires de l'Europe. Mais, dans l'épreuve de la crise, les forces de dispersion se font plus menaçantes. Les socialistes, avec la très grande majorité des Français aujourd'hui, jugent le moment venu d'un pas décisif de l'Europe politique.

La cohésion politique ne peut plus guère attendre : à ce prix seulement, l'Europe s'assurera un minimum d'autonomie, dans un monde qui oscille entre le marchandage et l'affrontement – entre le dialogue et le terrorisme.

La fermeté donne toute son efficacité au dialogue, comme le montre la visite de Gorbatchev en France ; si elle était celle d'une Europe cohérente, elle éviterait d'un autre côté que la solidarité occidentale ne glisse un jour à la vassalité.

Dans ce monde dur, menacé et menaçant, il n'est pas accessoire que la solidarité l'emporte sur l'agressivité ; la paix civile n'est pas un luxe.

Les citoyens ont droit à la sécurité, à la tranquillité dans nos rues, nos immeubles, nos quartiers : c'est la liberté de vivre en paix, elle est aussi précieuse que les autres.

Dans ce domaine comme dans d'autres, le gouvernement a commencé à rattraper le retard qui s'était accumulé depuis tant d'années : l'augmentation des effectifs des forces de l'ordre, notamment dans les grandes villes, et en premier lieu à Paris, l'indispensable modernisation des méthodes et techniques de la police, enfin engagée, y contribuent. Dans ce domaine comme en tant d'autres, les chefs de la Droite – dont les responsables furent ici, pour le moins, négligents et routiniers – devraient avoir la décence de la discrétion. Au lieu de cela, depuis qu'ils sont dans l'opposition, ils se sont fait avec impudence une machine de guerre politique d'une insécurité qu'ils ont laissée peu à peu s'acclimater dans nos cités, là où leur urbanisation sauvage des années soixante/soixante-dix offrait un terrain favorable. Et justement, dans les villes où ils se sont récemment installés, ils ont apporté plus de violence et de délinquance.

Les chefs de la Droite savent, comme tout le monde – car c'est une évidence –, que la mise en œuvre des moyens matériels et juridiques de la sécurité publique n'épuise pas la question.

Nos sociétés – comme toute société dans l'histoire – vivent difficilement des bouleversements d'une grande ampleur ; et plus encore aujourd'hui à raison du rythme des bouleversements de notre temps. Notre tissu social craque sous l'effet de mutations trop rapides. Rien ne paraît plus assuré ; et le réflexe sécuritaire devient plus fort que l'insécurité elle-même.

Mais la sécurité est illusoire si elle n'est que repli frileux sur soi-même, recroquevillement individualiste, rejet des solidarités ; ce sont elles d'abord, que nous, socialistes, travaillons à développer.

Comment imaginer, dans la société de notre temps, que le bonheur de chacun puisse se faire contre le bonheur des autres ? L'individualisme – la légitime aspiration de chacun à s'accomplir – l'individualisme de l'an 2000 est le contraire de l'égoïsme.

La question aujourd'hui posée aux citoyens est la suivante : qui donc, dans les années à venir, fera appliquer, qui donc fera vivre ce qui a déjà été accompli, et qui donc la poussera plus avant ?

– L'élargissement des droits des femmes, dont l'égalité professionnelle femmes/hommes est un moment décisif.

– La lutte opiniâtre pour faire reculer les inégalités, que nous avons engagée à l'avantage d'abord des plus défavorisés – et qui pourrait nous reprocher d'avoir commencé par là ? – mais dont les bénéfices doivent maintenant s'étendre au monde des petits et moyens salariés.

– La décentralisation, qui a enfin desserré l'étreinte de l'État ultra-centralisé, sur lequel bavarde tant la Droite, et qui a commencé à redistribuer des pouvoirs aux collectivités locales.

– Les libertés nouvelles liées aux moyens d'expression modernes (radios, télévisions) libertés qui explosent maintenant, tandis que la Droite au pouvoir envoyait la police pour fermer les radios libres.

Nos sociétés fragiles et inquiètes ont besoin de tolérance. Et la tolérance est condition de la liberté.

La liberté, oui, c'est notre combat, c'est le combat de toujours de la Gauche française. Par une bien grande imposture, la Droite a tenté d'usurper le mot.

Mais la liberté n'est pas le bon plaisir des privilégiés. Elle n'est pas le droit du plus fort d'écraser les autres : quand Hersant détruit la presse qui refuse sa domination, c'est le contraire de la liberté de la presse.

La liberté, c'est, pour tous, le droit de produire, d'échanger, de travailler, de communiquer, d'apprendre, de s'exprimer, enfin c'est le droit de vivre !

Dans tous les domaines, en cinq ans, nous aurons travaillé – comme nous nous y étions engagés – à élargir les moyens de la liberté : dans la cité, par la décentralisation, dans l'entreprise, dans la presse, les radios, les télévisions.

Nous avons la grande ambition de changer un vieux pays.

Projet difficile entrepris en des temps difficiles. Comme tous les grands changements, les changements en profondeur, celui-là a besoin du temps. Nous n'avons jamais pensé ni laissé croire, nous, socialistes, qu'on pouvait tout changer d'un coup. Il faut poursuivre. Ce qui, déjà, depuis 1981, a été acquis répond de ce qui sera accompli.

Pour cette nouvelle étape, et comme nous l'avons toujours fait, nous, socialistes, nous voulons rassembler, sans exclusive ni anathème. Nos candidats, pour la consultation électorale de mars 1986, seront avec d'autres démocrates, les candidats socialistes pour le rassemblement républicain. Le choix sera entre ceux-là et les nostalgiques du passé qui, même lorsqu'ils se présentent avec de nouveaux visages, n'ont d'autre programme que de refaire ce qu'ils ont déjà fait, de le refaire en l'aggravant.

Nous en appelons à tous, à ceux et celles de la Gauche d'abord, d'où nous est venue le plus tôt la confiance, dont nous ne renoncerons jamais à unir la diversité, et là où les fidélités se sont affirmées dans l'épreuve, même si montent parfois, de certains côtés, des exclusives et des anathèmes qui ne font mal qu'à ceux qui les lancent. Quoi que fassent les dirigeants du Parti communiste, le monde du travail est avec ceux qui se battent pour vaincre les difficultés, non avec ceux qui cherchent à en susciter de nouvelles.

Au-delà de la Gauche, nous en appelons à tous ceux et celles que rapprochent simplement l'amour de la liberté, le sens de la justice, le dégoût des fanatismes et des violences. Car rien d'important ne peut se faire sans le concours actif des citoyens. La démocratie commence par les élections libres, mais elle n'est pas seulement le bulletin de vote tous les cinq ou tous les sept ans : elle est souci de tous de proposer, de questionner, de contester, de faire passer les décisions de gouvernement dans le concret de la vie. Nous l'avons dit souvent avant 1981 : peut-être avons-nous eu plus de mal à la mettre en pratique depuis lors. Nous devrons, nous tous, citoyens de ce pays, y veiller pour l'avenir.

Nous en appelons à tous, hommes et femmes de bonne volonté. Plus que jamais c'est le temps, non de subir, mais d'agir.